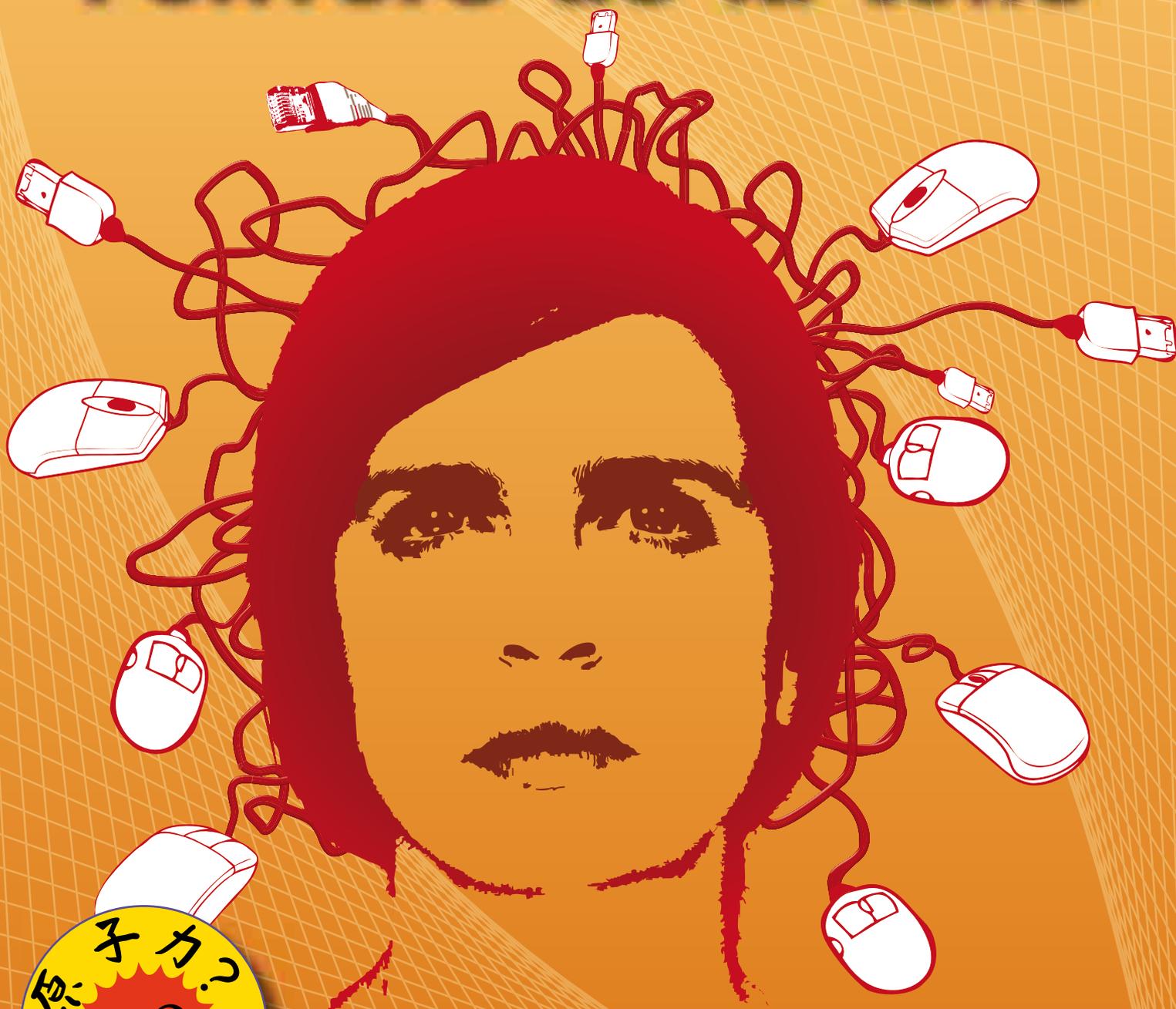


N°390 - mai
2011 - 4,60€ - 7 FS

écologie • alternatives • non-violence

Science

Internet, l'envers de la toile



**Après Fukushima,
sortir du nucléaire, vite !**

3 Questions à...

Résistances

à **Didier Magnin,**
président de l'association CRHA,
Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui.

Le 15 mai 2011, l'association Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui appelle pour la cinquième année consécutive à un grand rassemblement sur le plateau des Glières. Quel est le sens de cette initiative et comment est-elle née ?

L'association Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui (CRHA) est née d'un collectif qui s'est constitué quelques heures après la montée de Nicolas Sarkozy sur le plateau des Glières, où il est venu terminer sa campagne électorale, le vendredi 4 mai 2007, deux jours avant le second tour des présidentielles.

Ce collectif, créé par des résistants (dont Walter Bassan) et des citoyens a organisé un premier rassemblement à Glières, le 13 mai 2007. Près de 1500 personnes ont répondu à cet appel et sont montés à Glières pour dire leur indignation devant la récupération de la Résistance par Sarkozy à des fins électoralistes et politiciennes.

Ce collectif a organisé un nouveau rassemblement à Glières, le 4 mai 2008, avec la venue pour la première fois sur ce haut-lieu de la Résistance de Stéphane Hessel.

Le collectif s'est constitué en association CRHA en décembre 2008. CRHA organise, chaque année à Glières, à la mi-mai, un rassemblement citoyen en invitant des résistants d'hier et d'aujourd'hui ; 4000 participants le 17 mai 2009 et 3000 le 16 mai 2010, dans un froid hivernal.

Quels sont vos objectifs et vos actions ?

Dès sa création, les objectifs de CRHA ont été :

- de faire connaître le programme du Conseil national de la résistance (CNR), publié le 15 mars 1944, et les valeurs de solidarité, de fraternité, de justice, de vivre ensemble, etc. contenues dans ce programme,
- de faire connaître l'appel du 8 mars 2004, lancé par 13 résistants (dont Raymond Aubrac et Stéphane Hessel, parrains de CRHA) appel lancé à l'occasion du 60e anniversaire de la publication du programme du CNR,
- de mettre en lien les résistants d'hier, qui se sont battus pour libérer le pays de l'occupant nazi et de la collaboration, mais aussi pour la mise en place d'un véritable état social, et les résistants d'aujourd'hui qui luttent, résistent, désobéissent pour sauvegarder les acquis du programme du CNR : sécurité sociale, retraites par répartition, services publics, médias indépendants des pouvoirs de l'argent...

Nous avons défini d'autres objectifs, au cours de ces derniers mois : créer un réseau citoyens résistants dans tout le pays avec des comités locaux et rédiger avec divers partenaires, un projet de société de ce début de 21^e siècle. Nous travaillons activement à la réalisation de ces projets.

Vous faites référence à la défense des acquis du Conseil national de la résistance, qui ont posé les bases de l'Etat social en France après la Seconde Guerre Mondiale. Est-il possible aujourd'hui de penser des services publics sans un Etat centralisé et pro-nucléaire ?

LE MOIS DE LASSERPE

HAUSSE DES PRIX DU CARBURANT :
 CHRISTINE LAGARDE CONSEILLE
 DE ROULER MOINS VITE



JAPON : APRÈS LE SÉISME,
 LES RÉPLIQUES



AIDE HUMANITAIRE
 AUX OPPOSANTS LIBYENS



quoi de neuf ?

Manuel de transition Tarif décroissant

Les groupes de transition se multipliant, ceux-ci peuvent obtenir le livre à un prix plus bas que le prix public. Nous vous le proposons à 160 € les 10 exemplaires franco de port, payable avec un chèque à la commande, chèque encaissable deux mois après pour laisser le temps d'écouler les livres. Le prix public reste de 20 € (+ 4,50 € de port).

Un numéro sans téléphone portable



Afin de réfléchir au rôle néfaste du développement du téléphone portable (relire le dossier de notre n°363), nous avons décidé de lancer un numéro où nous n'indiquerons aucun numéro commençant par 06. Ce sera dans le numéro de septembre. Donc attention à ceux qui veulent faire passer des infos dans ce numéro : indiquez un numéro de ligne fixe ou une adresse postale !

Lorraine

Le numéro de janvier 2012 de S!lence présentera les alternatives dans la région Lorraine. Les reportages seront réalisés en août 2011. Pour préparer notre itinéraire, vous pouvez nous envoyer des informations sur ce que vous connaissez dans la région : adresses, site internet, tracts... soit par courrier soit en passant par le formulaire de contact sur le site de S!lence (www.revuesilence.net)

Gratuit en prison

Les prisonniers qui nous en font la demande peuvent recevoir gratuitement la revue.

Faire vivre les acquis du programme du CNR et les adapter à notre époque... c'est pour nous une priorité ! Les conséquences du démantèlement des acquis du programme du CNR sont désastreuses pour les plus démunis, pour les "sans"... sans travail, sans logement, sans argent, sans droits, sans papiers... Depuis mai 2007, ce n'est plus l'État qui est centralisateur, c'est le président de la République qui centralise tous les pouvoirs.

Il faut se battre, résister pour faire revivre les services publics, en cours de destruction, la Poste, EDF, GDF, SNCF, la santé, l'éducation nationale, pour faire revivre la sécurité sociale et les retraites par répartition si rudement mises à mal.

Ce président et son gouvernement détruisent l'échelon local des services publics pour centraliser vers les préfets et à l'échelon régional. C'est à l'échelon local, là où vivent les citoyens que doivent le mieux fonctionner les services publics. Les bureaux de poste, les gares, les hôpitaux, les maternités, les écoles, collèges, lycées, les tribunaux, les services de l'équipement... doivent rester dans les petites villes, à proximité des lieux de vie de la population, surtout dans les lieux reculés.

La rentabilité, la course au profit doivent cesser de détruire l'esprit du service public.

Dans le projet de société sur lequel nous travaillons, il sera question d'écologie et d'environnement. Il faut lutter pour sortir du nucléaire, la catastrophe nucléaire du Japon ne peut que renforcer nos convictions ; il faut développer les énergies renouvelables et réduire nos consommations en énergie. Paul Ariès travaille avec nous à la rédaction de ce projet, inspiré du programme du CNR, mais adapté aux réalités actuelles.

> Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui, 1442, route de La Luaz, 74570 Thorens-Glières, <http://www.citoyens-resistants.fr>.
> Livre *Les jours heureux*, La découverte, 2010. ■



Prochain dossier :
Après la vélorution

VENEZ NOUS VOIR
LES 19 ET 20 MAI !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Prochaines expéditions : **19 et 20 mai, 16 et 17 juin, 18 et 19 août...**



Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 10 h samedis **28 mai** (pour le n° d'été) **25 juin** (pour le n° de septembre) **27 août** (pour le n° d'octobre)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **30 mars 2011**.

SOMMAIRE

édito / dossier du mois

Le poids écologique d'internet

4 à 17



Japon

"Un cauchemar au ralenti"

de Michel Bernard

28



Nucléaire

Fukushima peut-il provoquer un séisme politique en France ?

de Michel Bernard

30



Sortir du nucléaire

C'est possible, mais à quelle vitesse ?

de Michel Bernard

33



B. D.

Biomiamiam au marché

de JBGG

35



Alternatives

Kaszino : un espace de gratuité à Budapest

de Sidonie Poldeh

36



Agriculture biologique

Rémy Léger, paysan à Beaumont-lès-Valence

de Marie-Joëlle Pouillon

38



Adieu à la croissance

Jean Gadrey fait avancer les idées !

de Michel Bernard

40



brèves

- | | |
|--|---|
| 18 Alternatives | 23 Politique |
| 19 Paix | 23 Fragilité de la croissance (Agnès Sinai) |
| 19 Nucléaire civil, nucléaire militaire... (Dominique Lalanne) | 24 Femmes |
| 20 Environnement | 24 OGM |
| 20 Énergies | 25 Agenda |
| 21 Nucléaire | 27 Annonces |
| 22 Nord-Sud | 41 Courrier |
| 22 Société | 43 Livres |

Éditorial

Peut-on brancher l'écologie sur internet ?

L'ordinateur est en train de devenir un prolongement du corps, une évidence "naturelle" comme le sont devenues l'eau courante ou l'électricité. Nous courons le risque de ne plus questionner ce qui le rend possible ni ce qu'il coûte, en particulier à l'environnement.

Nous sommes de plus en plus nombreux à utiliser internet, pour le courriel ou la documentation, entre autres à la revue Silence. Cette pratique a un coût écologique et social, les deux étant liés. Silence a déjà commencé à explorer ces questions* et ce dossier cherche à les approfondir pour internet en particulier. Quel poids écologique se cache derrière ce monde virtuel ? A quoi bon courriels, sites, blogs et autres réseaux sociaux ?

Nous avons également essayé de recenser des moyens de diminuer les nuisances. Se passer d'internet, est-ce forcément accepter le déclassement et l'isolement ?

Au final, nous avons des choix importants à faire, et la mouvance écologique ne débat sans doute pas assez de ces problèmes...

Marie-Pierre Najman ■

* Lire les dossiers "Technologies contre autonomie", n° 338, septembre 2006 et "Technologies et solitude", n° 264, décembre 2000.



Maik Unsheln, Tsamedien



D. R.



D. R.



D. R.



D. R.

Dossier coordonné par Marie-Pierre Najman

Des lectrices et lecteurs de Silence témoignent **5**

avec Mimmo Pucciarelli et Damien Bouveret

Internet et écologie sont-ils compatibles ? **7**

Entretien avec Fabrice Flipo

Internet : Big Brother en costume de père Noël **11**

Quelles alternatives au "réseau social" Facebook ? **13**

Entretien avec Pierre-Yves Gosset

Quelles solutions pour ne plus nuire ? **15**

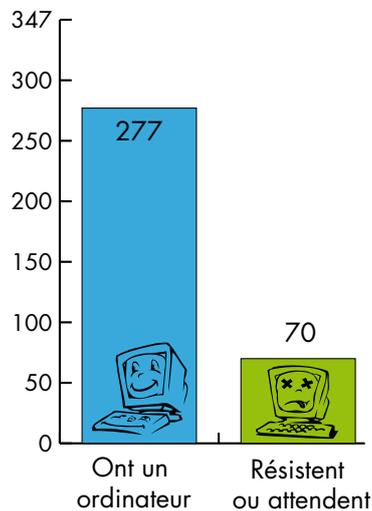
Il y en a qui résistent ! **17**

Des lectrices et lecteurs de Silence témoignent

En 2010, nous avons réalisé une enquête auprès de vous. 347 personnes ont répondu. Voici les réponses concernant internet.

A propos de l'ordinateur

Les lectrices et lecteurs qui ont un accès internet s'en servent au moins pour la poste électronique, mais aussi pour le travail (gros usage), pour des loisirs divers et des recherches d'informations, en particulier "militantes".



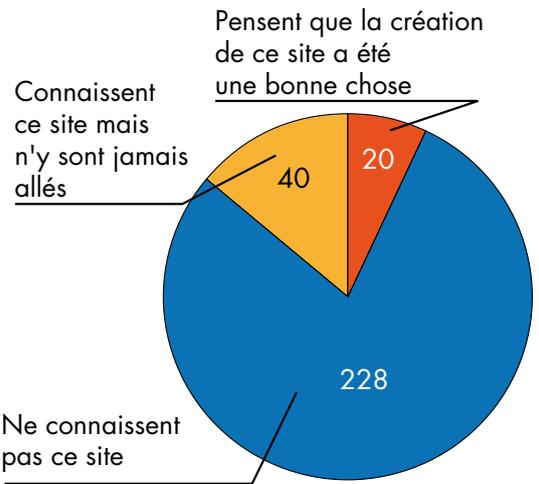
A propos du site de Silence...

En l'espace d'une vingtaine d'années, la fabrication et la réalisation de *Silence* ont été révolutionnées par internet. On y cite maintenant des sites et des blogs, non sans regrets pour quelques un/es d'entre vous :

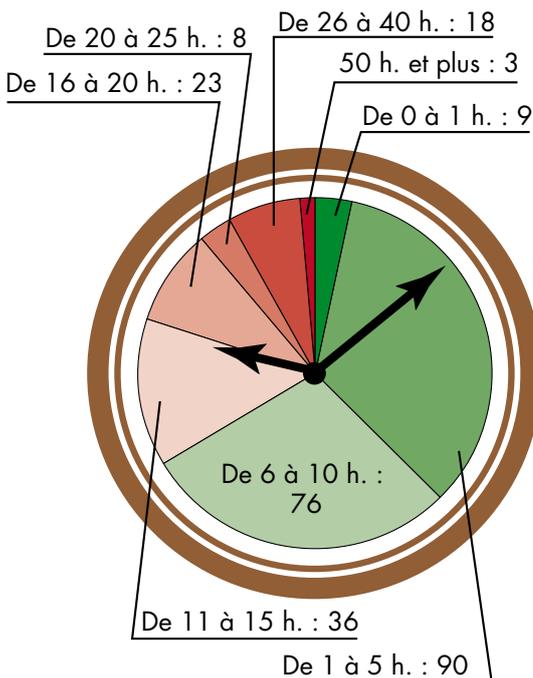
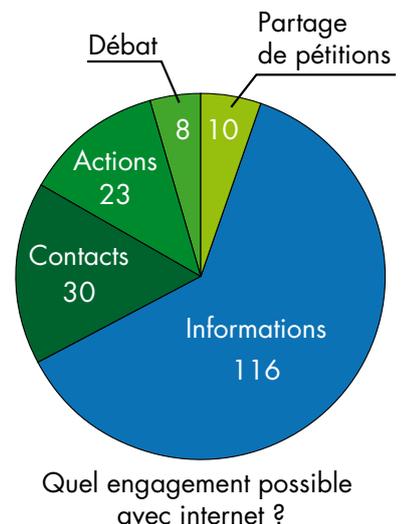
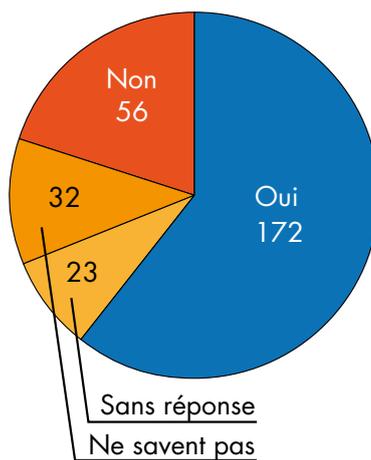
"*Silence sans internet, c'était très bien...*" (Femme, 58 ans)

"*Je croyais que vous ne vouliez pas collaborer à ç@ (...) SVP gardez le papier !*" (Homme, 38 ans)

Pour d'autres, le site de *Silence* permet de consulter des vieux numéros, d'en consulter les index, et c'est un bon moyen pour faire connaître la revue.



L'internet a-t-il fait évoluer positivement l'engagement politique ?



Temps moyen d'utilisation hebdomadaire de son ordinateur

Quelques louanges

"Internet m'a permis de prendre conscience rapidement des enjeux de l'écologie politique (avec des textes, des vidéos). Il permet d'élargir les connaissances de ceux qui peuvent se le payer et facilite les relations politiques à travers la planète." (H, 24 ans)

"Les grands avantages d'internet sont la diffusion de masse sans intermédiaire, la décentralisation." (H, 35 ans)

"On signe en deux clics une pétition locale ou internationale. (...) Grâce à la rapidité du moteur de recherche, les dossiers syndicaux dont je m'occupe sont plus facilement gérables." (H, 49 ans)

"L'échange d'opinions, les discussions avec des gens au loin, l'accès à l'information sont beaucoup plus faciles, de même l'organisation de rencontres et d'événements." (F, 49 ans)

Effet rebond : internet n'est qu'un moyen puissant pour d'autres fins. Il génère une augmentation de la consommation et des transports. Même la vidéoconférence encourage des échanges plus concrets...

Lire

Lire un journal ou un livre personnel consommerait autant que 3 h de télévision, mais le papier est renouvelable. Et en bibliothèque, il suffit qu'un journal soit lu 2 fois et un livre 100 fois pour que l'avantage énergétique aille au papier. (Rapport *Écotic* p. 66)

Travailler

Le télétravail réduit l'absentéisme (en particulier pour maladie), mais pas toujours les déplacements professionnels. De plus, selon un sondage de 2002, 69 % des personnes interrogées pensent qu'ainsi leur temps de travail a augmenté, et les profits réalisés grâce à l'accroissement de leur productivité alimentent la croissance... (*Écotic*, p. 69)

"C'est un formidable outil, j'aimerais que l'on puisse l'utiliser pour lutter contre l'individualisme galopant." (F, 66 ans)

"On peut espérer aboutir à une plus grande démocratie (on peut rêver...) !" (H, 60 ans)

Certain/es déclarent consulter le blog de Fabrice Nicolino et les sites Rue 89, Actuchômage.org, Médiapart, Rezo.net.

Des réticences

"Gare à 'la facilité de tomber dans l'engouement et des actions bidons tels des e-pétitions.' C'est 'démotivant devant la multiplicité des luttes à mener, (...) on s'y épuise.'" (H, 63 ans)

"On a l'impression de donner son avis avec, mais on se donne surtout bonne conscience." (F, 29 ans)

"On s'y perd, on y passe beaucoup de temps." Avec Internet on est en face de "l'impasse de l'horizontalité totalement informelle : circulation d'info désordonnée, inutile, voire de rumeurs". (H, 26 ans)

"Trop d'informations tue l'information !" (cité par 10 d'entre vous)

"Il faut se méfier des fausses infos, et ce qui prend du temps fait perdre du temps en limitant ainsi les relations humaines directes." (H, 66 ans)

"On se voit moins et d'aucuns pensent qu'on peut militer en restant assis devant son écran... Mais

internet détruit les liens sociaux et dilue l'importance de l'action. En fin de compte, (...) il disperse les énergies, il nous renferme dans notre solitude devant un écran colorié." (H, 61 ans)

"Internet incite à tout informatiser, robotiser. Face aux savoirs ancestraux, il ne plantera pas une carotte ! Il est adapté à nos pays riches responsables du pire. Je préfère m'en passer, c'est une invention de l'armée tout comme le GPS..." (H, 42 ans)

"Il a des effets très pervers sur les adolescents : 'éléments de no-life' MSS messenger et YouTube." (H, 24 ans)

"Les inconvénients sont les cultes de l'accumulation et l'accroissement exponentiel de l'information, symbolisés par Google." (H, 35 ans)

"Le monopole en place passe aussi par Internet." (H, 42 ans)

"Internet est trop parcouru par le libéralisme et devient aussi nuisible que la TV." (F, 45 ans)

Des craintes, des doutes

"Cette magie ne tient que par quelques fils (électricité, ordinateurs, câbles...) et surtout grâce à l'absence de censure... mais jusqu'à quand ?" (H, 30 ans)

"Peut-être a-t-on la possibilité de sensibiliser un grand nombre de personnes assez rapidement, mais les sensibilisons-nous en profondeur ?" (H, 46 ans)

Internet est-il compatible avec l'écologie ?

Quelques avis positifs

"Il y a la réduction du temps de déplacement, de recherche, de coût du transport..." (H, 49 ans)

"Ce moyen de culture a moins d'impact que nombre de futilités qu'il est urgent de faire disparaître." (H, 50 ans)

"Je crois qu'il vaut mieux organiser une réunion entre des militants de divers pays via Internet plutôt qu'en les réunissant par avion. Le sommet de Copenhague est un exemple d'incohérence." (H, 46 ans)

"Internet a un coût écologique... mais beaucoup plus faible que celui des déplacements (lorsqu'ils ne sont pas à pied ou à bicyclette !) ou du papier (des journaux, revues, tracts)." (H, 64 ans)

"Habitant dans un petit village (...), j'économise de nombreux déplacements (...), je commande mes livres (...), des vêtements (...). Les conférences téléphoniques (...) me permettent de travailler chez moi (...). L'e-mail permet des échanges d'infos rapides en économisant le papier (...). Globalement, je vis Internet comme une simplification des démarches administratives ou des recherches, libérant du temps pour vivre des relations 'face à face' de qualité..." (F, 48 ans)

Des critiques

"Il y a quand même un côté négatif : l'isolement et le coût électrique de l'ordi qui reste parfois longtemps allumé." (H, 49 ans)

"Quand bien même le gain écologique serait réel, on oublie que, à l'instar de beaucoup de nouvelles

technologies, sa facilité d'utilisation, sa rapidité et son faible coût entraînent un accroissement considérable de son usage et créent de nombreux besoins."

Des suggestions

"Il faudrait faire un écobilan mondial de l'ensemble (...) de ce système; il faudrait faire une comparaison avec l'impact environnemental du transport, de l'agriculture, (...) avec les anciennes solutions (médias papiers, radio etc.)." (H, 31 ans)

"Si Internet et la micro-informatique étaient utilisées de manière écologique et raisonnée, on pourrait éviter l'effet rebond et économiser du papier, des transports, etc. Mais il faudrait commencer par arrêter la course aux évolutions perpétuelles (...). Un ordinateur devrait pouvoir être utilisé 10 ou 20 ans..." (H, 54 ans)

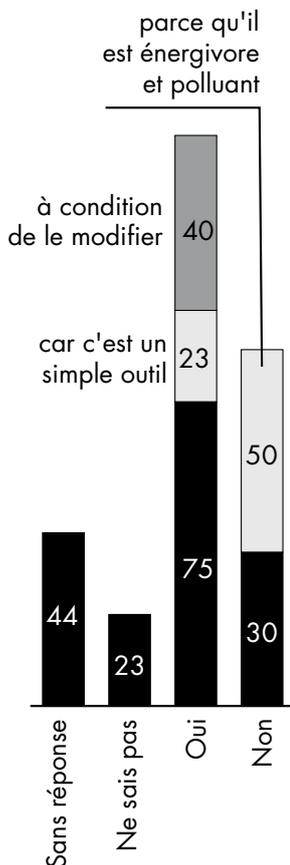
"On peut généralement se servir d'un même outil pour détruire ou pour construire. Il en va de même pour Internet." (H, 55 ans)

"On peut utiliser son vieil ordinateur de 7 ans..."

"Un web libertaire (...) serait tout à fait compatible." (F, 45 ans)

Le présent dossier de Silence devrait conforter plusieurs des avis ici recueillis, en précisant leurs arguments. Et peut-être contribuera-t-il à faire évoluer certaines positions moins soutenables...

Mimmo Pucciarelli,
Damien Bouveret,
Marie-Pierre Najman
(Enquête de début 2010) ■



Internet et écologie sont-ils compatibles ?

▲ Pour fonctionner, internet a besoin de datacentres : des couloirs et des couloirs d'électronique... qui consomment énormément d'énergie.

Si internet consomme déjà autant d'énergie que l'avion et va bientôt le dépasser, il pose également d'autres problèmes écologiques. A ce sujet, *Silence* a interrogé Fabrice Flipo, responsable du rapport *Ecotic*⁽¹⁾ financé par l'Institut Télécom, "Technologies numériques et crise environnementale : peut-on croire aux TNIC⁽²⁾ vertes ?" (2009).

***Silence* : En quoi internet pose-t-il problème du point de vue écologique ?**

Il pose trois problèmes. Le premier est la consommation d'énergie : pour en donner une idée, les économies d'électricité réalisées par les ménages depuis 15 ans (lampes basse consommation, produits A++ etc.) ont été entièrement compensées par l'arrivée des box (livebox, neufbox, freebox, etc.), la multiplication des écrans plats, etc. Cette consommation d'énergie a bien sûr des conséquences sur les émissions de gaz à effet de serre⁽³⁾, la production de déchets radioactifs etc. Toutefois, le prix de l'énergie représente peu dans internet, et il faudrait une très, très forte hausse pour gêner l'infrastructure elle-même. C'est le transport automobile, devenu problématique bien avant, qui devrait en entraver la maintenance⁽⁴⁾...

Le second problème, très important, est la production de déchets⁽⁵⁾. C'est cette dimension, non celle de l'énergie, qui a provoqué une campagne de Greenpeace. Les produits des TNIC incorporent par exemple des produits ignifuges qui sont toxiques et très difficiles à récupérer en bout de chaîne.

Le dernier problème est la raréfaction des matériaux, en particulier ce qu'on appelle les "terres rares". La production de TNIC a provoqué un bond énorme de la demande pour des métaux dont l'utilisation était jusque-là assez marginale, notamment le lithium utilisé dans les batteries. Le Bureau des recherches géologiques et minières ne prévoit pas de pénurie avant la prochaine décennie mais, si les voitures passent elles aussi à l'électrique, ça peut aller beaucoup plus vite... Les TNIC sont des produits issus de ressources épuisables, c'est tout de même un problème⁽⁶⁾.

On nous vante la possibilité d'une informatique "verte"... Peut-on espérer rendre internet éco-compatible ?

A partir du moment où ce sont des ressources épuisables, c'est difficile. Mais les fabricants, sous la pression des réglementations et des actions des associations, produisent maintenant des modèles qui consomment moins, contiennent moins de toxiques — mais ont toujours des durées de vie trop courtes...

- (1) Téléchargeable sur http://etos.it-sudparis.eu/rapports/Rapport_Ecotic.pdf. F. Flipo est également co-auteur de *La Décroissance, dix questions pour comprendre et en débattre*, avec D. Bayon et F. Schneider, La Découverte, 236 pp., 2010.
- (2) TNIC : technologies numériques de l'information et de la communication.
- (3) Un personnage virtuel du jeu en ligne *Second Life* utiliserait autant d'électricité qu'un brésilien moyen (Nicholas Carr, traduit sur *Framablog*) et un rapport remis en 2009 à Christine Lagarde s'inquiète "du modèle de croissance non durable des centres de données". Dans beaucoup d'entre eux, pour un kilowatt dépensé pour internet, un autre est nécessaire pour dissiper la chaleur. Des centres de traitement de plus en plus énormes sont en projet dans les régions froides du globe et divers procédés d'"économie" (dans la croissance !) sont expérimentés...
- (4) Comme l'anticipe *En panne sèche*, d'Andreas Eschbach, L'Atalante, 768 pp., 2008.
- (5) En France, à peine 20 % des déchets électriques et électroniques sont recyclés, et un tiers est issu de l'informatique (ministère de l'Ecologie, bilan 2006-2009). Pourtant, on saurait aujourd'hui fabriquer des produits durables et recyclables (Eco-info).
- (6) D'ici 2030, sur 41 matières premières indispensables aux "nouvelles technologies", 14 sont importées en moyenne à 95 %, et très peu recyclées malgré peu de possibilités de substitution (Eco-info).

UN PETIT CLIC... 

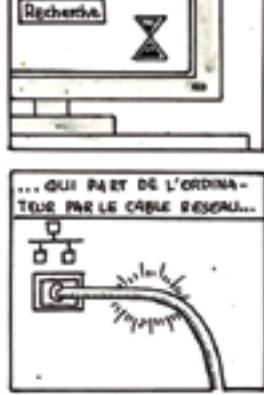
ALLEZ HOP! UNE PETITE RECHERCHE SUR INTERNET...



ET C'EST LE DÉBUT D'UN TRÈS LONG VOYAGE...

Recherche 

... QUI PART DE L'ORDINATEUR PAR LE CÂBLE RÉSEAU...



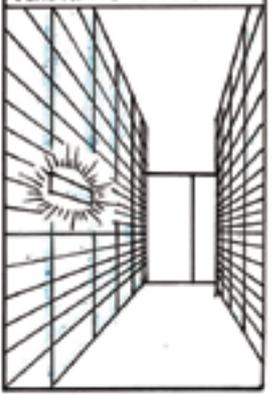
... PUIS PASSE PAR LA **Box INTERNET...**

18.45

... PAR LE RÉSEAU TÉLÉPHONIQUE...

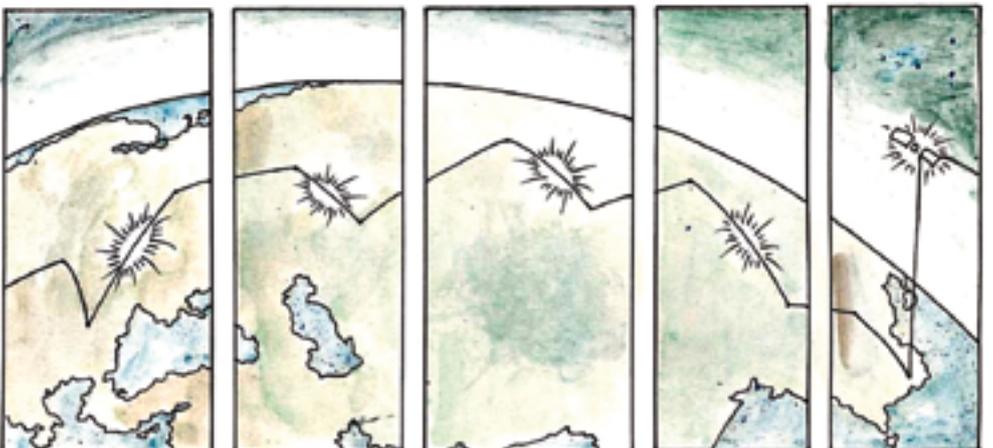


... DES CENTRAUX DE DONNEES REMPLIS DE SERVEURS, D'ÉQUIPEMENTS DE RÉSEAU...



... DES MILLIERS DE KM SONT AVALÉS, DES CENTAINES D'ÉQUIPEMENTS SONT SOLICITÉS SUR TERRE, MAÎS MÊME DANS L'ESPACE...





... JUSQU'À ATTENDRE LE SERVEUR QUI TRAITÉ LA QUESTION, PRÊTE LA RÉPONSE ET L'EXPÉDIE...

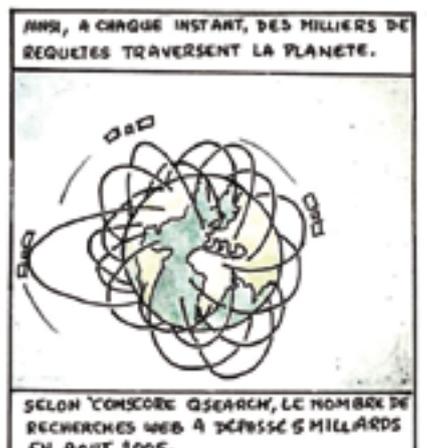


... JUSQU'À L'ORDINATEUR DU DEMANDEUR QUI EST LOIN DE SE DOUTER DU CHEMIN PARCOURU PAR SA QUESTION.

PITIF ! C'QUE C'EST LONG !



MAIS, À CHAQUE INSTANT, DES MILLIERS DE REQUÊTES TRAVERSENT LA PLANÈTE.



SELON 'CONSCORE QSEARCH', LE NOMBRE DE RECHERCHES WEB A DÉPASSÉ 6 MILLIARDS EN 400 2006.

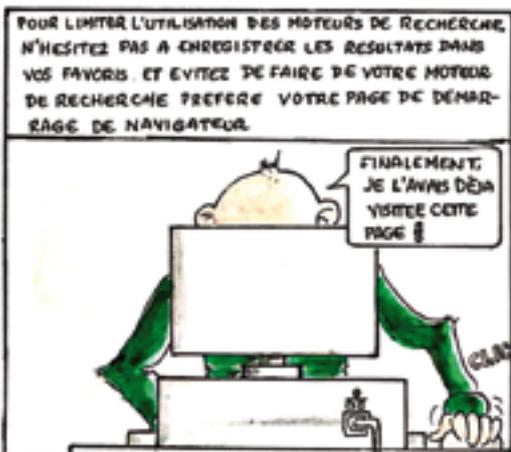
AU FINAL, ON A RAREMENT CONSCIENCE DU PROCESSUS DÉCLANCHÉ PAR CE PETIT CLIC.

AH! ENFIN! MA RÉPONSE! ILS SONT ALLÉS LA CHERCHER À PIED !



POUR LIMITER L'UTILISATION DES MOTEURS DE RECHERCHE, N'HÉSITÉZ PAS À ENREGISTRER LES RÉSULTATS DANS VOS FAVORIS. ET ÉVITEZ DE FAIRE DE VOTRE MOTEUR DE RECHERCHE PRÉFÉRÉ VOTRE PAGE DE DÉMARRAGE DE NAVIGATEUR.

FINALEMENT, JE L'AVAI DÉJÀ VISITÉE CETTE PAGE !



LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE ENGENDRÉE PAR CE SIMPLE CLIC LORS D'UNE RECHERCHE SUR CERTAINS MOTEURS ÉQUIVAUT À LA CONSOMMATION D'UNE LAMPE BASSE TENSION DURANT UNE HEURE. (Source STRATO)

CONSEIL ECOINFO: UTILISEZ LES MOTEURS DE RECHERCHE AVEC MODÉRATION.

EN SAVOIR PLUS: WWW.ECOINFO.CNRS.FR

Quels progrès vous sembleraient prioritaires pour rendre internet moins nuisible écologiquement ?

C'est difficile à dire, il y a un tel engouement pour ces machines ! Au moins faut-il une information correctement faite. Aujourd'hui, avec "l'éco-contribution", les consommateurs ont l'impression que le problème est réglé : quelques centimes par appareil et la boucle est bouclée. Ce n'est pas le cas. Et ni les vendeurs ni les Etats, à qui l'internet confère de la puissance, n'ont intérêt à donner cette information.

N'y a-t-il pas un risque que la compatibilité écologique s'obtienne au détriment de la justice sociale ?

C'est certain, et les aspects sont nombreux. L'industrie a tendance à stigmatiser le consommateur, dont les désirs seraient insatiables : il n'achète pas l'ordinateur "vert" proposé, donc c'est de sa faute. Les acteurs principaux, Etat, entreprises, et même associations écologistes, ne se penchent guère sur les raisons qui motivent ce refus : le coût, l'absence de critère fiable pour vérifier l'information du constructeur, etc. Les réglementations sont le fait de petits comités ; elles portent sur des questions étroitement techniques, sans questionner les grands déterminants que sont la compétitivité et la rentabilité financière. On ne touche jamais ni à l'expansion des marchés ni à la vitesse de renouvellement des produits⁽⁷⁾, ce qui annihile les efforts de réglementation sur l'énergie ou le recyclage. Aujourd'hui, même la marge de manœuvre que pourraient procurer une conférence de citoyens, une information sérieuse etc. est interprétée comme dangereuse pour la compétitivité, les affaires etc. A terme, l'obligation de répondre aux défis écologiques risque d'aboutir à nous asservir davantage, voire à imposer la fin de la démocratie au nom de la nécessité.

Est-ce qu'internet profite quand même un peu à l'écologie ?

Très difficile à dire, ce n'est pas dans le rapport Ecotic alors, ici, je vais plutôt donner mon opinion personnelle, qui vaut ce qu'elle vaut. D'un point de vue macro, on ne voit pas que l'internet ait favorisé une réorientation de nos sociétés : si maintenant tout le monde parle d'écologie, c'est parce qu'on en a parlé lors du Grenelle, que des dizaines de journaux papier grand public ont fait des numéros spéciaux à cette occasion etc. Bien sûr, on dira que ces journaux dépendent aussi d'internet, mais il serait bien difficile de montrer que le numérique a joué un rôle déterminant.

La vogue écologiste des années 70 n'était portée par aucune machine numérique. Internet, en soi, n'infléchit pas les valeurs, les préférences, les habitudes : il favorise la circulation de l'information. Mais comme l'attention humaine est limitée, si cette attention reste focalisée sur les mêmes sujets, la vitesse n'y change rien. Alors



Simon Bierwald

qu'on entend souvent le contraire, internet ne va pas contre la socialité. Les accélérations dans la circulation de la communication (qui impliquent, bien sûr, un abaissement des coûts de production) n'ont jamais produit cet effet. Elles élargissent plutôt la communauté des membres d'un même paradigme culturel, ceux qui ont les mêmes préférences, les mêmes habitudes : l'effet en est l'homogénéisation⁽⁸⁾. En soi, cela n'a aucun effet sur la structure de ce paradigme, qu'il soit productiviste ou favorable à la sobriété. Internet ne change pas véritablement la donne : c'est une innovation qui se situe dans la logique de la course aux rendements croissants, de la capitalisation, de la concentration — voyez la valeur des entreprises telles que Google, et leur situation de marché : ce sont des quasi-monopoles. L'écologie politique, au contraire, a en commun de réfuter cette course. Il est étonnant que des penseurs aussi fins qu'André Gorz⁽⁹⁾ aient pu se laisser séduire.

Du point de vue individuel, quels conseils donneriez-vous pour diminuer l'impact écologique et social du recours à internet ?

C'est difficile, tant la vitesse est agréable — et devenue obligatoire. Ne pas l'utiliser, c'est se déclasser. Il reste plus facile d'échapper au téléphone portable, à mon avis, bien que cet outil soit utile dans les pays du tiers-monde, dans une certaine mesure, du fait du faible coût des infrastructures. Néanmoins, je reste plutôt adepte d'Ivan Illich⁽¹⁰⁾ : la vitesse n'est pas égalitaire, la réduire c'est favoriser le commun, l'égalité. Mais internet est difficile à qualifier. Pour la voiture, l'énergie, on voit la perte de convivialité, mais avec internet cela reste à penser.

Avoir une idée de quoi on parle...

En dépit de notre manière d'en parler, internet n'est pas un lieu mais une infrastructure qui assure un trafic, comme les voies ferrées permettent la circulation des trains. C'est un réseau d'ordinateurs, auquel on se connecte pour échanger les flux de 0 et de 1 qui se cachent derrière les "pages" ou les "courriels". Certains des nœuds de ce réseau sont d'énormes centres de gestion⁽¹⁾ détenus par des entreprises comme Orange ou Facebook.

La Toile (en anglais le "web") est l'une des couches du trafic assuré par le réseau internet, celle qui utilise les règles dites *http* permettant d'accéder à des milliers de pages par leur adresse, elle-même appelée *url* ou *hyperlien*. En 2008, ses principales utilisations étaient la recherche d'informations sur des biens et services (83 %), et sur des connaissances (69 %)⁽²⁾. On serait à presque 2 milliards d'utilisateurs (28,7 % de l'humanité)⁽³⁾. L'usage commercial est ce qui augmente le plus, démultipliant le transport de marchandises. Et pour ce qui est du trafic de courriels, en 2009, 81 % n'étaient que des pourriels (ou spams), soit une augmentation de 24 % depuis 2008⁽⁴⁾... Au final, la Toile est elle-même un réseau dont les pages sont hébergées dans la partie "serveur" d'un ordinateur personnel ou d'un centre de gestion. Ce réseau est de plus en plus centralisé : en juillet 2008, l'index de Google a dépassé le milliard de milliards de pages !

(1) Internet émet déjà 2% du CO₂ soit autant que le trafic aérien (source consultants US Gartner). Dans 25 ans, si rien n'est fait, il consommera autant d'énergie que l'humanité de nos jours ! (Source : institut IZT, Berlin.)

(2) Rapport Ecotic p. 85. Voir notre interview de F. Flipo.

(3) Selon le site internetworldstats

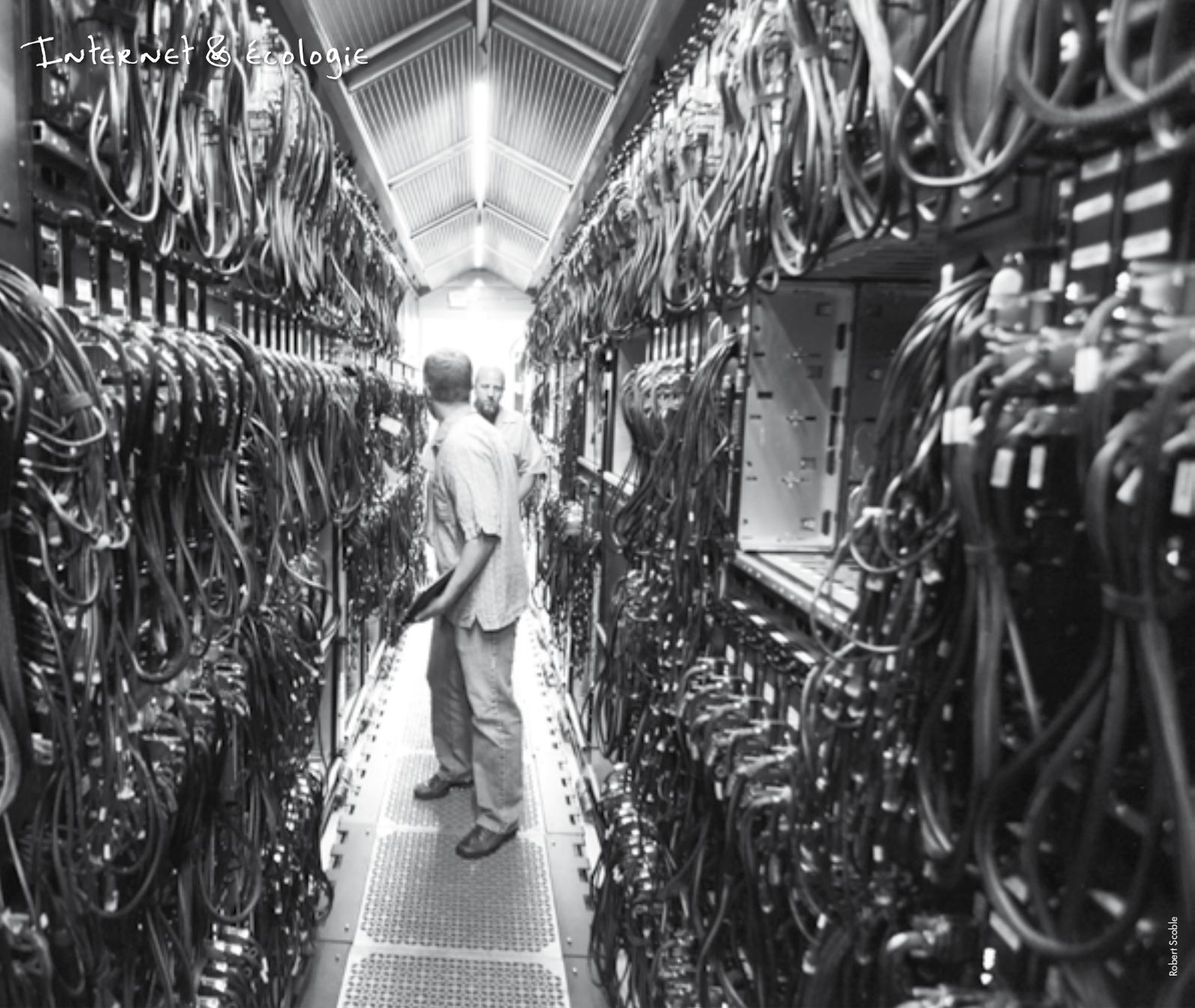
(4) Source MacAfee... éditeur d'antivirus : sans protection, un PC sous Windows connecté à internet ne tiendrait que 4 minutes...

(7) La durée de vie moyenne d'un ordinateur a baissé de 6 ans en 1997 à 2 ans en 2005 ! (*Observatoire des territoires numériques*)

(8) Benedict Anderson, *L'Imaginaire national*, La Découverte, 212 pp., 1996

(9) Auteur, entre autres, du recueil *Ecologica*, Galilée, 158 pp., 2008

(10) Pour Ivan Illich, la convivialité caractérise les outils et les dispositifs qui favorisent l'autonomie en minimisant la dépendance énergétique, industrielle etc. *La Convivialité*, Seuil, 158 pp., 2003 (1975)



Robert Scoble

▲ *Envers des placards électroniques des datacentres : il y a du courant consommé dans tous les câbles.*

Et d'un point de vue collectif : pour un militant, une famille, une association, une commune ?

Je ferai la même réponse. Inutile de se précipiter pour "rester dans la course". L'important, pour les collectifs, est de s'ancrer localement avec une vision globale correcte.

Résoudre les questions écologiques et sociales posées par les TIC concerne au fond toute l'humanité ?

C'est le "développement" qui est mis en cause, autrement dit la conception occidentale d'une humanité progressant en ordre dispersé mais sur un seul axe. Les pays qui se croient les plus développés ne le sont peut-être pas et, inversement, certains modes de vie ne sont pas aussi "sous-développés" qu'ils en ont l'air. Plus il deviendra évident que les solutions techniques sont en échec, plus les alternatives deviendront crédibles, sans viser un illusoire "retour au passé". Par exemple, la relocalisation des activités ne peut pas être la seule réponse, car elle ne convaincra pas les pays en développement. Ce qui peut les convaincre est

de reconnaître notre mal-développement, de leur proposer d'avoir un avis sur le mal qui nous ronge et de prendre en compte cet avis, non pas pour voir en eux un nouveau modèle mais pour rétablir un peu d'équilibre. Ces évolutions passeront en grande partie par des échanges autour d'expériences concrètes... Certains mouvements indigénistes en Amérique du Sud, le néo-gandhisme en Inde⁽¹¹⁾ sont des pistes intéressantes, crédibles, qui gagnent à être connues. L'écologie politique des pays riches est malheureusement largement coupée de ces réflexions approfondies sur l'émancipation, qui se tiennent assez loin de la simple "protection de la nature".

Entretien réalisé par Marie-Pierre Najman ■

(11) Pour lequel l'économie et la politique sont morales, cf. Guy Sorman, *Le Génie de l'Inde*, Fayard, 308 pp., 2000.

Internet : Big Brother en costume de père Noël



A quoi bon internet ? Nous venons d'en entrevoir les coûts matériel et énergétique considérables. Sont-ils compensés par des services rendus de qualité, dont il serait difficile de se passer ?

ÊTRE ABONNÉ/E À INTERNET SERAIT BÉNÉFICIER DES NOMBREUX SERVICES "GRATUITS" DE LA Toile : pouvoir consulter d'innombrables documents en toutes langues, écrits, sonores ou vidéos, des sites d'artistes et de scientifiques, et mettre soi-même des contenus en ligne sur des entreprises "de partage"...

La gratuité au prix de la globalisation

Mais, dans leur immense majorité, ces "gratuités" ne sont que des pièges à publicité, surtout celles de Google (97 % de son chiffre d'affaires⁽¹⁾, soit 56 % des annonces de la Toile, qu'elle cible en pistant les internautes qui utilisent ses services "gratuits").

Beaucoup de bibliothèques, faute de crédits, font numériser leur fonds ancien par *Google Books*, qui devient propriétaire des versions numériques réalisées... Où est le problème, me direz-vous, si on y accède ensuite "gratuitement" ? C'est oublier qu'en 1998 par exemple, les centaines de cinéphiles qui avaient rassemblé des documents sur le site IMDb ont vu ses propriétaires le vendre à *Amazon*⁽²⁾, qui en a disposé à sa guise.

Au final, toute *entreprise* entend rentabiliser internet au moindre coût. Comment *Amazon* expédie-t-elle des livres sans frais de port ? En surexploitant ses "associés" : chaque manutentionnaire (intérimaire) parcourt 22,5 km par jour pour 7,50 € de l'heure dans d'immenses entrepôts vidéosurveillés⁽³⁾. Quant à l'essentiel de la sous-traitance informatique, les entreprises le délocalisent en Inde, et la production des machines qui supportent la Toile a lieu surtout en Chine. Salaires et horaires flexibles, productivité

insensée, tout est fait pour forcer la rotation des salarié/es. A Bangalore, d'après *India Today*, un informaticien sur vingt songerait au suicide et, sous le titre "Mourir pour un gadget ?" (l'iPad d'Apple), le quotidien anglais *The Independent* du 27 mai 2010 publiait en une la photo d'un ouvrier chinois mort à 19 ans...

De fait, jamais la globalisation de l'économie n'aurait été possible sans internet, qui a permis les délocalisations et les jeux financiers, et généré des quasi-monopoles d'une énorme valeur boursière (c'est l'effet boule de neige : celui qui attire le plus de monde dispose ainsi de plus de ressources, donc attire encore davantage). Si on ajoute à cela le ciblage publicitaire de plus en plus précis, nul doute qu'internet est un atout majeur de la domination économique.

Mais les résistances et les alternatives n'en profitent-elles pas également ?

La politique mise à distance

Les journaux papier sont de moins en moins achetés, et ça ne s'arrange pas avec l'avalanche des "gratuits" (plutôt prépayés par la publicité). Les grands titres et les agences de presse tentent une percée sur la Toile, mais leurs articles sont rassemblés et classés par *Google News* que visitent en priorité des lecteurs toujours plus pressés. *L'AFP* et *Associated Press*, après avoir porté plainte, ont conclu des accords secrets avec *Google*.

La mise à disposition d'œuvres et de travaux peu connus est certes devenue plus facile, mais comment les promouvoir ? Le volume des contenus disponibles s'accroît sans arrêt et le référencement, crucial, est toujours massivement sous-traité à *Google*, tandis qu'une langue anglaise au rabais (le "globish") s'impose de plus en plus.

(1) *Comment Google mangera le monde*, Daniel Ichbiah, L'Archipel, 263 pp., 2007

(2) La plus grosse librairie en ligne

(3) *Rêveurs, marchands et pirates, que reste-t-il du rêve de l'Internet ?*, Joël Faucilhon, Le passager clandestin, 159 pp., 2010



La domination masculine confortée

Les femmes sont peu présentes en informatique. Longtemps, cela n'a pas été une vraie discipline scolaire mais une culture facultative, perçue comme masculine. Elles représentent 28 % des développeurs (ceux qui écrivent les programmes) et seulement 2 % de la communauté qui perfectionne les logiciels "libres". Pour refléter davantage la vision et les désirs des femmes, il faudrait, dit-on, des "changements culturels"⁽⁶⁾...

Alors que 54 % des sites personnels (blogs) sont féminins en France, très peu figurent dans les classements de notoriété. Sur *Rue89*, Olympe nous explique que, pour faire partie des blogs influents, il faut "interpeller d'autres blogueurs (surtout ceux qui sont déjà célèbres), (...) ne pas hésiter à engager la discussion, voire la polémique, et donc accepter le cas échéant d'être la cible d'attaques." Or la plupart des femmes manquent de goût pour ce type de compétition...

D'autres aspects de la Toile desservent les femmes : l'augmentation de la pression publicitaire (donc sexiste) et l'omniprésence d'une certaine pornographie, dont les représentations formatées d'actes hétérosexuels se caractérisent par l'évacuation des gestuelles amoureuses et clitoridiennes au profit de celles de la domination masculine⁽⁷⁾.

Bien sûr, dans la mesure où nous y cherchons et trouvons surtout ce qui correspond à nos goûts, internet *renforce* plus qu'il ne modifie les tribus et les opinions, qu'il isole aussi les unes des autres, avec l'essor actuel des "réseaux sociaux" (Twitter, Facebook...). Voilà de quoi justifier longtemps l'animation sociale et autres encouragements au "lien" du même *ordre*. La seule insoumission nouvelle qu'internet ait encouragée — l'évasion pendant le temps de travail — a servi de prétexte à encore plus de contrôle !

Toujours plus d'asservissement à la croissance

Le PDG de *Google* nous prévient⁽⁸⁾ : "Si vous souhaitez que personne ne soit au courant de certaines choses que vous faites, peut-être que vous ne devriez tout simplement pas les faire...". Comment, devant tant d'aplomb, ne pas désertier la Toile ? Hélas, le capitalisme nous a rendus dépendants d'internet dans l'entreprise et l'Etat suit la même voie : bientôt le vote par ordinateur⁽⁹⁾... Nombreuses sont donc les associations qui prétendent combler la "fracture numérique", ambition encouragée de manière perverse par nos institutions. L'Etat clame l'urgence d'une "éducation numérique" qui se révèle un asservissement encore plus étroit au capitalisme : l'école, par son "retard", oblige les ménages à dépenser (beaucoup) pour s'équiper, tout en confiant de plus en plus la sous-traitance de son matériel et de ses contenus

Néanmoins, la "neutralité du Net"⁽⁴⁾ permet quand même aux causes minoritaires d'offrir des contenus. C'est le plus souvent un courriel qui stimule notre curiosité ou notre soutien, et les militants usent (et abusent ?) d'internet. On prétend qu'en France le vote sur le traité constitutionnel européen n'aurait pas été ce qu'il fut sans la campagne d'opinion par internet. Soutenir, diffuser des arguments, tout est facilité, tout se fait à *distance*, et parfois via des sites de pétition gangrenés par la pub. N'encourage-t-on pas ainsi la "science politique" abstraite, plutôt que *l'art* de décider en commun ? Et n'est-il pas décourageant de voir nos idées devenir des supports publicitaires ?

Beaucoup de gens ne s'expriment jamais par internet. Un administrateur de *decroissance.info* se demande comment échapper à la primauté de l'écrit, de la vitesse et de la disponibilité qui permet d'occuper l'espace de l'écran. Entendons-nous le silence de ceux qui n'osent pas formuler publiquement ce qu'ils pensent de tout ça, alors que l'intensité de cette vie sociale à distance est coupée du lieu où nos conditions de vie matérielles sont produites ?⁽⁵⁾

(4) Toutes les informations y circulent sans hiérarchie, quelle qu'en soit la nature, mais les opérateurs se concentrent et plusieurs projets visent aujourd'hui à trier les contenus, voire partitionner la Toile (vers des boutiques et des clubs – plus chers – au lieu du grand bazar actuel).

(5) Est ici résumé un article de Deun, "Pourquoi sommes-nous toujours sur internet ?", (mai 2010, sur www.decroissance.info).

(6) "Dix façons d'attirer facilement la gent féminine vers votre projet libre", Terry Hancock, traduit sur framablog.org

(7) Sur *Sisyph.org*, Don Hansen a lu pour nous "Pornographie et fin de la masculinité", un livre jamais traduit de Robert Jensen (le débat est rare à ce sujet, en France, par crainte de "moralisme").

(8) Comment *Google* man-gera le monde, op. cit.

(9) Lire "Vote électronique : la fin du citoyen", *Silence*, n° 368.

à des entreprises⁽¹⁰⁾. Ces dernières programment l'obsolescence des appareils et des applications, s'assurant ainsi une rente sans limite. Evidemment, dans cette fuite en avant de la croissance du stress et des profits, les plus pauvres sont les perdants.

Et pour tous, l'augmentation de la productivité au travail se paye d'une accélération et d'un manque de sens grandissants. Partout, l'omniprésent PowerPoint nous méduse en mêlant raison et fiction, avec des argumentations spectaculaires mais simplistes, en suivant les règles du show-business généralisé⁽¹¹⁾. Au final, internet a généré des habitudes sociales que chapeautent d'énormes entreprises, des quasi-monopoles. Une nouvelle féodalité serait-elle en train d'apparaître ?

Seigneurs du net et servitude volontaire

Même si internet renforce toutes les dominations, la métaphore d'une "nouvelle féodalité" ne

sert qu'à nous rendre fatalistes. En effet, face aux énormes rentes des "seigneurs du net" que sont Google ou Facebook, ou à notre dépendance technique à l'égard des experts en informatique, nous avons, davantage que les serfs d'autrefois, le choix de la désertion.

Quand partout s'étale le modèle des riches, qu'y pouvons-nous ? Le refuser pour, si possible, en faire émerger un tout autre, celui de la sobriété heureuse. Internet n'y a guère de place, car il est avant tout un "piège" technique pour démultiplier les nuisances jusque dans notre corps et notre quotidien.

Marie-Pierre Najman ■

(10) "Ecole, la servitude au programme", bulletin Notes et morceaux choisis n°10, hiver 2010

(11) Ce logiciel permet d'écrire des diapositives pour illustrer un discours. Lire La Pensée PowerPoint, enquête sur ce logiciel qui rend stupide, Franck Frommer, La Découverte, 259 pp., 2010.



Nothalle

Quelles alternatives au "réseau social" Facebook ?

Pierre-Yves Gosset, un des deux permanents de l'association Framasoft⁽¹⁾, a bien voulu répondre aux questions de *Silence*.

P.-Y. Gosset : Facebook, créé en 2004, a maintenant 500 millions d'utilisateurs, l'équivalent de la population d'un pays entre le Brésil et le Pakistan. Les gens ont envie de communiquer entre eux⁽²⁾ et Facebook leur permet de partager des pages d'informations personnelles à distance, sans technique rebutante⁽³⁾. Facebook n'est pas encore coté en Bourse mais on l'estime déjà à 30 milliards de dollars : plus lourd que Ford, qui est là depuis deux siècles, et que beaucoup d'entreprises qui fabriquent des choses matérielles !

Qu'implique ce "succès" phénoménal à la mode capitaliste ?

D'abord, c'est une entreprise qui se paye avec la publicité. On vous fait venir, on récolte vos données et on vous transforme en réceptacle à publicité. Mais Facebook n'est pas seul à faire ça...

Le second problème est plus spécifique : lorsqu'on s'enregistre sur Facebook, tout ce qu'on y publie co-appartient à l'entreprise. Le jour où la firme veut raconter votre vie privée, elle peut le faire. Il y a déjà eu des cas où Facebook est revenu en arrière, mais sans changer les conditions d'utilisation.

◀ L'addiction à internet est devenue importante chez les plus jeunes... et les plus vieux.

(1) Framasoft est un ensemble de sites web créés par des personnes issues du milieu éducatif, accueillant plus d'un million de visiteurs par mois. L'association sensibilise le plus large public aux logiciels et à la culture "libres" (www.framasoft.net).

(2) Mais la plupart du temps Facebook, dont la médiatisation est excessive : on va jusqu'à attribuer à cette entreprise le succès de la révolution tunisienne !

(3) C'est là l'avis d'un informaticien... Autres "réseaux sociaux" : les listes de diffusion (par courriel), les forums (sur site), Twitter, couchsurfing.org, etc.

DES RÉSEAUX ALTERNATIFS ?

Certains projets, comme *Diaspora*, consistent à interconnecter plusieurs petits réseaux qui dépendent chacun d'un serveur local, domicilié chez une personne de confiance ou une association. Ce réseau a-centré utiliserait le pair à pair, une technologie bien connue qui ne sert pas qu'au piratage. "On aurait ainsi, explique P.-Y. Gosset, un *Diaspora Croix-Rousse*, qui pourrait être connecté à *Diaspora Lyon*, *Diaspora France* ou encore un *Diaspora Revues alternatives*, etc. Chacun déciderait la façon dont sont exploitées ses données. Si on n'est pas satisfait, on les récupère ! Avec un logiciel libre, on peut s'associer à des gens qui ont les compétences pour être aidé dans les manœuvres."

Il faudra cependant être assez nombreux à rester connectés en permanence pour maintenir de tels réseaux. C'est le principe du calcul distribué, comme pour le décryptage du génome : ça évite les énormes unités polluantes mais ça ne résout qu'une partie des problèmes...

Le troisième problème, c'est, comme le disait, je crois, Thomas Jefferson, que "celui qui est prêt à sacrifier un peu de liberté pour plus de sécurité, ou plus de confort, ne mérite ni l'un ni l'autre et, au final, il perdra les deux". C'est valable pour la vidéosurveillance comme pour Facebook. Du jour au lendemain, le site peut refuser d'héberger des contenus. Il a cherché à censurer un groupe d'opposants à British Petroleum...

Les "ami/es" sur Facebook ne sont pas toujours des ami/es...

On peut rater une embauche pour cause de confessions faites sur Facebook. Même dans les verrouillages prévus, on découvre une faille en gros tous les trois mois. Pour moi, il ne fait aucun doute que des entreprises ou d'autres organismes récupèrent encore des informations privées sur Facebook. La seule solution est de ne rien y publier.

Est-il possible de disparaître de Facebook ?

Il y a des solutions pour "invalider son compte", non pas se désinscrire mais signifier qu'on désire que personne ne le trouve. Je crois

que les responsables conservent vos données environ deux ans, au cas où vous vous voudriez vous réactiver. Et rien ne garantit qu'elles ne puissent pas être exploitées hors site, puisque Facebook en est devenu propriétaire.

J'insiste, en tant qu'informaticien : évitons de délocaliser nos données personnelles dans le "nuage informatique" : ce qui m'appartient reste chez moi et j'invite que je veux à y accéder.

Propos recueillis par Marie-Pierre Najman ■

LE SERPENT QUI SE MORD LA QUEUE

Une campagne de *Greenpeace* : Facebook a entamé la construction d'un centre de traitement géant dans l'Oregon, qui serait alimenté par des centrales à charbon. *Greenpeace* a donc ouvert un groupe de protestation... sur Facebook. Plus de 500 000 utilisateurs ont déjà apporté leur soutien.

QUELLES RÉPONSES AU DÉSIR DE "RÉSEAU SOCIAL" ?

Les réseaux sociaux par portable ou sur la Toile sont autant de tentatives de retrouver un entre-nous stimulant, car c'est d'humain à humain que peuvent circuler la reconnaissance, l'estime et l'amour sans lesquels la vie ne vaut pas la peine d'être vécue. C'est là un désir, pas un besoin : il augmente à mesure qu'il est nourri.

Nous pouvons essayer d'oublier ce désir de lien par des activités frénétiques, hypnotiques, aléatoires ou machinales, encouragées par la logique publicitaire (un stimulus, une réponse) et par l'accélération qu'imposent les techniques. La Toile est un outil favorable à cela. Nous pouvons y investir également dans deux manières d'être reconnu/e et apprécié/e par nos semblables qui s'y trouvent enrôlé/es au profit des flux de marchandises : produire

ou posséder des denrées désirées de tous, et grimper dans les hiérarchies...

Mais nous valorisons aussi entre nous d'autres capacités : celles d'aimer et de comprendre, qui supposent *l'art de cultiver les conflits, intérieurs et extérieurs, pour les traverser*. Leurs plus grandes réussites se passent de choses et impliquent *la présence insistante*, et non occasionnelle, d'autrui. Le portable et internet y rencontrent leur limite, qui est peut-être la raison de leur succès en tant qu'échappatoires.

N'est-ce pas parce nos interactions face-à-face sont insatisfaisantes, voire souvent blessantes, que la tentation du virtuel est si grande ?

Et si nous cultivions plutôt l'art de vivre les conflits pour les traverser, l'art de la relation bienveillante et sans domination, plutôt que l'art de ne plus se rencontrer pour se parler ?



Seemingly Lee

Quelles solutions pour ne plus nuire ?

Se passer d'internet, et même d'ordinateur, est la solution idéale d'un point de vue purement écologique. Mais d'un point de vue social, cette résistance pose des problèmes administratifs et professionnels, aussi s'avère-t-elle difficile à rendre désirable. Nous entraîner davantage permettrait des compensations, mais l'individualisme n'est pas facile à ébranler, surtout en ville : c'est là un enjeu politique majeur. Mais, si on ne peut se passer (momentanément ?) ni d'ordinateur, ni d'internet, on peut au moins rendre son usage aussi peu nuisible que possible...

DE NOMBREUX AMI/ES DE SILENCE N'ONT RECOURS QU'AUX ACCÈS PUBLICS À INTERNET⁽¹⁾. IL est également possible, avec de la volonté, de restreindre son usage à domicile, en optant pour une source d'énergie locale et renouvelable : ne choisir alors qu'un petit abonnement, télécharger (le moins possible) pour lire ou visionner hors connexion⁽²⁾, supprimer les images inutiles⁽³⁾ et les fichiers temporaires, utiliser l'écran noir en veille⁽⁴⁾, retirer la batterie quand on travaille sur secteur, mettre hors tension les appareils inutilisés⁽⁵⁾, etc. et, pour mieux y parvenir, en parler et s'entraider !

L'offre de matériel à moindre empreinte écologique progresse mais reste confidentielle⁽⁶⁾. C'est l'obsolescence programmée qui domine le marché. Aussi, minimiser les nuisances c'est, en plus de limiter au maximum notre usage, préférer des performances minimales (petite puissance, petit écran) et faire durer notre matériel.

Face à l'emballage de la mégamachine, l'alternative ne sera pas numérique

Renoncer aux "groupes" ou aux agendas par internet, c'est entre autres résister à la dictature publicitaire : pour choisir une date de réunion, on peut décider face à face d'un rendez-vous sur l'autre, aux absent/es de se tenir au courant. La diffusion large et impersonnelle des agendas ne favorise-t-elle pas une importante rotation des personnes et des groupes ? De même, ne sous-utilise-t-on pas les innombrables documents "partagés" sur la Toile ? Le cadre même de la page web, avec ses cases multiples, ses liens et ses images encourage la superficialité, la dispersion et le zapping.

De fait, rares sont les outils proposés sur la Toile qui assument encore *l'inconvénient désirable* de ce qui résiste à la croissance : être restés suffisamment simples et lents pour encourager l'autonomie créative. La plupart des "logiciels libres" se sentent obligés de singer les performances et la "réactivité" des stars du payant, et l'obsolescence les poursuit sans fin.

Les fournisseurs d'accès "alternatifs", si associatifs soient-ils, ou encore les blogueuses et blogueurs qui renoncent à la pub ou qui choisissent un hébergeur "militant" ou les "licences libres", ne rendent pas internet moins nuisible. Car ils n'en diminuent ni la pression d'accélération et de superficialité, ni le conformisme technophile. Au bilan, renoncer à l'utiliser et développer d'autres manières d'entrer en relation *active* sont des alternatives autrement plus efficaces.

L'heure est donc plutôt aux résistances concrètes, là où nous vivons et travaillons, en particulier contre les fichages et l'invasion des puces RFID⁽⁷⁾. Si ces dernières se répandaient, les objets de notre environnement seraient reliés à internet ce qui impliquerait un contrôle accru de nos faits et gestes.

Au final, le bilan de la numérisation pour notre liberté est essentiellement négatif...

De la crise à la transition

Entre 2006 et 2008, l'enquête *Ethicity* de l'ADEME⁽⁸⁾ a montré que pour 75% des interviewés, consommer responsable c'était désormais "consommer moins", et non plus "consommer mieux" ! La crise serait la raison de cette évolution. Revenu et consommation ayant toujours été en correspondance, la baisse de l'un entraîne celle de l'autre, et un changement culturel vient donner du

- (1) Lire page 5. Déplorons au passage qu'*Enercoop* n'envoie pas de facture papier...
- (2) Regarder un film en ligne (en streaming) engendre un trafic plusieurs milliers de fois supérieur à la consultation d'une page Web ordinaire. (source *Enertech*)
- (3) Contre la pub, installer par exemple *Adblockplus*... Notons ici qu'afficher du noir ne correspond plus à une économie d'énergie avec un écran plat, et que les "moteurs de recherche éthiques", qui la plupart utilisent les résultats de *Google*, n'ont pas grand sens quand on a compris l'hémorragie d'énergie et de matériaux qui sous-tend internet.
- (4) Un ordinateur ne sert en moyenne qu'un quart de son temps d'allumage (*Enertech*).
- (5) En France, les consommations de veille (pas seulement informatiques) représentent dans le résidentiel 2% de la consommation électrique, soit ce que produit un réacteur nucléaire (*Enertech*).
- (6) Le groupe de travail *Eco-info* nous propose d'exiger un label de recyclage comme EPEAT et, pour la consommation d'énergie, Energy Star ou un équivalent.
- (7) Les puces RFID, "radio frequency identification", permettent de suivre des objets à distance, par ondes radio.
- (8) Agence (nationale) de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.



▲ Boîte aux lettres avec anti-spam...



▲ Écran tactile

Omnia Multanur

sens à ce qui est d'abord une obligation : "consommer moins" est ainsi valorisé au nom de l'écologie et de l'épanouissement personnel. "Faut-il y voir une conséquence positive du "greenwashing" omniprésent ?" commente le rapport Ecotic. Mais peut-être aussi, plus positivement, des débats autour de la "décroissance" ?

Jusqu'à présent, à l'exception des lois, c'est le score électoral des écologistes qui a été repéré comme capable d'"infléchir" les stratégies des entreprises en France : ainsi, en 1992, lorsque il a frôlé les 15 % aux élections européennes, la plupart des grandes entreprises se sont dotées de "directions de l'environnement"...

Au final, celles et ceux qui se préoccupent d'empreinte écologique et de justice sociale ont à chercher avant tout par eux-mêmes comment se passer au maximum d'internet et d'ordinateur.

Silence a commencé à engager une réflexion sur sa dépendance à cet outil.

La vie quotidienne n'est confortable et sécurisante qu'avec un grand nombre de routines accomplies au moindre effort et avec peu de réflexion. Se mettre à en démonter les rouages contredit ce principe⁽⁹⁾. Aussi, beaucoup d'entre nous renoncent à se soucier d'écologie, à cause d'autres priorités, ou par manque d'énergie ou de soutien collectif. N'hésitez donc pas, chers lectrice et lecteur, à nous décrire (par courrier !) comment vous parvenez à désertier internet et à minimiser l'ordinateur dans votre transition vers la sobriété énergétique : sera-ce grâce à plus d'entraide locale et d'imagination ?

Marie-Pierre Najman ■

(9) Lire le bilan des groupes de parole du rapport Ecotic.

▼ Moteur de recherche...



D.R.

← Base de donnée partagée...

Il y en a qui résistent !

Au pliage de *Silence*, nous avons demandé : "Qui a choisi de ne pas avoir internet ?" Quatre personnes sur une quinzaine se sont signalées. En fait, toutes l'utilisaient, mais "sans se laisser déborder"...

"JE SENS QUE JE SERAIS TOUJOURS À ENVOYER DES MESSAGES, NOUS DIT FRÉDÉRIC, alors j'utilise internet à la bibliothèque ou au boulot." Chantal ne se connecte que de temps à autre, chez ses ami/es. "Je n'ai pas d'ordinateur, explique Mariette, rencontrée à la médiathèque. Je ne fais des recherches qu'ici, où je peux imprimer et me faire aider. Je m'envoie mon travail par courriel et, avec une clé USB, je le récupère dans un cybercafé." Jamais d'ennui technique pour qui ne possède pas le matériel. Comme le téléchargement est impossible à sa médiathèque, Kathy n'envoie que des courriels sans fichier. Elle remarque qu'autour d'elle, "on est dans une logique de possession, ou alors on n'utilise pas internet". Peut-être que "ça fait un peu pauvre de se connecter ici, mais il faudrait encourager ce choix qui utilise mieux les ressources", et puis "ça ferait augmenter la fréquentation des médiathèques qui est en baisse générale en France".

Alain, lui, consulte ses courriels au siège des associations auprès desquelles il est engagé, mais deux fois par jour seulement — il s'y tient ! Chronophage, labyrinthique et agressif

Car internet est un redoutable chronophage. Christophe, qui consulte à l'extérieur ses cinq boîtes mail "gratuites", déplore le temps passé à éliminer les pourriels. "Si j'avais internet, je ne sortirais plus de chez moi, pressent Chantal. J'en vois tellement qui perdent la notion du temps, scotchés à leur ordinateur..." Un ressenti clairement éprouvé par Alain : "On voudrait me le payer, mais pour moi c'est de l'esclavage, comme le mobile, que j'avais avant. A cause de mon emploi du temps, de mes engagements sur trois associations, je ne peux pas faire plus. Si j'ai internet, je vais papillonner." "J'en ai besoin pour mes études, regrette Pascale, mais j'aimerais bien être libérée." Et pour cause : internet est aussi un labyrinthe. "Ne me dis pas d'aller chercher ce nom sur internet, il y a trop de réponses", jette un plieur à sa voisine. Et puis, "avec toutes ces fenêtres, ces couleurs, ces machins qui clignotent, ça vous crie dans les yeux !" De la ruse au collectif ? Quand on cherche un boulot, comme Alain ou Frédéric, il faut savoir ruser. "J'ai

postulé rien que pour de la 'com', et ils croient que j'ai internet..." Et si nos deux amis résistent, c'est qu'internet "ça manque d'intimité", "on nous fait croire que c'est libre, alors que c'est fliqué". Il y a eu *WikiLeaks*, mais "c'est le pot de terre contre le pot de fer". Et "le pire, c'est l'aspect commercial partout" sans compter le mensonge du "tout le monde expert ou tout le monde artiste"... Plusieurs abonné/es à internet s'étonnent de pouvoir partir un ou deux mois en vacances et de ne plus penser sans arrêt à "relever leurs courriels" ou à "vérifier tel ou tel truc". Hélas, "l'addiction revient vite". A quand des clubs de désintoxication ? La plupart des non-abonné/es n'ont pas la télé non plus. Pour Frédéric, "ça va ensemble". Pour Chantal, le rejet du "fil à la patte" est global : "Je n'ai d'abonnement à rien". Pas même à *Silence* ? "Ah si, évidemment. Mais ce n'est pas envahissant, *Silence*, ça ne s'impose pas, ça permettrait plutôt de penser..." D'où son nom, n'est-ce pas ?

Marie-Pierre Najman ■



Pour aller plus loin

A lire

- *La Convivialité*, Ivan Illich, Seuil, coll. Points essais, 158 pp., 2003 (1975)
- *Comment Google mangera le monde*, Daniel Ichbiah, L'Archipel, 263 pp., 2007
- *RFID : la police totale, puces intelligentes et mouchardage électronique*, Pièces et main d'oeuvre, L'Echappée, 78 pp., 2008
- Dans la revue L'Ecologiste, n° 33 (hiver 2010), "Métaux : comment éviter la pénurie ?" par le centralien Philippe Bihouix et "Google vous filme, le savez-vous ?" par Thierry Jaccoud
- "L'école à l'époque de son reconditionnement technologique", Florent Gouget, bulletin *Notes & morceaux choisis* n° 10, La Lenteur, 2010
- *La Pensée PowerPoint, enquête sur ce logiciel qui rend stupide*, Franck Frommer, La Découverte, 259 pp., 2010
- *Rêveurs, marchands et pirates, Que reste-t-il du rêve de l'Internet ?*, Joël Faucillon, le passager clandestin, 159 pp., 2010
- *Ecologica* (recueil d'entretiens et d'articles), André Gorz, Galilée, 158 pp., 2008
- *Le rapport Ecotic de 2009 est téléchargeable ici* : http://etos.itsudparis.eu/rapports/Rapport_Ecotic.pdf
- *Le rapport d'Enertech* : "Projet Remodece - Mesure de la consommation des usages domestiques de l'audiovisuel et de l'informatique" est disponible sur http://www.energiepositive.info/data/document/remodece_rapport_final.pdf
- "Internet libre ou minitel 2.0", Benjamin Bayart, sur fdn.fr

A consulter pour leurs conseils et pour agir

- www.eco-info.org (Groupe de travail "écologie et TIC" du CNRS)
- www.greenpeace.org/france (Plusieurs campagnes en train et un "guide pour une high-tech responsable"...)
- www.recyclage-informatique.net (Où recycler près de chez soi)
- www.framablog.org (mouvement du "libre", actualité critique d'internet)
- et, pour les germanophones, www.pcglobal.org (suivi de la production et du recyclage en Asie)

“Le seul moyen d'être suivi est de courir plus vite que les autres”
Francis Picabia

QUAND L'ONU PRÔNE L'AGROÉCOLOGIE

Si nous voulons nourrir 9 milliards d'habitants en 2050, il est urgent d'adopter les techniques agricoles les plus efficaces. Et les preuves scientifiques actuelles démontrent que les méthodes agroécologiques sont plus efficaces que le recours aux engrais chimiques pour stimuler la production alimentaire dans les régions difficiles où se concentre la faim", affirme un récent rapport de l'ONU. Dans son rapport sur le droit à l'alimentation présenté le 8 mars 2011 au Conseil des



▲ Un producteur bio

Droits de l'Homme des Nations-Unies, Olivier de Schutter, rapporteur spécial, estime que l'on peut doubler la production alimentaire en 10 ans avec les méthodes de l'agroécologie. Cette dernière s'avère adaptée à la fois "aux défis climatiques, alimentaires et de pauvreté rurale". Ce rapport qui s'appuie sur de nombreuses expériences de terrain montre les avantages à "remplacer les pesticides et les engrais par la

connaissance de la nature", tant dans les pays pauvres que dans les pays plus "développés". Il appelle les Etats à soutenir les organisations paysannes et à investir dans ces pratiques agricoles, puisque "les entreprises privées n'investiront ni leur temps ni leur argent dans des pratiques qui ne peuvent pas être récompensées par des brevets et qui n'ouvrent pas des marchés". Rapport consultable sur le site www.srfood.org.

Formation en agriculture biodynamique

Le BPREA polyculture-élevage adapté à l'agriculture biodynamique est une formation sur deux ans en alternance coordonnée par le Mouvement de l'agriculture biodynamique et le CFPPA d'Obernai (Bas-Rhin). Depuis plus de vingt ans, il a pour vocation de former de jeunes adultes à la pratique d'une agriculture responsable, en lien intime avec la nature et le monde vivant. La formation comprend deux stages pratiques de huit mois au sein de fermes en biodynamie, ainsi que huit mois de formation théorique où les disciplines classiques alternent avec une approche phénoménologique et goethéenne du vivant, de l'économie et de la société. La prochaine promotion démarre en novembre 2011. Inscriptions en cours.

Mouvement de l'agriculture biodynamique, Martin Quantin, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41, bprea@bio-dynamie.org, www.bio-dynamie.org.

Médias

■ **La Gazette buissonnière** est une nouvelle revue publiée par le réseau Enfances buissonnières, cherchant à livrer des informations, analyses et témoignages aux personnes intéressées par la critique de l'agisme, la remise en question des rapports adultes/enfants, du statut des mineurs et de ce qui lui est associé. Dans ce numéro : genre et enfance, et si on jouait dans la rue, une performance anti-autoritaire, naissance d'Educazione Democratica en Italie... Très joliment mis en page. A commander à prix libre à *La Gazette buissonnière*, c/o Lois, La Hunelais, 22350 Yvignac, ou sur le site <http://enfance-buissonniere.pivoiron.org>.

■ **Canopée**, Nature & Découverte, éd. Actes Sud, 2011, 164 p. 10 €. Dans ce numéro annuel où les photos sont d'une grande qualité, une vingtaine de reportages et d'entretiens autour du thème "la dynamique du vivant". Belle maquette, mais niveau politique très limité.

Marseille
Cité de la consommation responsable

Un projet de regroupement d'entreprises du commerce équitable et de l'économie sociale et solidaire de l'agglomération marseillaise est actuellement à l'étude. Elle permettrait une mutualisation tant des services de bureautique que des zones de stockage. Potentiellement, une cinquantaine de structures sont concernées (Adear, Alliance Provence, Artisans du monde, Apeas, Emmaüs, la Nef, La boutique écologique, Vélo en ville...). Le projet a reçu le soutien de la fondation Macif et d'un fonds de placement britanni-

que Ethical Property et pourrait se concrétiser en 2012-2013, peut-être à proximité du site de la Friche de la Belle de mai. Le projet est porté par l'association *Regain*, 8, rue Escoffier, 13005 Marseille, tél : 09 64 41 07 56, www.ccr-marseille.fr.

Rhône
Ondine

Travailler avec des structures de restauration collective demande une organisation différente du travail avec des particuliers. C'est pourquoi des militants lyonnais ont créé en mai 2010 *Ondine*, une association qui développe les échanges directs et locaux ville-campagne dans l'agglomération lyonnaise, en reliant spécifiquement les paysans non pas à des particuliers comme dans les systèmes de paniers type AMAP, mais à de petites structures : restaurants, épiceries, crèches, petites écoles, centres aérés, groupements d'achat, festivals, manifestations... Contact : *Ondine*, 27 rue Michel Servet, 69100 Villeurbanne, 09 75 97 91 61. ondine.sortiede-terre@potager.org.

Échange publicitaire



D.R.



paix



Espagne

A bas les murs des casernes !

Le mouvement antimilitariste est très actif en Espagne, avec de très nombreux jeunes insoumis. Le 14 février 2009, cinq d'entre eux sont venus devant le siège du gouverneur militaire à Bilbao (Pays Basque) et ont commencé à démolir symboliquement le mur d'enceinte. Une banderole proclamait : "A bas les murs des casernes". Le 10 septembre 2010, ils sont passés au tribunal. Les autorités avaient demandé 23 000 euros de dommages et intérêts, le juge n'en a accordé que 5255. *Kem-Moc, Ituribide 12-1°D, 48006 Bilbao, Euskadi, Espagne, (tél : 34 4 415 3772, betxea@lander.es)*

Espagne

Wikileaks révèle la poursuite d'une grave contamination

Le 17 janvier 1966, deux avions de l'armée américaine, un ravitailleur et un bombardier, se percutent et se désintègrent. Problème : le bombardier transportait 4 ogives nucléaires. Une des ogives tombe en mer au large de Palomares, un village andalou près d'Almeria, une autre bombe est récupérée intacte, mais les deux dernières bombes ont été désintégrées et par miracle la réaction nucléaire ne s'est pas enclenchée. Plusieurs kilos de plutonium contaminent alors les environs. 1400 tonnes de terre sont alors prélevées sur le sol, l'Espagne interdit alors le ravitaillement en vol au-dessus de son territoire, et l'affaire est officiellement enterrée... Seulement voilà, Wikileaks a publié des échanges diplomatiques entre les gouvernements espagnols et étatsuniens qui montrent que la décontamination n'est toujours pas terminée : dans un échange du 14 décembre 2009, l'Espagne demandait encore aux États-Unis de prendre en charge le traitement de 50 000 m³ de terre ! Reste maintenant à ce que les médias mettent la main sur les conséquences sanitaires qui doivent exister mais qui pour le moment restent secrètes. (source : *El pais*, 17 janvier 2011)

AMAP

Faut-il venir chercher son panier à la ferme ?

Supposons que dans une Amap, un producteur soit en contrat avec une vingtaine de familles à qui il fournit un panier hebdomadaire. Supposons que la distance moyenne entre producteur et consommateur soit de 20 km et de 1 km entre chaque consommateur. Nous avons le choix :

- Les consommateurs viennent chercher leur panier à la ferme, chacun fait donc 20 km aller et autant retour, cela fait donc 40 x 20 soit **800 km** par semaine.
- Le producteur livre tous les paniers lui-même à chaque amapien. Il parcourt alors 20 km + 40 fois 1 km entre chaque famille + 20 km pour le retour soit **80 km** par semaine.
- Le producteur livre en seulement cinq points de distribution et huit familles viennent à pied chercher leur panier, il ne parcourt plus que 20 km + 5 x 1 km + 20 km = **45 km**. C'est la meilleure solution en terme de kilomètres, mais c'est aussi celle qui permet aux familles proches de se rencontrer ; c'est enfin, vu la distance, la solution qui permet de faire la livraison avec un vélo à assistance électrique et une remorque.

Norvège

Semences autorisées

Les syndicats paysans et différentes associations ont obtenu gain de cause en Norvège : depuis avril 2010, il est de nouveau légal de produire des semences non référencées et de les commercialiser légalement. Une loi de 1991 interdisait cela, après de multiples changements politiques, la coalition Farmers'Right qui menait campagne a gagné. Elle explique que ce succès a été possible du fait de la faible implantation des multinationales semencières dans le pays... et par le fait que la Norvège n'est pas membre de l'Union européenne. (source : *Archipel*, janvier 2011)



Nucléaire civil, nucléaire militaire...

Tchernobyl, 16.000 morts, Nagasaki, 100 000 morts, Hiroshima, 200 000 morts... quel sera le bilan de Fukushima, la plus grande catastrophe du nucléaire civil ? Sans compter les atteintes à l'environnement, les cancers et dommages génétiques pour les générations suivantes... Le bilan est lourd pour le nucléaire civil et militaire.*

Le Japon ressemble beaucoup à la France. Sans aucun débat, un programme nucléaire massif d'une cinquantaine de réacteurs a été décidé dans les années 1970. La première caractéristique du nucléaire est le refus d'un choix démocratique. C'est encore plus vrai pour le nucléaire militaire, la France l'a décidé en secret, ses premiers réacteurs soi-disant source d'électricité, étaient destinés à produire le plutonium pour les bombes. Pas de démocratie possible pour le nucléaire.

Le mépris de la vie humaine est la caractéristique centrale du nucléaire civil comme du nucléaire militaire. Prendre en otage des populations de ville est l'objectif de terroristes, le projet de tuer des civils est un crime contre l'humanité. L'arme nucléaire n'est pas légitime au vu de la législation internationale et de l'éthique tout simplement. L'ONU a demandé son élimination dans sa toute première résolution en... 1946. Quant au nucléaire civil, il nie sa responsabilité sur la santé des populations, il nie les dommages génétiques des générations suivantes. Pas d'humanité possible avec le nucléaire.

Les déchets radioactifs créés par le nucléaire civil vont empoisonner la terre pour des milliers d'années. Le nucléaire civil laisse aux générations suivantes un travail de suivi titanesque. Le problème ultime de la mémoire de ces pollutions sera insurmontable, nous le voyons dès à présent : dépôts de déchets oubliés, anciennes mines d'uranium non répertoriées, composants radioactifs égarés... Quant au nucléaire militaire, il n'a eu aucun souci de l'environnement. Les bombes françaises qui ont explosé

dans les sous-sols sous-marins de Polynésie ont déstabilisé les atolls et une étude récente tire la sonnette d'alarme à ce propos**. Les éléments radioactifs de ces bombes passeront inévitablement dans l'océan. Plus de 2000 bombes nucléaires ont pollué la terre, la France a continué à polluer l'atmosphère plus de 10 ans après l'interdiction des essais atmosphériques... Notre planète sera radioactive, c'est une garantie du nucléaire.

Enfin, le nucléaire civil et militaire interdit une évolution de nos sociétés. Le Commissariat à l'énergie atomique prépare actuellement les réacteurs de quatrième génération, les surgénérateurs, qui brûleront du plutonium. Quant au nucléaire militaire, il interdit toute nouvelle conception de la sécurité internationale. Les votes à l'ONU sont révélateurs : le projet de Convention d'élimination voté en Assemblée générale en octobre 2010 par les 3/4 des pays est refusé par 5 des 9 États nucléaires : États-Unis, France, Israël, Royaume-Uni et Russie. Le nucléaire civil et militaire interdit un futur à nos sociétés.

Dominique Lalanne
do.lalanne@wanadoo.fr

* Note de la rédaction : chiffre "a minima" selon le CIRC, Centre international contre le cancer. Les estimations vont de 50 (OMS et AIEA) à 900 000 (Académie des sciences de New York, Ministère de la santé de Russie). Ces chiffres sont provisoires car la catastrophe se poursuit.

** Voir *Silence* n°389, p.23.



environnement

Pollutions urbaines

Le programme européen Aphekom, mené dans douze pays de l'Union européenne permet de connaître les taux de particules fines dans l'air des grandes villes. Pour la France, c'est Marseille qui arrive en tête avec une moyenne de 18,5 microgrammes de particules fines par m³, devant Lille et Strasbourg (16,6), Lyon (16,5), Paris (16,4), Bordeaux (15,7) et Toulouse (14,2). L'OMS, Organisation mondiale de la santé, recommande de ne pas dépasser 10 microgrammes... seuil au-delà desquels, les conséquences négatives sur la santé des habitants deviennent visibles : bronchites, pharyngites, trachéites, asthme... L'OMS recommande également que le seuil de 50 microgrammes ne soit pas dépassé plus de 35 jours par an. A Lyon, les 35 jours d'alerte à la pollution ont été atteints dès fin février (soit plus d'un jour sur deux en dépassement !).



Indre-et-Loire

Zone hors Véolia

La commune de Saint-Pierre-des-Corps, au sud de Tours, s'est dé-

clarée "zone hors AGCS", dénonçant l'Accord général international sur le commerce et les services, lequel prévoit une privatisation des services publics. Dans ce contexte, on peut s'étonner que la distribution de l'eau de la ville soit faite par Véolia et non par une ré-

gie publique. La délégation avec Véolia prend fin en 2011 et avant son renouvellement, l'association Arial, Association de réflexion, d'information et d'action locale, a lancé un appel à la municipalité pour que celle-ci organise un débat sur le sujet. Mais bizarrement, les élus semblent réticents... Contact : arial.sp@laposte.net.

Alpes-Maritimes

Energie contre environnement ?

La région niçoise étant en bout de ligne à haute-tension, EDF annonce régulièrement qu'elle peut être l'objet de délestage. Pour pallier à cela, il y a plusieurs possibilités. La première, qui a été écartée, était de doubler la ligne à haute tension : cela a été abandonné car cela obligeait à défigurer le parc naturel du Verdon. Une deuxième méthode est maintenant à l'étude : la construction de barrages hydroélectriques dans le Mercantour. Une dizaine de projets sont à l'étude qui, tous,

mordent sur le parc national. Alors que les associations de défense de l'environnement protestent avec raison, rappelons que le plus efficace serait la maîtrise de l'énergie et, à défaut, de couvrir les toits des zones industrielles comme cela avait été mis en avant pendant un temps.

Agen

Le vrai prix de l'avion

Le total des différentes aides perçues par la ligne d'avion Agen-Paris se monte à 3,2 millions d'euros par an... pour 300 000 voyageurs. Ce qui signifie que les contribuables ont payé 106 € par passager. A comparer avec les 59 € que paie le passager... (Territoires, février 2011).



énergie

Grande-Bretagne

La privatisation conduit à un échec

Dans les années 1980, le gouvernement britannique a privatisé le secteur de l'électricité. Résultat : vingt ans après, les compagnies privées continuent d'exploiter les mêmes centrales (charbon ou nucléaire). Or celles-ci vieillissent : les centrales au charbon ne pourront pas dépasser 2020, et seul un réacteur nucléaire semble pouvoir continuer à fonctionner à cette date... d'où la nécessité de relancer des investissements... que les compagnies d'électricité tardent à faire. Le gouvernement actuel a décidé d'aider en priorité l'éolien en mer avec un programme de 14 000 MW d'ici 2020 (soit une multiplication par 10 du potentiel actuel)... mais aussi le nucléaire et l'énergie marémotrice. Le gouver-

nement prévoit une baisse rapide de l'usage du charbon, du gaz et du pétrole, pour lutter contre les émissions de CO₂.

Espagne

Le défi des variations de production

Fin 2010, la puissance éolienne installée en Espagne était de 20 000 MW soit concrètement, selon la force des vents, une puissance électrique qui varie entre 13 000 MW et 150 MW, soit entre 54 % et 0,35 % des besoins. Ceci est complété par une autre énergie variable : le solaire (2 % de la production en 2010). Pour compenser ces variations, REE, Red Electrica de Espana, joue sur la production de la biomasse (1 % de la production électrique) et de l'hydraulique (18 %) deux moyens modulables à volonté. Ceci est complété par des centrales thermi-

Japon

Toutes les éoliennes fonctionnent

Toutes les éoliennes terrestres et offshore du Japon ont résisté à la fois aux tremblements de terre et au tsunami. Trois fermes éoliennes ont toutefois dû être arrêtées... car les câbles d'évacuation électrique en bord de mer ont été endommagés. Une des fermes éoliennes n'était qu'à 300 km de l'épicentre. On ne signale aucun nuage "éolien" de ce côté-là.

▼ Ferme éolienne de Sakata au Japon



D.R.

Loire-Atlantique

La roue tourne...

Alors que pendant vingt ans EDF a cherché à installer une centrale nucléaire dans l'estuaire de la Loire, le site acheté au Carnet vient de trouver une nouvelle destination : il servira à tester de nouveaux modèles d'éoliennes avant leur implantation en mer.



▲ Manifestation à Colmar, 3 octobre 2009

Fessenheim

Un jeûne à durée illimitée

Jean-Pierre Frick, viticulteur en biodynamie, initiateur de la foire éco-biologique de Colmar, ancien conseiller régional Vert, organisateur de plusieurs rencontres sur la décroissance, a lancé un appel pour un jeûne d'une durée illimitée à partir du 18 avril 2011 pour demander l'arrêt immédiat de la centrale nucléaire de Fessenheim et une loi de sortie du nucléaire en dix ans. Pour le contacter et le soutenir : Jean-Pierre Frick, tél : 03 89 49 62 99, jean-pierre.frick@laposte.net.



▲ Manifestation contre Fessenheim, 20 mars 2011

Japon

Parole d'expert

"A moins que des mesures radicales ne soient prises pour réduire la vulnérabilité des centrales aux tremblements de terre, le Japon pourrait vivre une vraie catastrophe nucléaire dans un futur proche". Cet avertissement est tiré d'un article paru le 11 août 2007 dans le quotidien *International Herald Tribune/Asahi Shimbun*. Son auteur est le sismologue Ishibashi Katsuhiko, professeur à l'université de Kobe. Ishibashi Katsuhiko faisait partie du comité d'experts chargé d'établir les normes sismiques des centrales nucléaires japonaises. Il en avait démissionné pour protester contre la position du comité. Il estimait que les recommandations fixées par le comité étaient beaucoup trop laxistes.

Qui paie en cas d'accident nucléaire ?

Qui va payer l'addition des catastrophes nucléaires en cours ? La responsabilité civile ne couvre pas les accidents nucléaires ni les séismes. Le Japon n'est pas membre des fonds d'assurance des industriels du nucléaire. Tepco, l'EDF local, ne se relèvera pas sans une aide massive de

l'Etat japonais, c'est-à-dire des contribuables.

Dès lors un parallèle intéressant : qui paierait un accident nucléaire en France ?

"À titre d'information, le montant maximal de responsabilité de l'exploitant en France est de 91,5 millions d'euros par accident nucléaire dans une installation. L'État français interviendrait au-delà de 91,5 millions d'euros et à concurrence de 228,6 millions d'euros, puis la communauté des États parties à la Convention de Bruxelles interviendrait au-delà de 228,6 millions d'euros jusqu'à 381,1 millions d'euros." (Areva, Document de Référence 2009, p.27). La destruction d'un réacteur coûte environ cinq milliards d'euros si on veut le reconstruire. Quant à Tchernobyl, nous avons dépassé les 1000 milliards d'euros. Donc au-delà de 91,5 millions d'euros, c'est nous qui paierons !

Comment avoir une perte de refroidissement sans séisme ni tsunami

En France, nous avons frôlé à plusieurs reprises l'accident majeur avec une perte de refroidissement comme ce qui a provoqué la catastrophe actuelle au Japon.

nucléaire



Jeu pour les enfants

Trouve dans la liste suivante quels sont les réacteurs les plus dangereux en fonctionnement en France

Nom de quelques réacteurs construits sur des zones sismiques	Capacité (MWe)	Date de mise en fonctionnement	Statut
Fukushima Daiichi 1	439 MWe	1970	En feu
Fukushima Daiichi 2	760 MWe	1973	En feu
Fukushima Daiichi 3	760 MWe	1974	En feu
Fukushima Daiichi 4	760 MWe	1978	En feu
Fukushima Daiichi 5	760 MWe	1977	En surchauffe
Fessenheim 1	880 MWe	1977	
Fessenheim 2	880 MWe	1977	
Bugey 2	910 MWe	1978	
Bugey 3	920 MWe	1978	
Fukushima Daiichi 6	1067 MWe	1979	En surchauffe
Bugey 4	880 MWe	1979	
Bugey 5	880 MWe	1979	

A ton avis, faut-il attendre que l'un de ces réacteurs soit aussi en flammes pour que le président Sarkozy comprenne que le nucléaire peut être dangereux ?

Comment ? Lorsque les prises d'eau pour le refroidissement se bouchent comme cela a été le cas en 2009 à Fessenheim, près de Colmar (branchages), en 2007 à Gravelines, près de Dunkerque (algues), en 2006 à Gravelines (méduses), plusieurs fois au Blayais, près de Bordeaux (civelles, des alevins d'anguille) ou pire le 12 janvier 1987 quand la glace a pris dans les bouches d'aspiration de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux : il a fallu que l'armée intervienne avec des explosifs pour faire sauter le bouchon de glace. (source : GSIEN, Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

Faut-il tester les réacteurs nucléaires ?

L'Europe a demandé que chaque Etat procède à des tests sur ses réacteurs nucléaires. Ce qui n'est pas sans poser de sérieux problèmes. En effet, soit on fait des simulations et dans ce cas, on ne peut détecter que les défaillances imaginées par les programmeurs... et donc on peut passer à côté d'une défaillance grave. Soit on fait les tests en réel, ce qui est beaucoup plus fiable... mais aussi beaucoup plus dangereux : c'est en procédant à des tests, que les ingénieurs russes ont fait sauter Tchernobyl.

Gabon

Quartier détruit

Deux cents logements seront détruits à Monana, une localité où

Areva a exploité des mines d'uranium de 1961 à 1999. Une étude a montré que ces maisons présentaient des taux importants de radioactivité. C'est la CRII-Rad qui en 2009 avait donné l'alerte suite à une campagne de mesures.

> 28 & 29 mai - NYONS
20th foire éco-biologique
Naturellement !

Après la conférence de Jean-Marie PELT participez aux ateliers, causeries et animations enfant, au cœur d'un éco-village temporaire.

L'éthique de la foire vous invite à réfléchir sur notre responsabilité éco-citoyenne pour le respect et la préservation de la planète.

04 75 26 22 53
www.ceder-provence.org

Echange publicitaire



RECONNAISSANCE des droits des peuples autochtones

Le 16 décembre 2010, lors de la Conférence sur les Nations indiennes qui s'est tenue à la Maison-Blanche, Barack Obama a annoncé que les Etats-Unis ont officiellement entériné la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones instituée par l'ONU en 2007. C'était le dernier pays à ne pas avoir donné son accord après la signature par le Canada en novembre 2010. Ces deux Etats ont longuement hésité et pour cause : les statistiques aux Etats-Unis indiquent que le taux de tuberculose chez les Indiens est 600 fois plus élevé que dans le reste de la population, ou encore que le taux de suicide y est 62 % supérieur à la moyenne. La Déclaration est toutefois purement symbolique et non-contraignante. Ce n'est donc que de la communication. (Source : *Survival*, bulletin électronique, n° 21 janvier 2011)



DR

Congo

Françafrique : l'horreur à l'honneur

Le 11 février 2011, la France a remis la Légion d'honneur à Jean-Dominique Okemba, contre-amiral congolais et candidat français idéal à la succession du dictateur Denis Sassou Nguesso. La cérémonie qui a eu lieu dans la "case De Gaulle" (!) a donné lieu à un éloge par la France du rôle stabilisateur de l'armée congolaise, coupable pourtant de crimes impunis et de l'accession au pouvoir dans le sang de l'actuel président en 1997. Neveu et conseiller spécial de Sassou Nguesso, Okemba est également président du conseil d'administration de BGF Bank Congo (propriété de la famille Sassou Nguesso et liée à la famille Bongu), souvent décrite comme une agence de transit favorisant des évasions fiscales liées notamment aux revenus pétroliers. Il est placé au hit parade des acquisitions immobilières répertoriées par les dénicheurs de biens mal acquis. Un honneur pour la France, on vous dit. (Source: *Survie*)

Burkina-Faso

La révolte invisible

Les médias français ont passé sous silence la révolte qui a cours au Burkina-Faso, joyau de la Françafrique, depuis le 22 février 2011, deux jours après la mort d'un collégien suite à des exactions policières. Des manifestations ont eu lieu dans toutes les villes du pays, réprimées dans le sang par le régime dictatorial. De nombreux commissariats et des locaux du parti au pouvoir ont été brûlés par les jeunes en colère. Blaise Compaoré, président fantoche depuis 1987, a été récemment reconnu par le Tribunal spécial pour le Sierra Leone comme ayant soutenu Charles Taylor dans sa politique de massacres parmi les plus sanglantes de toute l'histoire. Mais c'est lui que l'Elysée a choisi comme invité d'honneur à la réception du 14 juillet 2010. *Survie*, 107, boulevard Magenta, 75010 Paris, Tél : 01 44 61 03 25.



société

Lutte contre la pauvreté

L'année 2010 avait été déclarée "année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale". C'est vrai que maintenant qu'on est en 2011, on voit bien la différence avec 2009 !

Refus de prélèvement d'ADN

Condamné à un euro d'amende

Le 12 janvier 2011, François Vaillant a été condamné à un euro d'amende par la cour d'appel de Rouen pour son refus de donner

des empreintes ADN à la police à la suite des interpellations pour des actions des Déboulonneurs. En première instance, il avait été condamné à 300 euros d'amende. A l'occasion de ce procès, Catherine Bourgain, généticienne, est venue expliquer qu'à partir de l'empreinte génétique, on peut déterminer la couleur de peau, certaines maladies... ce qui est discriminatoire et donc contraire à la loi. Ceci était ignoré au moment de la mise en place du fichier national automatisé des empreintes génétiques, FNAEG, lequel recense à ce jour 1 300 000 personnes. François Vaillant et son avocat ont contacté des députés Verts pour qu'ils interrogent le gouvernement sur cette illégalité du fichier.

Kokopelli en état d'insoumission

L'association Kokopelli, qui agit pour la libération des semences et de l'humus, a décidé d'entrer en insoumission à la loi Loppsi 2, dont un décret en date du 1^{er} mars 2011 oblige les associations à conserver les données informatiques concernant ses adhérents "pour lutter contre le terrorisme". Kokopelli a donc procédé à la destruction des quelque 16 000 dernières commandes en mémoire sur sa boutique en ligne, et de toutes les informations afférentes. Si ce geste reste symbolique, il

montre la voie pour de nombreuses actions possibles face au fichage. Kokopelli, 131, impasse Palmiers, 30100 Alès, tél : 04 66 24 78 53, www.kokopelli.asso.fr.





D.R.

politique



Allemagne

Bade-Wurtemberg : Un scrutin doublement historique

Le dimanche 27 mars 2011 restera dans les annales de la République fédérale. Non seulement dans le Land séparé de l'Alsace par le Rhin, l'Union chrétienne-démocrate, au pouvoir depuis 1952, a perdu la majorité, mais de surcroît, pour la première fois, un écologiste présidera aux destinées d'une région. Les Grünen, qui ont engrangé 24,2% (+ 12,5% par rapport à 2006) et occuperont 36 sièges dans l'assemblée, devant le Parti social-démocrate (23,1% et 35 mandats). Pour bien cerner l'ampleur du chamboulement, je mentionne quelques-uns de leurs scores : 43% à Fribourg-Ville, dont 72,7% des 2034 suffrages exprimés dans le quartier-pilote Vauban ; dans la circonscription Fribourg I, les Verts virent en tête dans les trente bureaux de vote. À Stuttgart I, 42,5% des électeur(-trice)s ont mis une croix à côté de leur liste, à Heidelberg, 36,7%, Constance,

34,7%, Tubingen, 32,1%. Winfried Kretschmann (62 ans), qui prendra en mai les rênes de l'exécutif à Stuttgart, avait figuré, au printemps 1980, parmi les six premiers élu(-e)s écologistes à investir le Landtag. Si «l'effet Fukushima» a fortement influencé le résultat, celui qui passe pour un «conservateur de valeurs» n'a pas manqué de rappeler, à l'instar de plusieurs autres leaders, que l'opposition au nucléaire constitue depuis plus de trente ans un des axes majeurs de l'engagement politique des Grünen. Il a promis de débrancher l'ensemble des réacteurs du Land ainsi qu'un référendum sur «Stuttgart 21», un projet pharaonique très controversé de gare souterraine avec une liaison jusqu'à Ulm au réseau européen à grande vitesse. En Rhénanie-Palatinat, Kurt Beck, le ministre-président social-démocrate ne gouvernera plus seul. Les Grünen, forts de 15,4% et de 18

sièges, refont une entrée fracassante au Parlement de Mayence et s'allieront avec le SPD.

Aux élections municipales en Hesse, les Verts ont obtenu en moyenne 20% : 27,6% à Francfort, métropole qu'ils administreront avec la droite, 37,3% à Darmstadt où Jochen Parisch pourrait gagner la mairie dans un duel avec le sortant Walter Hoffmann (SPD).
René Hamm

Jeunes écolos

Les Jeunes écologistes sont nés le 30 janvier 2011. Un changement de nom pour les Jeunes Verts qui accompagne la fusion entre Europe-Ecologie et Les Verts. Comme, ils sont jeunes et que l'on peut faire de la politique très âgés, ils ont décidé de lancer dès maintenant la campagne présidentielle de 2072.
www.jeunes-ecologistes.org

Fragilité de la croissance

S'il est une fiction collective qui vit ses derniers feux, c'est celle de la reprise de la croissance. Face à l'envolée des prix du baril, qui a frôlé 120 dollars le 24 février 2011, les économistes s'inquiètent. Il y a deux mois, ces experts croyaient encore au redressement progressif des économies occidentales après le trauma de la crise de 2008. Or la flambée du pétrole qui semble avoir été déclenchée par les révoltes des peuples arabes et par l'interruption passagère de la production libyenne brouille ces calculs hors sol. Selon les experts de Natixis, avec un baril à 100 dollars, la croissance américaine perdrait 0,7 point en 2011 et encore 1,1 point en 2012. La France, déjà anémiée, verrait sa croissance amputée de 0,4 point en 2011 et de 0,7 point en 2012, voire plongerai sous zéro. Quant à la Chine et l'Inde, elles seraient rattrapées par l'inflation galopante qui s'annonce, du fait de la flambée des cours des matières premières agricoles. La croissance occidentale recule comme un mirage dans le désert. Elle est aujourd'hui suspendue à l'aumône que le roi Abdallah d'Arabie Saoudite a commencé à verser à son peuple pour calmer son mécontentement et endiguer la contagion de la révolte. Que les sociétés extractives prélèvent pétrole et minerais en payant leur dû depuis des décennies à des dictateurs et des rois corrompus fait partie de la réalité la plus ordinaire. Qu'elles feignent de s'en émouvoir en convoquant un symposium international pour la « transparence » des industries extractives au siège de l'OCDE à Paris, les 3 et 4 mars derniers, relève de la bonne moralité soudaine de grands groupes tels l'italien Eni, extracteur majeur d'hydrocarbures en Libye. L'« éthique » n'est-elle pas la compagnie de la criminalité financière, hébergée par des paradis fiscaux aussi « éthiques » que la Confédération helvétique, prête à geler les avoirs de Mouammar Kadhafi sur lesquels elle a longtemps fermé les yeux ?

L'envers des sociétés de croissance est celui des marchés sales et des profits immenses des compagnies extractives. Tandis que la précarité énergétique s'accroît dans des millions de logements mal isolés, le ministre de l'industrie Eric Besson confirme une hausse du prix du gaz et un rabais sur les tarifs sociaux. Là encore, les grandes firmes pétrolières tirent leur épingle du jeu : elles échappent à une mise à contribution, la manne de profits rapportée par la hausse du prix du baril restera intacte et intouchable, tant que l'oligarchie règnera. Les énergies renouvelables, elles, sont victimes de leur succès et du quasi monopole nucléaire qu'EDF entend conserver sur le secteur de la production d'électricité. Le rachat du kilowattheure photovoltaïque a subi une décote de 20% et la facture des ménages est augmentée pour financer l'achat d'électricité renouvelable. C'est un peu le monde à l'envers.

Pour compenser le tarissement des puits conventionnels, extraire schistes et sables bitumineux va devenir une activité rentable. Qu'importe que ces technologies violent la croûte terrestre assiégée par la fracturation hydraulique. Dans ce contexte d'épuisement tellurique et économique, la crise pétrolière de 2011 annonce une nouvelle ère. L'inflation qu'elle va entraîner ne sera pas compensée par une hausse des salaires, que les syndicats ne parviennent plus à arracher à des entreprises soucieuses de maintenir leurs marges. Comme dans le monde arabe, un frisson de révolte pourrait aussi parcourir les sociétés du Nord, si elles se réveillent de leur long assoupissement. En Seine-et-Marne et en Ardèche, la mobilisation s'étend contre les gaz et huiles de schiste. Ici et là, autour des territoires en transition, des utopies concrètes s'annoncent, et préparent le basculement vers une société libérée des grands prédateurs.

Agnès Sinai
3 mars 2011

Échange publicitaire

BON POUR UN DEMI TARIF

Naturavignon®

THÈME : "POUR SAUVEGARDER LA TERRE : EDUQUER LES ÊTRES HUMAINS"

7 & 8 Mai 2011 AVIGNON

Domaine de la Souvine - Route de Bel Air 84140 Montfavet - AVIGNON

ENTRÉE TARIF NORMAL 6 €
DEMI TARIF 3 €
sur présentation de ce document

ENTRÉE GRATUITE
-18 ans, étudiants, demandeurs d'emploi, handicapés, AAS. Toute personne arrivant effectivement en vélo.

16^{ème} Fête Ecobiologique

• GRAND MARCHÉ BIOLOGIQUE ET ARTISANAL (250 EXPOSANTS) : producteurs bio, artisanat naturel, local et solidaire, prévention et santé, bien-être, habitat sain, économies d'énergies renouvelables, banque éthique, librairie écologique, carrefour du commerce équitable, espace associatif (10-20h) • 20 CONFÉRENCES • 20 ATELIERS ADULTES • 10 FILMS. • 2 STAGES DE FORMATION SUR 2 JOURS : Autoconstruction d'un chauffe-eau solaire avec recyclage et transformation de votre ancien cumulus / Autoconstruction d'une éolienne de 500W produisant de l'électricité à partir d'un vent de 4m /seconde. • ESPACE PÉDAGOGIQUE POUR LES JEUNES DE 10 à 25 ANS : 40 ateliers encadrés d'un grand jeu concours (1er prix : un stage Energies renouvelables au Danemark). • ESPACE DÉTENTE ET RESTAURATION BIOLOGIQUE EN MUSIQUE : Pierre D'ANDREA, Philippe CAZES auteurs-compositeurs-interprètes pour l'Environnement, Duo La GAÏARDE, Quartet Free Gospel and Sound, Association PLANÈTE BLEUE... (voir programme détaillé sur le site) • SAMEDI 20h : BAL TRADITIONNEL (FOLK) avec le groupe BARANKAL. • DIMANCHE 10h : concours sur scène de 30 récompenses aux 30 premiers gagnants du grand jeu concours encadrant les 40 ateliers jeunes... • EXPOSITIONS ET DÉMONSTRATIONS : Bateau solaire, Transports alternatifs, Chauffe-eau solaire, Éolienne de 500 W, mur en briques de terre crue, matériaux sains, broc de graines bio... • GRANDS PARKINGS GRATUITS. Garage Villo. BUS : arrêt Bel Air.

• TOUT SUR LE SITE : avenir84.org Mail : contact@avenir84.org

Organisation : A.V.E.N.I.R. Association Vauclusienne d'Éducation aux Énergies Non-polluantes, Indépendantes et Renouvelables - 16 rue Louis FEUILLEE - 84000 AVIGNON

femmes

De mâle en pis

Le *Global Gender Gap Report*, un rapport sur les inégalités de genre commandé par le Forum économique mondial, a concerné, en 2010, 134 pays représentant 93% de la population mondiale. Comme chaque année depuis 2006, il a calculé les inégalités de genre et classé les Etats sur la base de 14 indicateurs répartis en quatre grandes catégories : la participation économique ; l'accès à l'éducation ; la participation politique ; la santé et l'espérance de vie. Résultat : cette année, la France a été rétrogradée de la 18^e à la 46^e place, surtout en raison de la masculinisation de son gouvernement et des inégalités de salaire. Les pays du nord de l'Europe demeurent en tête de classement.

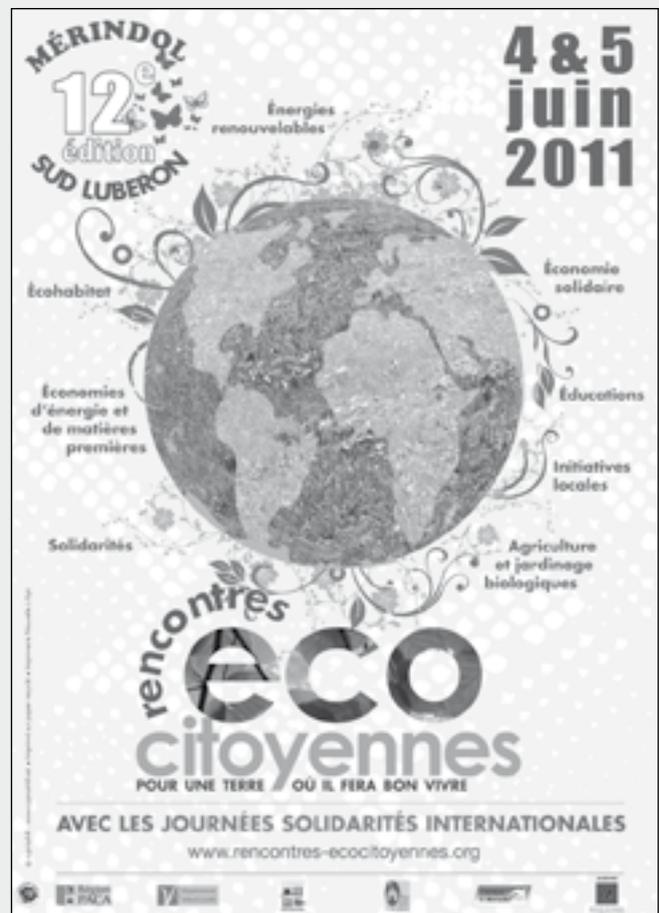
Homosexualités

SOS homophobie et le Caélif (Collectif des associations étudiantes LGBT d'Île-de-France) ont publié en février 2011 une enquête sur les représentations de l'homosexualité dans le milieu étudiant, réalisée au printemps 2010 en Ile-de-France

(plus de 4000 réponses). Pour près d'un-e étudiant-e sur cinq, l'homosexualité n'est pas "une manière d'aimer comme une autre", 13 % des répondant-e-s estiment que l'homosexualité est "une orientation sexuelle déviante" et les insultes sont minimisées. Pourtant, 73 % des sondé-e-s estiment "absolument nécessaire" ou "souhaitable" que la société reconnaisse l'égalité des droits (ouverture du mariage et de l'adoption aux couples homosexuels). (Télécharger l'enquête : www.sos-homophobie.org/enquete-milieu-etudiant ou téléphoner à l'association au 06 28 32 02 50)

Une télévision féministe

Télédebout est la première télévision féministe française. Née à Toulouse d'une équipe pluridisciplinaire, proposant des programmes variés, elle est accessible sur internet mais son équipe propose également aux personnes qui n'ont pas accès à internet et qui veulent organiser des projections, de leur envoyer des DVD. Télédebout appelle les femmes à filmer les



manifestations et initiatives en lien avec le féminisme, l'équipe s'occupe ensuite du reste (montage...). En juin 2011, l'association lance un concours vidéo pour les 10 à 22

ans, "Buzzons contre le sexisme". Site : www.teledebout.org. Contact : Télédebout, 22, allée de Guyenne, 31100 Toulouse.



OGM

OGM

Etat des cultures en 2010

Selon le Criigen, Commission de recherche et d'information indépendante sur le génie génétique, après quinze années de commercialisation, les OGM atteignent 9,8 % (148 millions ha) des cultures mondiales (progression annuelle inférieure à 1 %). Ces OGM sont toujours répartis seulement en quatre plantes (soja, maïs, coton, colza) dont les deux premières totalisent 81 % de l'ensemble, malgré les nombreuses autorisations de cultures non exploitées. Ces OGM sont pour la totalité des plantes à pesticides, c'est-à-dire des plantes qui ont été modifiées soit pour tolérer un herbicide (comme le Roundup) qu'elles peuvent alors absorber sans mourir (61 %), soit pour fabriquer un insecticide (17 %), soit encore pour cumuler les deux caractéristiques à la fois (jusqu'à trois tolérances

à des herbicides et six productions d'insecticides, selon les plantes). Le continent américain regroupe 87 % de toutes les surfaces d'OGM, et 97 % des OGM alimentaires (le coton étant également cultivé de façon importante dans d'autres pays comme l'Inde ou la Chine...). En Europe, au contraire, les OGM, qui sont essentiellement cultivés en Espagne, représentent moins de 0,001 % des surfaces cultivées. CRIIGEN, Université de Caen, Institut de Biologie IBFA, laboratoire de biochimie, Esplanade de la Paix, 14032 Caen cedex. www.criigen.org.



▲ Manifestation du groupe des Verts au Parlement Européen.

Comment créer des zones sans OGM

De nombreuses collectivités essaient d'interdire les OGM sur leur territoire par des arrêtés qui sont systématiquement attaqués en justice par les Préfets. Ces derniers arrivent généralement à leurs fins. Mais il existe quand même des possibilités légales : lorsqu'une collectivité locale loue des terres, elle peut exclure la présence d'OGM en le spécifiant dans le bail ou pour ne pas citer les OGM, introduire une obligation d'appliquer la conduite des cultures selon le cahier des charges de l'agriculture biologique. Les particuliers peuvent faire de même si les terres sont situées dans des zones naturelles, des parcs naturels ou des réserves naturelles régionales ou des zones spéciales de conservation. Il existe pour le moment un vide juridique en-dehors de ces zones et les propriétaires peuvent introduire une clause... au risque de devoir la défendre devant

un tribunal. Si un grand nombre de personnes le faisaient, cela pourrait faire évoluer le droit et la jurisprudence. Pour en savoir plus : inf'OGM, 2 bis, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 65 40, www.infogm.org.

Du maïs OGM de nouveau dans nos champs ?

C'est ce qui est à craindre suite aux déclarations de la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE), le 22 mars 2011. Suite à un recours de la société Monsanto, l'avocat général de la Cour a estimé que la France n'avait pas respecté toutes les procédures légales pour suspendre la culture du maïs OGM Mon810 sur son territoire en 2008. Ce dernier sera-t-il de nouveau autorisé en France dès les semis 2011 ? Ce sera à la cour de trancher. Et aux citoyens de faire entendre leur voix, une fois de plus. Le rapport de forces continue.



Territoires en transition

Seine-et-Marne : Vivre autrement tout simplement, 8 mai, 1, rue de Longuelet à Chevry-Cossigny. Une vingtaine d'ateliers pratiques, échanges de graines, de plants, de légumes, conférence-débat sur les villes en transition. **Autrement**, 2, rue de Cossigny, 77173 Chevry-Cossigny, tél : 01 60 62 00 06 asso.autrement@live.fr et **Tout simplement**, 1, rue de Longuelet, 77173 Chevry-Cossigny, tél : 01 64 05 69 79, tout simplement@aliceadsl.fr.

Yvelines : En transition 1.0, 13 mai à 19h30, à la Maison de l'environnement, des sciences et du développement durable, 6, rue Haroun-Tazieff, à Magny-les-Hameaux, projection du film suivi d'un atelier participatif avec le groupe local de transition. **Saint-Quentin-en-Yvelines en transition**, SQYTransition@gmail.com, <http://sqyentransition.wordpress.com>.

Belgique : villes en transition, 28 et 29 mai à Ciney, stage animé par Corinne Mommen et Helena ter Ellen, animatrices en écologie profonde. Venez puiser plein d'idées pour lancer une initiative dans votre village ou quartier ou pour dynamiser votre groupe déjà existant ou en formation ! Au programme : historique et pratiques des villes en transition, pic du pétrole, assiette en transition, écologie profonde et travail qui relie, permaculture, décroissance, démocratie profonde et méthode open-space. Durant ce week-end axé sur la dynamique collective, nous vous proposerons différents outils pour la transition. Des films, des conférences, des témoignages, des ateliers... **Veronika Paenhuyzen, Amis de la Terre-Belgique**, rue Nanon, 98, B 5000 Namur.

Trièves : randonnées et résilience, 29 mai au 5 juin puis 2 au 9 juin, pour 6 à 12 personnes, randonnée dans le Trièves avec quatre jours de marche, trois nuits en gîte, avec un accompagnateur pour présenter le pays et les initiatives en cours en lien avec la transition. **Pascal Lluch**, 38710 Saint-Jean-d'Hérans, tél : 04 76 34 67 07 ou 06 31 15 10 36, www.randopays.com.

Trièves en transition : vivre en 2050, 3 et 4 juin, rencontre nationale des groupes de transition sur le Trièves à l'occasion du lancement officiel de l'initiative de transition locale. 4 et 5 juin : ateliers pratiques pour faire connaissance, échanger les informations, approfondir nos connaissances, discuter de la transition en France... <http://aprespetrole.unblog.fr>.

Genève : 5^e année pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. **Pour participer : Paul Roulland**, tél : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.

Bruxelles : Valériane, 29 avril au 1^{er} mai, à Tour et Taxis, 86c, avenue du Port (M^oRibaucourt), 150 exposants, 30 conférenciers, gratuit pour les moins de 26 ans. **Nature et Progrès**, www.valeriane.be, tél : 081 30 36 90.

Arras : Colère du présent, à partir de 10h, théâtre municipal, 7, place du Théâtre, salon du livre d'expression populaire et de critique sociale, stands, expositions, débats avec une centaine d'auteurs, village associatif. A 15h30, lecture publique du Discours de la servitude volontaire ; 19h30 : concert de clôture avec la Cie Jolie Môme. **Colère du présent**, tél : 03 21 15 35 87, www.coleresdupresent.com.

Finistère : 4^e Foire Alternative et Bio de Trégunc, 29 avril au 1^{er} mai à la Halle des Sports. 120 exposants. Producteurs bio, commerçants, artisans, associations, conférenciers, et artistes. Conférences : Jean Claude Pierre "Voyage au pays du futur", Marie-Jo Fourès "la pharmacopée familiale" + ateliers, Jean François Dugourd "Les Ressources alternatives aux déchetteries", Gabriel Amard "L'eau : retour à une régie publique". Tables rondes : BRF et Agro-foresterie. **Association Paresse**, **Programme alternatif pour une relocalisation de l'économie et une société solidaire et émanicipatrice**, <http://paresse.over-blog.net>.

Seine-Saint-Denis : créer son jardin potager écologique, 30 avril et 1^{er} mai à Neuilly-Plaisance, deux jours pour faire son choix de plantes, de compostage, comprendre le travail "doux" de la terre, l'apport des auxiliaires, paillages, récupération d'eau... **Savoir-faire & Découverte**, La Caillère, 61100 La Carneille, tél : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Isère : cette année, je démarre un potager bio, 30 avril et 1^{er} mai, stage concret sur le site de **Terre Vivante**, domaine de Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80, www.terrevivante.org.

Périgord : les clefs du jardin naturel, 30 avril et 1^{er} mai, à l'ÉcoCentre. Microclimats, rôle de l'eau, les haies, calendrier des cultures. **ÉcoCentre du Périgord**, Froidefont, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50, <http://ecocentre.org>.

Haut-Rhin : le monde des insectes et la flore au jardin, avec David Klinckerberg, pépiniériste-paysagiste. **Inscriptions : Maison de l'agriculture biologique**, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.

Aude : sortie plantes sauvages comestibles et médicinales : près de Talairan, 8 et 22 mai à Mayronnes, etc. **L'Ortie, Lasserre-du-Moulin**, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél : 04 68 20 36 09, lortie.asso.fr.

Bretagne centre : chantier collectif, jusqu'au 15 mai, à Siliac (Morbihan), chantier participatif pour construction mur arrondi en bauge, enduits terre intérieurs, cloisons intérieures en matériaux divers — terre, choux, paille, chanvre, copeaux — chape de terre crue huilée, végétalisation de la toiture. Le gîte et le couvert sont offerts aux bénévoles. Hébergement en tente / caravane ou en dur (garages en bois prêtés par les voisins), toilettes sèches, douche (chaude) à disposition. Promenades, baignades (si pas trop frileux) et musique sont au programme. **Anne**, tél : 02 97 27 61 45 ou diederhassan56@orange.fr.

Drôme : écoconstruction et respect de l'environnement, 2 au 6 mai à Die. **CFPPA**, avenue de la Clairette, 26150 Die, tél : 04 75 22 04 19, www.cfppa-die.educagri.fr.

Ariège : phytoépuration, à Mirepoix, technique d'épuration naturelle et visites d'installation... **Ecorce, Petite Fumet et Barbéou**, 09500 Mirepoix, tél : 05 61 69 55 38, www.ecorce.org.

Drôme : commercialisation en circuits courts, 3 au 7 mai à Die. **CFPPA**, avenue de la Clairette, 26150 Die, tél : 04 75 22 04 19, www.cfppa-die.educagri.fr.

Tulle : ouvriers, ouvrières, la classe, du 4 au 8 mai, festival de films. Mercredi 4 à 18h, à la médiathèque, **Génération précaires**, derrière les masques suivi de **Les apprentis se réveillent** et de **Et voilà le travail** ; à 21h, cinéma Le Palace, **Magazine populaire** suivi de **Reflets et Plus belles les luttés**. Jeudi 5 à 18h, médiathèque, **Nosotros del Bauern** ; à 21h, cinéma Le Palace, **Des gens sans importance** suivi de **Beau comme un camion**. Vendredi 6 à 18h30, cinéma Le Palace, **Week-end à Sochaux** suivi de **On voit bien que ce n'est pas toi** puis à 21h, **Les rains de la colère**. Samedi 7 mai à 15h, salle Latrelle, **France Telecom, malade à en mourir** suivi de **Avec le sang**

des autres ; à 20h, cinéma Le Palace, **Le rendez-vous des quais** suivi de **Ces gens du nord** ; à 22h15, **Bread and roses**. Dimanche 8, à 14h45, cinéma Le Palace, **We want sex equality** ; à 17h : **La classe ouvrière va au paradis** ; à 21h, **Nadia et les hippopotames**. **Peuples et culture**, 51 bis, rue Louis-Mie, 19000 Tulle, tél : 05 55 26 04 69.

Toulouse : semaine de l'écologie populaire, 4 au 6 mai, le mercredi 4, journée sur santé et alimentation, jeudi 5, journée emploi et formation, vendredi 6, journée sensibilisation aux pratiques écologiques. Cela se passe dans les quartiers du Mirail, de Bellefontaine et de la Faourette. Programme : **Alter Echos**, **Véronique Vinet**, 5, rue d'Amade, 31200 Toulouse, <http://altersechos.over-blog.com>

Paris : fête des pédagogies, mairie du 2^e, 8, rue de la Banque (M^oBourse), 22 stands d'associations éducatives, buffet biologique, conférences : où commence la violence ? (14h), évaluer pour évoluer (15h30), crise d'adolescence mythe ou réalité (17h). **Demain l'école**, maison des associations, 23, rue Greneta, 75002 Paris, www.demainlecole.org.

Ardèche : le potager agroécologique (niveau 1), 5 au 13 mai, dans les jardins du mas de Beaulieu. **Terre et humanisme**, mas de Beaulieu, BP19, 07230 Lablachère, Virginie tél : 04 75 36 65 40, virginie@terre-humanisme.org.

Paris : science et plafond de verre, à 18h, à la Bibliothèque nationale de France François-Mitterrand, Petit auditorium, hall Est, quai François-Mauriac, Paris 13^e, débat proposé par l'association **Femmes et sciences**, 9, rue Vésale, 75005 Paris, tél : 01 47 70 85 35, www.femmesetsciences.fr.

Véloration : à Chambéry, à 18h, place du Palais-de-Justice, A Marseille, à 19h, place Jean-Jaurès.

Strasbourg : A quoi servent les éducations, à 19h, salle Saint-Pierre-le-Jeune, 3, rue de la Nuée-Bleue, conférence assurée par le CREA-Apprendre la vie (éducation-authentique.org) et atelier le samedi 7 avril (sur réservation). **Ludvine**, tél : 03 88 02 32 21, <http://apprendrenaturellement.blogspot.com>.

Gard : se préparer à auto-éco-construire, 6 et 7 mai à Vauvert et Salinelles, prendre conscience des multiples aspects à prendre en compte (cadre familial, climat, techniques, finances, impact écologique), répondre aux questionnements de chacun-e. Stage limité à 8 personnes. **Bruno Lorthiois**, Alter Eco, <http://leblog.alter-eco30.com> et **Maxime Vasseur**, auto-éco-constructeur et initiateur du réseau **Rahmabaman** <http://rahmabaman.free.fr>, rahmabaman@free.fr, tél : 04 66 77 43 80.

Saône-et-Loire : pépète lumière, 6 au 8 mai, entre Mâcon, Dompierre-les-Ormes et Brandon, concert le vendredi soir à la Cave à musique de Mâcon, puis musique, spectacle, pique-nique... **programme : www.pepette-lumiere.com** ou tél : 06 15 60 90 91.

Véloration, à Paris, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilon ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch ; à **Rouen**, à 14h, parvis de la Cathédrale ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! **Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : http://veloroute.org**.

Ardèche : initiation à la ruche War-ré, 7 et 8 mai, dans les jardins du mas de Beaulieu. **Terre et humanisme**, mas de Beaulieu, BP19, 07230 Lablachère, Virginie tél : 04 75 36 65 40, virginie@terre-humanisme.org.

agenda

Puy-de-Dôme : Pollen, 7 et 8 mai, foire bio à Sermentizon, **Nature & progrès**, Troisvilles, 63120 Sermentizon, tél : 04 73 53 13 47, natureetprogres-auvergne@orange.fr.

Yvelines : initiation au jardinage biodynamique, 7 et 8 mai, avec Laurent Dreyfus et Gauthier Baudoin. **Inscriptions : Maison de l'agriculture biodynamique**, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.

Hautes-Alpes : production d'huiles essentielles, les 7 et 8 mai à Rosans, comment distiller, quelle partie de la plante, propriétés des huiles essentielles, **Savoir-faire & Découverte**, La Caillère, 61100 La Carneille, tél : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Lyon : Marche contre la prohibition de la marijuana, à 15 h, place Carnot (M^o Perrache). **CIRC Lyon**, BP 93043, 69605 Villeurbanne cedex, tél : 06 11 53 10 07, www.circ-asso.fr.

Isère : mon jardin de poche productif, 7 et 8 mai, comment faire succéder les cultures en bio sur une petite surface. Stage concret sur le site de **Terre Vivante**, domaine de Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80, www.terrevivante.org.

Vosges : enduits chaux, à 10h, rue des Aulnes, à Fraize. **Association vosgienne d'autoconstruction**, 20, rue des Deux-Frères-Biétrix, 88580 Saulcy-sur-Meurthe, tél : 03 29 55 33 56, <http://www.asso-avec.fr>.

Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport. Action collective et festive issue de la rencontre entre **Reclaim The Fields**, réseau européen de paysan-ne-s et de sans-terres, et des occupant-e-s de la zone d'aménagement différé (ou zone à défendre !). La manif-action du 7 mai vise à l'installation collective d'un projet agricole sur des friches pour défendre ces terres, y vivre et contribuer à l'alimentation des habitants de la ZAD et des alentours. Graines, plants et contribution financière sont bienvenus pour aider au lancement de cette ferme de la lutte. Départ de La Paquele à 10h, nord-est de Nantes (Loire-Atlantique). Possibilité d'arriver la veille, camping sur place. **Contact : reclaimthefields.org** ou <http://zad.nadir.org>. **Chèques de soutien à l'ordre des Amis de la Conf'**, en spécifiant **Action Notre-Dame-des-Landes**. **Amis de la Conf'**, 104 rue Robespierre, 93170 Bagnolet.

Avignon : Naturavignon, 7 et 8 mai, au domaine de la Souvine, route de Bel-Air, à Montfavet. Thème de l'année : Pour sauvegarder la Terre, éduquer les êtres humains". Marché bio et artisanal, espace pédagogique pour les jeunes, 40 ateliers, 20 conférences. Samedi 7 : Education et pédagogie (10h), le centre agroécologique des Amanins (13h), des enjeux planétaires à la construction d'une maison autonome (15h). Forum bilan du Grenelle de l'environnement (20h). Dimanche 8 mai : habitat groupé écologique en auto-promotion (10h), faciliter l'agriculture bio en Paca (12h), pour une gestion écologique de l'eau (14h), économies d'énergie et efficacité énergétique (16h), forum Alimentation, environnement et santé (18h)... **Avenir**, BP 87, 84143 Montfavet cedex3, tél : 09 54 18 24 57, avenir84.org.

Loire-Atlantique : stage phytoépuration, 7 et 8 mai à Dreffage (près de Missillac), stage tout public, comparaison méthode eau vivante / aquatris plus réalisation pratique. Nombre de places limité. **Organisé par Médico-Terraque**, tél : 02 99 90 21 20, <http://medioterraque.blogvie.com>.

Nancy : initiation à la communication non-violente, 7 et 8 mai au centre culturel de Placieux à Villers-lès-Nancy, formation professionnelle organisée par le **MAN-Nancy**, **Mouvement pour une alternative non-violente**, tél : 03 83 40 13 44 ou man.nancy@wanadoo.fr.

Toulouse : forum de l'agriculture biologique, à 14h30, centre de congrès Diagona, rue Pierre-Gilles-de-Gennes à Labège, conférences de Pierre Rabhi,



agenda

santé

politique, société

fêtes, foires, salons

éducation

films, spectacle, culture

dans la rue

habitat

nord / sud

Bio bio formation

décroissance

femmes

paix

énergies

environnement

vélo

Alsace : Ecotidienne

Initiation à la construction en bottes de paille/enduits terre, 2 mai

Fabriquer et appliquer ses enduits de terre crue, 6 mai

Fabriquer et appliquer ses peintures murales naturelles, 7 mai

Fabriquer ses produits d'entretien, 10 mai au GRAINE à Haguenau

Enduits décoratifs à la chaux, 16 mai

Préparer ses boissons naturelles, 20 mai

Cosmétiques naturels, 27 mai

Programme détaillé : Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Marc Dufumier, Guy Kastler, Lydia et Claude Bourguignon. *Alterrenat Presse*, 82120 Mansonville, tél. : 05 63 94 15 50, www.alterrenat-presse.com.

8 mai
Arrière : reconnaissance des arbres et utilisations médicinales, alimentaires, utilitaires : près de Montbel. L'Ortie, Lasserre-du-Moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél. : 04 68 63 60 37, ortie.asso.fr.

Paris : marche des indigènes de la République, 15h, boulevard Barbès, contre l'islamophobie et la négrophobie, contre la notion coloniale de la "nation". www.indigenes-republique.fr.

9 mai
Lyon : sociocratie, 18h30, complexe Latreille, 23 rue de Bourgogne, Lyon 9°. Conférence de Gérard Endenburg, créateur de la sociocratie, organisée par le Centre français de sociocratie. *Entrée libre*, contact : tél. : 03 63 60 04 60, secretariat.cfs@gmail.com.

12 mai
Arrière : enduits chaux, 12 et 13 mai à Mirepoix. *Ecorce, Petite Fournet et Barbéou*, 09500 Mirepoix, tél. : 05 61 69 55 38, www.ecorce.org.

Lyon : philosophie de l'anarchie, 12 au 15 mai, jeudi et vendredi à l'ENS, 15, parvis René-Descartes, Lyon 7e (M°Debourg), le samedi au Cedrats, 27, montée Saint-Sébastien, Lyon 1er (M°Croix-Paquet), dimanche à la Maison des associations, 28, rue Denfert-Rochereau, Lyon 4e (M°Hénon). Jeudi, 10h : Proudhon et l'anarchie ; 14h : anarchie nature mystique. Vendredi, 9h30 à 18h, philosophie et anarchie. Samedi à 9h30 : théorie des pratiques libertaires, à 14h : une philosophie non-dogmatique. Dimanche à 10h : Genre et anarchie, 14h : actualité du sujet révolutionnaire. Cedrats, 27, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél. : 04 78 29 90 67.

14 mai
Agen : stage de formation à l'action directe non violente, 14 et 15 mai, Les désobéissants, Xavier Renou, tél. : 06 64 18 34 21, www.desobeir.net.

Lyon : salon des éditions libertaires, 14 et 15 mai, maison des associations, 32, rue Denfert-Rochereau, Lyon 4°. Livres, revues, brochures, affiches, films, CD, DVD, cartes postales, logiciels... Projection, signatures, débats... Salons des éditions libertaires, c/o Librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, tél. : 04 78 61 02 25, salonzedlib@lagryffe.net.

Hérault : légumes et fruits bio sans apport d'eau, les 14 et 15 mai à Olmet-et-Villecun, comment laisser pousser les mauvaises herbes, leur rôles dans un potager et un verger, *Savoir-faire & Découverte*, La Caillière, 61100 La Cameille, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Orne : fête de la bio, 14 et 15 mai, à la ferme de la Bonelière à Saint-Mars-d'Égrenne, GAB 61, 52, boulevard du dernier chasseur, BP36, 61001 Alençon cedex, tél. : 02 33 31 47 82, gab.61@wanadoo.fr.

15 mai
Isère : cette année, je démarre un Bio potager bio, 14 et 15 mai, stage concret sur le site de Terre Vivante, domaine de Raud, 38710 Mens, tél. : 04 76 34 80 80, www.terrevivante.org.

Chambéry : visite de la maison des énergies, de 14h à 18h, visite d'un bâtiment 100 % énergies renouvelables, avec chauffe-eau solaire, chauffage solaire et bois, rencontre avec des conseillers énergies. ASDER, maison des énergies, 562, avenue du Grand-Ariétaz, BP 99499, 73094 Chambéry Cedex 9, tél. : 04 79 85 88 50, www.asder.asso.fr.

Paris : rallye contre le racisme et pour les droits de l'homme, à 13h30, à rollers, à pied, à vélo, du siège du MRAP, 43, boulevard de Magenta, à l'Hôtel de Ville, en passant par 16 lieux de mémoire. MRAP, tél. : 01 53 38 99 99, www.mrap.fr.

15 mai
Côtes-d'Armor : fête du jardinage, au Centre régional d'initiation à la rivière de Belle-Isle-en-Terre, promotion du jardinage naturel, du compostage, de la récupération de l'eau de pluie... *Eaux & Rivières de Bretagne*, 22810 Belle-Isle-en-Terre, tél. : 02 96 43 08 39, <http://educatif.eau-et-rivieres.asso.fr>.

Journée de l'objection de conscience, Un peu partout, soutien aux objecteurs emprisonnés. En Allemagne, à Berlin, grande fête pour la fin de la conscription.

Bas-Rhin : marché bio, à Schopperten, conférence à 11h : le jardin, un être vivant. Film à 14h : Small is beautiful. La Sarre'dine bio, 12, rue des Hirondelles, 67260 Schopperten, tél. : 06 77 16 56 74.

Bouches-du-Rhône : fête des Panniers marseillais, de 10h à 18h, au Domaine de Sulauze (Miramas), journée festive ouverte à tous, marché paysan bio animé par des producteurs (légumes, fruits, fleurs, céréales, huile, fromage, pain, vins...). Stands des paniers des différents quartiers, animations pour les enfants, conférences de Fabrice Nicolino, Jean-Pierre Berlan, Gilles Nalboune, François Pecqueur... *Les Panniers marseillais, cité des associations*, B199-93, La Canebière, 13001 Marseille, tél. : 04 91 42 67 52, contact@lespanniersmarseillais.org.

16 mai
Tours : femmes, que transmettons-nous ? à 18h30 au "16 congrès", 27, boulevard Heurteloup (angle place de la Gare). *Café des femmes*, <http://cafe-desfemmes.over-blog.fr>.

18 mai
Ardèche : le potager agroécologique (niveau 2), 18 au 23 mai, dans les jardins du mas de Beaulieu. *Terre et humanisme*, mas de Beaulieu, BP19, 07230 Lablachère, Virginie tél. : 04 75 36 65 40, virginie@terre-humanisme.org.

Ardèche : initiation à l'apiculture, 18 et 19 mai, dans les jardins du mas de Beaulieu. *Terre et humanisme*, mas de Beaulieu, BP19, 07230 Lablachère, Virginie tél. : 04 75 36 65 40, virginie@terre-humanisme.org.

19 mai
Lyon : expédition de Silence. 19 et 20 mai. Jeudi à partir de 15h,

repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

20 mai
Avignon : désobéissance civile, à 18h30 au cinéma Jean-Renoir, film suivi d'un débat avec les philosophes Benoît Spinoso et Vladimir Biaggi. *Maison des Jeunes et de la Culture, boulevard Emile-Zola*, 13500 Martigues, tél. 04 42 07 05 36.

20 mai
Ardèche : santé des plantes, 20 au 22 mai, dans les jardins du mas de Beaulieu. *Terre et humanisme*, mas de Beaulieu, BP19, 07230 Lablachère, Virginie tél. : 04 75 36 65 40, virginie@terre-humanisme.org.

21 mai
Rhône-Loire : communication et non-violence, à Vénissieux, près de Lyon. Formation interactive : questions-réponses, exercices, réflexions, apports théoriques. *Ifman Rhône-Loire*, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28, www.ifman.fr.

Alpes-Maritimes : huiles essentielles, 21 et 22 mai, dans le jardin du musée international de la parfumerie (La Bastide du Parfumeur) à Mouans-Sartoux. Stage animé par Albrecht Von Keyserlingk, distillateur d'huiles essentielles en Corse, *Association Hélichryse, La Commanderie*, 06 750 Valdeuroure, tél. : 04 93 60 39 88, helichryse.com.

Marseille : veggie pride, à 14h, place des Réformés (M° Réformés). Manifestation en faveur du végétarisme. Une soirée sera organisée à partir de 18h. site internet : marseille.veggiepride.fr.

Alpes-Maritimes : stage de formation à l'action directe non violente, 21 et 22 mai à Roquefort-les-Pins, Les désobéissants, Xavier Renou, tél. : 06 64 18 34 21, www.desobeir.net.

Drôme : forum des Oasis en tous lieux, 21 et 22 mai au centre des Amanins (Roche-sur-Grâne). Samedi : Introduction avec P. Rabhi, présentation des Oasis en fonctionnement et en projet, ateliers, partage d'expérience, table-ronde : du projet à la concrétisation avec A. Aubry (Colibri), spectacle "les petites graines". Dimanche : atelier "attentes et perspectives"... *Oasis en tous lieux*, BP 14, 07230 Lablachère, tél. : 04 75 39 37 44, www.oasisentouslieux.org.

Lyon : osez la vannerie, les 21 et 22 mai, de la culture biologique des végétaux à la création d'objets traditionnels. *Savoir-faire & Découverte*, La Caillière, 61100 La Cameille, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Belgique : l'eau, la terre, la vie et nous, 21 et 22 mai à Ciney, un week-end sur le thème de l'eau, avec la participation de Joseph Orszagh, Laurence Demaret, Vincent Kervyn, Marc Van Damme, Corinne Mommen et Hellena ter Ellen, conférences, témoignages, ateliers pratiques. *Les Amis de la Terre*, rue Nanon, 98, B 5000 Namur, tél. : 081/39 06 39, www.amisdelaterre.be.

Isère : tous les secrets d'une cuisine saine, gourmande et facile, 21 et 22 mai, stage concret sur le site de Terre Vivante, domaine de Raud, 38710 Mens, tél. : 04 76 34 80 80, www.terrevivante.org.

Le Havre : contre le G8 de Deauville, à 15h, gare du Havre, CNT Le Havre, BP 411, 76057 Le Havre cédex, cnt-lehavre@cnt-f.org.

Lyon : nuit du cinéma militant, à 20h, à la MJC du Vieux-Lyon, 5, place Saint-Jean, 5° (M°Saint-Jean), sélection d'œuvres de jeunes cinéastes engagés. *Crefad*, 2, rue Neyret, 69001 Lyon, tél. : 04 37 26 00 67.

Vannes : inter-Sel de Bretagne, 21 et 22 mai, ateliers, conférence le samedi soir de D. Mandin, sociologue auteur en 2009 de *Les systèmes d'échanges locaux, circulation affective, économie monétaire*, dimanche à 11h, table-ronde : les valeurs du SEL sont-elles encore fédératrices ? *Sel du Golfe du Morbihan*, maison des associations, 6, rue de la Tannerie, 56000 Vannes, tél. : 02 97 66 73 43.

22 mai
Drôme : Croquons nature ! au square de la Mairie, à Saint-Marcel-lès-Valence, stands associatifs, ateliers nature, agroécologie, découverte des plantes, savoir-faire ancestraux... *Croquons nature*, Viviane Amin-Vignon, 10, rue des Margillères, 26320 Saint-Marcel-lès-Valence, www.croquonsnature.org.

Calvados : faire soi-même des tisanes, à Saint-Jean-le-Blanc, cueillettes en pleine nature, repas de plantes sauvages, réalisation de tisanes, *Savoir-faire & Découverte*, La Caillière, 61100 La Cameille, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Saône-et-Loire : FestiLux, à Lux (sud de Chalon-sur-Saône). Thème de l'année : agriculture et santé. *Mairie*, 2, rue Raymond-Balaz, 71100 Lux, tél. : 06 43 11 64 38.

Lozère : dimanche au bord de l'eau, dès 10h, au mas Lo Bissac, à Saint-Martin-de-Boubaux, journée sur le thème de l'eau : source d'imaginaire et de poésie ; source d'énergie ; source de savoir et de recherche ; ressource à respecter et à économiser. *Association l'Esperluette*, Le Veyrassi, 48160 Saint-Hilaire-de-Lavit, tél. : 04 66 45 40 06.

Notre-Dame-des-Landes, randonnée militante autour du site du projet d'aéroport pour une nouvelle protestation. *ACIPA*, BP 5, 44130 Notre-Dame-des-Landes, tél. : 06 71 00 73 69, <http://acipa.free.fr>.

Suisse : Sortons du nucléaire, centrale de Bezna (canton d'Argovie), manifestation contre les nouveaux projets de réacteurs nucléaires en Suisse. Il s'agit d'anticiper un référendum qui se tiendra probablement en 2013 sur la poursuite ou non de l'option nucléaire. Manifestations convergentes avec plusieurs longueurs selon que vous voulez marcher ou vous promener en famille. Programme et organisation des transports : *Sortons du nucléaire*, Case postale 1019, 8026 Zurich, tél. : +41 (0)77 472 01 39, www.sortonsdunucleaire.ch.

23 mai
Rhône-Loire : communication et faciliter la relation, 23 et 24 mai à Vénissieux, près de Lyon. Formation interactive : questions-réponses, exercices, réflexions, apports théoriques. *Ifman Rhône-Loire*, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28, www.ifman.fr.

24 mai
Aude : construire en paille, 24 au 26 mai à Festes, initiation aux techniques + visites... *Ecorce, Petite Fournet et Barbéou*, 09500 Mirepoix, tél. : 05 61 69 55 38, www.ecorce.org.

25 mai
Lyon : Les femmes et le génocide des Tutsis au Rwanda, 18h, lieu à préciser. Conférence, projection, témoignages et débats sur les femmes pendant le génocide des Tutsis au Rwanda et sur les femmes rescapées du génocide des Tutsis au Rwanda, organisée par l'association Ibuka, à l'occasion de la 17^e commémoration du génocide. *Ibuka Lyon*, s/c SOS Racisme, 10, rue de l'Epée, 69003 Lyon, www.ibuka-france.org.

26 mai
Chambéry : gérer l'eau dans l'habitat, à 20h, Comment récupérer l'eau de pluie pour les usages domestiques, installer des économiseurs d'eau, voire même réfléchir à l'installation de toilettes sèches dans certaines conditions ? *ASDER*, maison des énergies, 562, avenue du Grand-Ariétaz, BP 99499, 73094 Chambéry Cedex 9, tél. : 04 79 85 88 50, www.asder.asso.fr.

Paris : rencontre avec J. Rancière, à 19h, Atelier 7 du 104, 104, rue d'Auber-villiers, 19° (M°Riquet). Présentation de son livre *Les écarts du cinéma*. <http://lafabrique.fr>.

 **Dijon : Bio & co**, 27 au 30 mai, parc des expos, 250 exposants répartis sur 17 villages. *Bio & co*, 17, avenue Charles-Siffert, 25000 Besançon, tél. : 03 81 55 73 68, www.salonbioeco.com.

 **Paris : Journées de nutrition critique**, 27 et 28 mai à l'Université Paris 8 à Saint-Denis (terminus M°13). Alors qu'il existe une réelle critique de l'influence de l'industrie pharmaceutique sur la médecine depuis une quinzaine d'années, il n'existe à proprement parler pas encore de réflexion critique élaborée équivalente pour ce qui touche au rôle de l'industrie agroalimentaire et des dysfonctionnements des institutions publiques régulatrices en matière de nutrition. Ce colloque, organisé par l'Association de diététique et nutrition critiques, se veut l'un des premiers jalons en France pour combler ce vide. Avec des intervenants comme J.-F. Narbonne, I. Darnis, C. Labbé, A. Picot, C. Aubert, M. Grosman, R. Lenglet, A. Cicoletta... Entrée gratuite sur inscription. *ADNC*, 25, rue Marie-Roisen, 60800 Crépy-en-Valois, contact@adnc.org.

 **Orne : réinventons le travail à la campagne**, 27 au 29 mai à Athis-de-l'Orne, festival avec spectacles, débats, rencontres... Interrogation sur le travail aujourd'hui, ceux qui en ont trop, ceux qui n'en ont pas, celui qu'on peut faire ensemble. *Théâtre de la Boderie*, La petite Boderie, 61430 Sainte-Honorine-la-Chardonne, tél. : 02 33 65 90 46.

 **Drôme : rencontre nationale de la construction paille**, 27 au 29 mai, le premier jour aux Amanins (à Grâne) puis à Die. *Les Compailleurs*, Liffemet, 46100 Lunan, tél. : 05 65 43 57 64, www.compailleurs.eu.

 **Melun : 140^e anniversaire de la Commune de Paris**, à 20h, à l'Astrocatafé, médiathèque de l'Astrobale, 25, rue du Château, Ile-Saint-Etienne, rencontre avec L. Godineau, historienne. *Amis du monde diplomatique*, J.-L. Perrin, tél. : 01 60 66 35 92 ou amd77@wanadoo.fr.

 **Saône-et-Loire : introduction au jardinage biodynamique**, 28 et 29 mai, avec Pierre Masson, au Domaine de Saint-Laurent, 71250 Châteauneuf. *Inscriptions : Maison de l'agriculture biodynamique*, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.

 **Drôme : Naturellement ! foire écologique de Nyons**, 28 et 29 mai, promenade de la Digue, *Ceder*, 15, avenue Paul-Laurens, 26110 Nyons, tél. : 04 75 26 22 53, www.ceder-provence.org.

 **Partout : fête du vélo 2011**, 28 et 29 mai.

 **Auxerre : stage de formation à l'action directe non violente**, 28 et 29 mai, *Les désobéissants*, Xavier Renou, tél. : 06 64 18 34 21, www.desobeir.net.

 **Orne : cultiver votre jardin aromatique et médicinaux**, à La Ferté-Macé, visite d'un jardin, règles de base à respecter, accompagner le développement des plantes, gérer les insectes, *Savoir-faire & Découverte*, La Caillière, 61100 La Carneille, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

 **Nord : jardiner au naturel**, à Willems, visite d'un jardin, comment produire ses légumes et progresser vers l'autonomie alimentaire, choix des semences, outils, amendements de qualité, *Savoir-faire & Découverte*, La Caillière, 61100 La Carneille, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

 **Yonne : stage désobéissants**, 28 et 29 mai, formation à l'action directe non-violente et à la désobéissance civile, auberge espagnole à prix libre, camping, toilettes sèches, *renseignements et inscriptions : lapining@free.fr* ou tél. : 06 03 92 20 13.

 **Isère : je crée et j'entretiens une mare naturelle**, 28 et 29 mai, stage concret sur le site de *Terre vivante*, domaine de Raud, 38710 Mens, tél. : 04 76 34 80 80, www.terrevivante.org.

 **Paris : manifestation de soutien aux sans-papiers**, à 14h, place de la République, contre le racisme et la politique d'immigration du gouvernement. www.reseau-terra.info.

 **Aude : premières leçons d'apiculture** : à Saint-Jean-de-Paracol. L'Ortie,

Lasserre-du-Moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél. : 04 68 20 36 09, lortie.asso.fr.

 **Périgord : les clefs du jardin naturel**, 29 au 30 mai, à l'Ecocentre. La pharmacie au jardin, plantes compagnes, plantes médicinales. *Ecocentre du Périgord*, Froidefont, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél. : 05 53 52 59 50, <http://ecocentre.org>.

 **Hautes-Alpes : la terre et ses utilisations en construction**, 30 mai au 3 juin, à Eourres. *Sensetautonomie*, Le Village, 05300 Eourres, tél. : 04 92 49 65 93, <http://sensetautonomie.wordpress.com>.

 **Paris : Y a-t-il des formes spécifiques dans l'architecture écologique ?** à 20h, au Café Les Trois Arts, 21, rue des Rigoles, Paris 20^e (M°Jourdain) dans le cadre des cafés bioconstruction Bâtir Sain, programme sur <http://batirsain.org>.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces** : Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais** : Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées** : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection** : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

■ Pour des raisons de confidentialité, les annonces ne sont disponibles que pour la version papier.

annonces



Perte de refroidissement

Le vendredi **11 mars**, l'alerte est donnée à 22h47⁽¹⁾ : le réacteur n°1 présente à l'extérieur du bâtiment une radioactivité 1000 fois supérieure à la normale. Le **12 mars** à 7h36, l'enceinte de ce réacteur explose. Les autorités ont évacué la population à 10km à la ronde et étendent la mesure à 20 km (140 000 personnes évacuées). Elles demandent aux personnes habitant dans un rayon de 50 km de s'enfermer chez elles. La radioactivité sur le site monte à 10 000 fois la normale. De l'eau de mer enrichie en bore est injectée pour essayer de noyer le cœur. L'accident est d'abord estimé de niveau 4. Il passera à 6 le 14 mars (7 c'est Tchernobyl). A 16h, le gouvernement allemand invite ses ressortissants habitant Tokyo ou plus au nord à partir vers le sud du pays. L'ambassade de France attend le lendemain à 9h.

Le gouvernement français dans le déni

Le **13 mars**, une manifestation réunit 500 personnes à Paris. Sur France 2, Nathalie Kosciusko-Morizet dénonce l'opportunisme des antinucléaires français et se félicite du "retour d'expériences qui va permettre d'améliorer la sûreté des centrales en France". Pour Henri Guaino, conseiller spécial du président Nicolas Sarkozy : "L'accident nucléaire au Japon pourrait favoriser l'industrie française dont la sécurité est une marque de fabrique". Jean-François Copé : "En aucun cas, ces accidents ne doivent remettre en cause les choix stratégiques du pays en matière d'énergie". Eric Besson : "Cet accident n'a rien à voir avec Tchernobyl". A 23h30, explosion du réacteur n°3. Celui-ci fonctionne depuis le 22 septembre 2010, avec un combustible mixte uranium-plutonium (Mox) fourni par Areva, beaucoup plus toxique que celui du premier réacteur. Sept personnes travaillant sur la centrale sont portées disparues. Le système de refroidissement est détruit.

Recul politique... sauf en France

Le **14 mars** à 4h, le nuage radioactif touche pour la première fois le nord de Tokyo. A 14h, le gouvernement japonais annonce que 180 000 personnes sont déplacées et au moins 187 personnes contaminées. Angela Merkel annonce la suspension des autorisations de prolongement des réacteurs nucléaires allemands... pour trois

mois. Des manifestations pour l'arrêt du nucléaire se déroulent dans 450 villes allemandes, réunissant plus de 100 000 personnes. Sarkozy affirme : "Pas question de sortir du nucléaire" (...). "Si on a perdu des marchés et des appels d'offres, c'est parce qu'on est les plus chers. Et si on est les plus chers, c'est parce qu'on est les plus sûrs !" Et de mentir : "L'EPR, je connais bien le chantier (...) on a

sont en cours d'évacuation. A 2h, nouvelle explosion sur le réacteur n°2 avec brutale hausse de la radioactivité : 70 000 fois supérieure à la limite autorisée. Une telle dose pendant douze heures est considérée comme mortelle. Le cœur du réacteur n°2 pourrait être à l'air libre. L'eau de la piscine des déchets du réacteur n°4 s'est évaporée ou a fui, et, à 9h44, les déchets

A midi, déclaration de Nicolas Sarkozy : "La France a fait le choix de l'énergie nucléaire, qui constitue un élément essentiel de son indépendance énergétique et de la lutte contre les gaz à effet de serre". Le réseau Sortir du nucléaire réagit immédiatement : "Le président Sarkozy privilégie la santé de l'industrie nucléaire à celle des Français". Réaction de Jean-Luc Mélançon : "Une autruche dirige notre pays".

Japon

"Un cauchemar au ralenti"

Le séisme d'une intensité de 8,9 qui a frappé le Japon le 11 mars 2011, et ses multiples répliques, ont provoqué l'arrêt d'urgence de 11 réacteurs situés entre 50 et 350 km au nord de Tokyo. A Fukushima, 6 réacteurs ont été particulièrement touchés : coupure de l'alimentation électrique, fissures dans les piscines de stockage du combustible usé, perte de refroidissement des cœurs des réacteurs 1, 2 et 3. Au moment où nous mettons sous presse, les tentatives de refroidissement échouent les unes après les autres et les taux de radioactivité montent. Retour sur l'accident.

la double coque (...) si un Boeing 747 s'écrase sur une centrale, le réacteur n'est pas touché⁽²⁾. Le gouvernement suisse annonce la suspension des projets de nouveaux réacteurs dans le pays et une étude sur la poursuite des cinq réacteurs actuellement en fonctionnement.

La catastrophe s'amplifie

Le **15 mars** à 0h03, explosion du réacteur n°2. La radioactivité au niveau de la centrale est 10 000 fois supérieure à la limite autorisée. Le nuage radioactif se dirige vers Tokyo. Le gouvernement japonais demande aux femmes et aux enfants de la capitale de partir vers le sud de l'archipel ou à l'étranger. Les journalistes sont interdits à moins de 30 km de la centrale. 200 000 personnes vivant entre 20 et 30 km du site

prennent feu. La pluie commence à tomber, précipitant les particules radioactives au sol dans un large rayon.

L'Europe politique s'échauffe

A 10h, Dominique de Villepin accuse le gouvernement français d'être dans le déni. Le gouvernement allemand décide d'arrêter provisoirement sept réacteurs nucléaires construits avant 1980 (il en resterait donc 10 en activité). A midi, changement de ton : "On s'achemine vers une catastrophe nucléaire" déclare Nathalie Kosciusko-Morizet. A 13h, des rassemblements silencieux se tiennent dans une trentaine de villes en France. Le 16 mars, à 0h20, l'incendie des déchets sur le réacteur n°4 est éteint. A Tokyo, la radioactivité est 300 fois la normale.

Des "liquidateurs" condamnés

Le **16 mars**, la députée de Moselle et secrétaire nationale du PS à l'Energie, Aurélie Filippetti, déplore une "vision dépassée" de son parti sur "le risque nucléaire". La CRII-Rad annonce que les travailleurs sur le site sont soumis à des radiations 4 millions de fois supérieures au niveau naturel... et qu'ils sont donc sacrifiés. Aux Etats-Unis, un responsable du MIT, Massachusetts Institute of Technology, dit à la télévision : "C'est un cauchemar au ralenti".

Le **17 mars**, à 20h, François Fillon déclare : "S'il apparaissait qu'une centrale française présente le moindre risque à l'issue des tests, elle serait fermée". Réponse du Réseau Sortir du nucléaire : "Si vous dites vrai, alors vous pouvez fermer toutes les centrales présentes des risques !"

Le **18 mars**, à 12h, point presse de l'ASN, Autorité française de Sûreté Nucléaire, Philippe Jamet : "La plupart des réacteurs nucléaires au monde seraient en grande difficulté s'ils avaient été confrontés aux mêmes catastrophes naturelles qu'a subies la centrale japonaise de Fukushima la semaine dernière. (...) Très franchement, beaucoup de spécialistes, sinon tous, ont été très surpris de voir qu'on pouvait perdre en même temps l'électricité et la source froide [système de refroidissement], c'est cataclysmique". Selon Jean-Marie Brom, physicien nucléaire, proche du Réseau, de multiples scénarios peuvent conduire à une perte de refroidissement tels que ce qui se passe au Japon. Il n'y a besoin pour cela ni de séisme, ni de tsunami.

Le **19 mars**, Svetlana Alexeievitch, auteure de La supplication, déclare à l'agence Reuters : "Les gens que j'ai rencontrés au Japon m'ont dit que chez eux un Tchernobyl bis serait impossible. En France, en Allemagne et aux Etats-Unis, j'ai entendu la même chose : leurs centrales sont les plus sûres au monde. Mais l'académicien soviétique Anatoli Alexandrov me disait la même chose il y a 25 ans : les centrales soviétiques sont tellement sûres qu'on peut en construire une sur la place Rouge".

Extension du domaine de la lutte

Le **20 mars**, des parlementaires allemands rendent public un rapport secret portant sur des tests de résistance menés dans l'ensemble des 17 réacteurs du pays : le rapport conclut qu'aucun réacteur n'est à la hauteur des normes exigées. Le CNIC, Centre citoyen d'information du nucléaire de Tokyo, demande l'évacuation des personnes confinées entre 20 et 30 km de la centrale, mais également au-delà des 30 km en commençant par les femmes enceintes.

A 15h, des rassemblements se tiennent dans 130 villes de France. A Paris, un millier de personnes se retrouvent devant l'Assemblée nationale. Près de 10 000 ont manifesté près de Fessenheim... avec une majorité d'Allemands. Au total, environ 20 000 manifestants.

Le **21 mars**, la CRIL-Rad publie les premières analyses sur des aliments provenant de la région agricole au nord de Tokyo, à 100 km de la centrale : alors que la limite pour la consommation est de 600 bq/kg, des épinards, cueillis le dimanche, ont été mesurés avec des taux de 6000 à 15 000 bq/kg pour le seul iode 131.

A 19h30, dans le "Grand journal" de Canal+, Martine Aubry annonce "Dans un premier temps, il faut faire un audit des 58 réacteurs, regarder Fessenheim, qui s'en occupe, (...) regarder celles qui sont sur les zones inondables (...) Il faut un moratoire (...). Il faut baisser le nucléaire. Je crois qu'il faut sortir du nucléaire, soyons sérieux, il faut aller vers une sortie en 20 ou 30 ans. (...) Il y a en France une filière nucléaire avec des compétences, il faut faire un transfert de ces compétences vers la gestion des déchets, les énergies renouvelables (...) Nous devons immédiatement rentrer dans une transition énergétique. Ce sera dans le programme électoral du PS en 2012".

Au même moment, plusieurs collectivités allemandes comme le district de Fribourg ont engagé une démarche pour demander au gouvernement français de fermer les réacteurs de Fessenheim (Alsace).

Peut-on évacuer Tokyo ?

Le **22 mars**, la radioactivité dans les rues de Tokyo est en hausse. Des journalistes japonais posent la question d'évacuer la population plus largement. Etendre seulement l'évacuation à 80 km autour du réacteur nécessiterait déjà d'évacuer 7 millions de personnes. Tokyo, c'est 35 millions ! Les partis socialistes allemand et autrichien lancent une campagne

pour obtenir un référendum au niveau européen pour l'arrêt du nucléaire. L'annonce est faite par le premier ministre autrichien, Werner Faymann.

Au même moment, les autorités des cantons suisses de Bâle Ville et Bâle Campagne demandent au gouvernement français de fermer Fessenheim. Le gouvernement italien annonce le report d'un an du référendum prévu en juin 2011 qui devait annuler celui de 1987 qui a interdit la construction de centrales nucléaires en Italie après l'accident de Tchernobyl.

Le **23 mars**, à Tokyo, les autorités japonaises interdisent la consommation de l'eau du robinet pour les bébés, l'eau étant trop radioactive.

A 8h30, une fumée de plus en plus intense s'échappe du réacteur n°3. On mesure un record de

le patronat en lui annonçant que l'arrêt des réacteurs n'était que pour la durée des élections qui se tiennent le 27 mars. Malheureusement, un des patrons présents n'a pas apprécié et a donné l'info aux journalistes... Le patron des patrons a démissionné le 25 mars. Les autorités autrichiennes estiment que le nuage radioactif correspond déjà à 20 % de l'iode 131 libéré par Tchernobyl et 50 % du césium 137.

Dans Paris-Match, l'ambassadeur de France au Japon fait remarquer : « Ce sont ceux qui connaissent le mieux le sujet qui se sont affolés les premiers ». Les employés d'Aréva ont déguerpi dès le lendemain du tsunami.

Le **25 mars**, les autorités japonaises interdisent la consommation des légumes cultivés dans les potagers de la préfecture de Tokyo.

SORTIE DU NUCLÉAIRE



radioactivité : 5 millions de fois la normale. Toute la journée, la radioactivité mesurée dans l'air à Tokyo augmente. A 13h, la Gesellschaft für Strahlenschutz (société pour les rayonnements ionisants), l'équivalent allemand de l'IRSN, demande au gouvernement japonais d'étendre les mesures d'évacuation.

Situation incontrôlée

Ce même jour, Le Canard enchaîné révèle qu'il n'y aucun plan pour l'Ile-de-France en cas d'accident nucléaire car selon la préfecture "il n'y a pas de centrales nucléaires dans la région". C'est vrai, la centrale de Nogent-sur-Seine est à 8 km de la limite de la région ! (et à 225 km de Paris, soit sensiblement la même distance qu'entre Fukushima et Tokyo)

Le **24 mars**, scandale en Allemagne : les médias annoncent qu'au cours d'une réunion secrète, le gouvernement a voulu rassurer

le professeur Hiroaki Koide, de l'Université de Tokyo, estime que l'accident a maintenant atteint le niveau 7. Il dénonce le manque de mesures de sécurité : alors qu'à Tchernobyl, la zone interdite a été déterminée par un niveau de pollution au sol de 550 000 bq/m², des mesures indiquent qu'à l'ité, à 40 km du site, nous en sommes déjà 3 260 000 soit 6 fois plus et les gens n'y sont même pas confinés.

Le **26 mars**, c'est le 40^e anniversaire du réacteur de Fukushima n°1 ! On apprend que 17 salariés de la centrale sont déjà hospitalisés dans un état grave. Le nuage atteint l'Europe, il est très faiblement radioactif.

Manifestations

Manifestations antinucléaires monstres dans quatre villes d'Allemagne : plus de 200 000 manifestants en tout selon la police, 250 000 selon les organisateurs. Egalement plus de 1000 manifestants à Genève pour demander l'arrêt des réacteurs suisses. 300

lycéens ont manifesté à Tokyo et autant à Nagoya (grande ville au sud de Tokyo) pour demander l'arrêt du nucléaire. 1300 manifestants à Schengen (Luxembourg), à l'appel de 36 communes luxembourgeoises qui demandent à la France l'arrêt de la centrale de Cattenom.

Le **27 mars**, la CDU, droite au pouvoir, perd les élections régionales dans le land du Bade-Wurtemberg (Stuttgart), à droite depuis 1953. Les Verts font 24,2 % des voix et devancent le SPD : la présidence de la région devrait donc leur revenir. Le gouvernement perd sa majorité dans la chambre haute. Il y a quatre réacteurs dans cette région.

28 mars, 32^e anniversaire de l'accident de Three-Mile Island, en Pennsylvanie. A l'époque, un nuage radioactif a été provoqué pour éviter que le réacteur n'explose. Le cœur a partiellement fondu. 100 000 personnes avaient été évacuées et 400 femmes enceintes de moins de trois mois avortées pour éviter le risque de bébés malformés. Aucun chantier de centrale nucléaire n'a été mis en route aux Etats-Unis depuis cette date.

De pire en pire

Ce même jour, le gouvernement japonais annonce l'interdiction d'utiliser les eaux de pluie pour la distribution d'eau dans tout le pays. Il demande aussi aux personnes évacuées de ne pas revenir chez eux ! Le même jour, du plutonium a été détecté dans plusieurs échantillons de sol prélevés autour de la centrale. Le plutonium est non seulement radioactif, mais aussi un violent poison chimique. Un milliardème de gramme inspiré suffit à provoquer un cancer du poumon. Sa période est de 24 400 ans.

Le **29 mars**, devant le parlement, le premier ministre japonais annonce qu'il va falloir évacuer les gens entre 20 et 30 km soit 130 000 personnes supplémentaires. TEPCO, Hitachi annoncent que la situation devient difficile : les 600 personnes sur le site sont épuisées (et irradiées) et il est difficile de leur trouver des remplaçants ! Les entreprises sous-traitantes n'arrivent pas à recruter. Et il manque de personnes ayant les compétences requises. Qui peut venir les remplacer ? Sarkozy ? Il annonce son arrivée à Tokyo pour le 31 mars !

(chronologie arrêtée le 30 mars à 12h)

- (1) toujours en heure française, il est 8h de plus à Tokyo.
- (2) Le Réseau Sortir du nucléaire a été poursuivi en justice (mais a bénéficié d'un non-lieu) pour avoir rendu public en 2003 un document "confidentiel défense" qui affirme exactement le contraire.



D. R.

▲ Les réacteurs 1 à 4 de la centrale de Fukushima



TEPCO

▲ Tout est sous contrôle !

Fukushima peut-il provoquer un séisme politique en France ?

Il est possible de sortir du nucléaire : techniquement, ce n'est pas très difficile (voir article page 33), le problème est donc de savoir comment faire pour obtenir une décision politique en ce sens.

GABRIELLE HECHT, DANS SON OUVRAGE *LE RAYONNEMENT DE LA FRANCE*⁽¹⁾, MONTRE comment un consensus politique s'est mis en place après-guerre entre les deux grands partis de l'époque : les Gaullistes et les Communistes. Sentant baisser l'influence de la France au niveau mondial, prévoyant déjà la décolonisation des années 1960, le gouvernement d'union nationale s'est trouvé un substitut pour favoriser l'unité nationale : l'atome de la paix !

Cet atome de la paix n'en avait que la façade puisque l'on sait aujourd'hui que les premiers réacteurs nucléaires français⁽²⁾ ont d'abord été pensés pour produire du plutonium pour la bombe atomique.

Jusqu'en 1973, ce consensus fait que la critique de l'atome se concentre surtout sur l'utilisation militaire. Mais quand, après une première crise d'approvisionnement en pétrole, le gouvernement — Valéry Giscard d'Estaing en première ligne⁽³⁾ — propose de lancer un vaste programme de 200 réacteurs nucléaires pour l'an 2000 dont 20 surgénérateurs fonctionnant au plutonium, une opposition voit le jour. Celle-ci va accompagner le développement du mouvement écologiste, même si elle est plus large (avec aussi des opposants de l'extrême-gauche, des libertaires, des scientifiques, des religieux...).

Le mouvement, très éparé, connaît un premier pic de contestation le 31 juillet 1977, avec plus de 60 000 manifestants contre Superphénix (Isère)⁽⁴⁾. D'importantes manifestations se tiennent ensuite contre l'ouverture du centre de traitement des déchets à La Hague (Manche, juin 1979) et contre le projet de Plogoff (Finistère, Pâques 1981). Le Parti socialiste, dans une dynamique de conquête du pouvoir, promet alors un moratoire et un débat national sur l'énergie. La construction des réacteurs est alors à son apogée : 7 réacteurs sont mis en route pour la seule année 1980, 8 en 1981.

Le PS au pouvoir arrête le projet de Plogoff puis renie ses autres engagements. La construction des réacteurs commence quand même à ralentir du fait de la surcapacité de production en électricité⁽⁵⁾.

Montée en puissance du mouvement antinucléaire

Après 1981, le mouvement antinucléaire se reconstruit donc tout autant contre la droite que contre une gauche qui reste fortement pronucléaire. Des groupes locaux s'épuisent dans différentes manifestations et les tentatives de structuration au niveau national échouent. A partir de 1984, le mouvement est au plus bas. Arrive alors l'accident de Tchernobyl, le 26 avril 1986.

(1) 398 p., éd. La Découverte, 2004.

(2) Il s'agit des réacteurs graphite-gaz construits à partir de 1952 : G1, G2, G3 de Marcoule (Gard), Chinon A1, A2 et A3 (Indre-et-Loire), Saint-Laurent 1 et 2 (Loir-et-Cher), Bugey 1 (Ain), tous à l'arrêt aujourd'hui.

(3) Sa femme est l'une des héritières de l'entreprise de sidérurgie Creusot-Loire qui deviendra Framatome puis Areva.

(4) Manifestation violemment réprimée : un manifestant, Vital Michalon, y est tué.

(5) Dans les années 1970, le gouvernement prévoyait un doublement de la consommation électrique tous les dix ans, ce qui s'est avéré totalement faux, malgré le développement à partir de cette époque du chauffage électrique.

▼ Contrôles lors de l'évacuation des 20 km autour de la centrale



(6) Le Collectif des opposants à Superphénix va se transformer en Européens contre Superphénix et va embaucher un premier permanent, Philippe Brousse, aujourd'hui directeur du Réseau Sortir du nucléaire.

(7) CRII-Rad, Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 09 51 75 52 97, www.criirad.com et ACRO, Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest, 138, rue de l'Eglise, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 94 35 34, www.acro.eu.org.

Malgré les tentatives de contrôle de l'information, les mensonges à tous les niveaux, cela provoque au moins deux choses : le gel durable des projets de réacteurs dans le monde (aucun chantier par exemple en France lancé entre celui de Civaux en 1987 et l'EPR en 2007) et la relance de l'opposition à Superphénix dont les pannes à partir de 1986 vont contribuer à une forte mobilisation⁽⁶⁾. Après une marche qui sillonne la France en 1994 et différentes campagnes, la question de Superphénix devient un enjeu politique entre les Verts et le PS et, en 1997, après la nomination de Dominique Voynet au Ministère de l'environnement, Lionel Jospin annonce l'arrêt de Superphénix. Fort de ce succès, les Européens contre Superphénix propose aux autres groupes de créer un mouvement national sur le même modèle : une charte commune autour d'un objectif acceptable largement, une coordination de l'information autour d'une revue, des campagnes communes, mais une grande autonomie des groupes locaux dans les actions. C'est l'actuel Réseau Sortir du nucléaire.

Parallèlement, au moment de l'accident de Tchernobyl, plusieurs personnes scandalisées par le blocage des informations lancent des laboratoires de mesure indépendants. Deux vont se maintenir dans la durée : la CRII-Rad et l'ACRO⁽⁷⁾.

Enfin, troisième pôle à prendre en compte : les écologistes ont une bien meilleure écoute dans la population aujourd'hui. Europe-Ecologie Les Verts compte plus de 2000 élus, depuis les députés européens (dont Michèle Rivasi, fondatrice de la CRII-Rad) jusqu'aux conseillers municipaux.

Un rapport de force bien différent

Lors de l'accident de Tchernobyl, en 1986, le mensonge en France était relativement facile. Cette fois-ci, au moment de l'accident japonais, du côté du Réseau Sortir du nucléaire, une douzaine de salariés et autant de bénévoles ont mis en place des réseaux d'informations avec des résidents au Japon, mais aussi avec des correspondants aux Etats-Unis, en Allemagne, en Italie... pour pouvoir suivre les informations et les recouper. Les médias ont été informés autant par les sources officielles qu'antinucléaires, et si au départ, les ministres comme Eric Besson, Nathalie Kosciusko-Morizet ou d'autres ont essayé les anciennes méthodes, cela n'a pas pu fonctionner longtemps.

Au départ, le PS a jugé les prises de parole des écologistes "indécentes", mais là aussi le discours n'a pas tenu sur la distance. Europe-Ecologie-Les Verts a tout de suite mis la question du nucléaire comme sujet incontournable pour un accord pour les élections présidentielles de 2012. Si Martine Aubry a rapidement changé sa position, rien n'est toutefois joué : nous en sommes aux mêmes promesses qu'en 1981...

Si le PS n'est sans doute pas insensible à l'opinion publique (voir sondage EELV en encadré), la

70 % pour la sortie du nucléaire

Europe-Ecologie-Les Verts a rendu public un sondage commandé à l'IFOP et réalisé entre le 15 et le 18 mars 2011 auprès de 1008 personnes : 30 % sont pour continuer le programme nucléaire et construire de nouveaux réacteurs ; 51 % sont pour un arrêt du programme progressif sur 25 à 30 ans, 19 % sont pour un arrêt rapide.

Dans le détail, on constate qu'il y a quand même 10 % de l'électorat écolo pour la poursuite du nucléaire (26 % chez celui du PS, 27 % chez celui du FN, 55 % pour l'UMP), 32 % de l'électorat écolo est pour sortir rapidement (20 % au FN, 18 % au PS, 6 % à l'UMP).

Il y a une énorme différence entre les hommes et les femmes : 43 % des hommes veulent encore du nucléaire... contre seulement 18 % des femmes ! Il y aussi une différence avec les âges, les plus pro-nucléaires sont les plus de 65 ans (47 %). Différence selon la région : ce sont les Parisiens les plus pro-nucléaires (35 %).

Donc, le plus souvent, le pro-nucléaire est aujourd'hui un Parisien à la retraite.

Accident de Tchernobyl Plus de 1000 milliards d'euros !

Selon un colloque de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (pronucléaire) organisé à Paris les 6 et 7 décembre 2007, l'accident de Tchernobyl aura coûté 235 milliards pour la seule Biélorussie. Pour la Russie c'est au moins 200 de plus. L'Ukraine annonce à elle seule entre 175 et 200 milliards (voir : www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/heritage-sovietique/tchernobyl.shtml)

Et encore, "ces chiffres n'incluent pas la perte de vies humaines ni la perte de production des invalides (65 000 liquidateurs). A titre d'exemple, d'après la Loi sur le statut et la protection sociale des citoyens affectés par la catastrophe de Tchernobyl, environ 7 % de la population ukrainienne serait concernée, soit 165 000 résidents des zones évacuées, 253 000 liquidateurs, 643 000 enfants des liquidateurs."

A ceci s'ajoute les frais occasionnés dans tous les pays touchés par le nuage radioactif (pratiquement toute l'Europe), le total dépasse les 1000 milliards !

Coût de construction d'un réacteur nucléaire : environ 5 milliards pour un 1000 MW.

force du lobby nucléaire a toujours été de savoir placer ses hommes au bon endroit : Dominique Strauss-Kahn, par exemple, a été consultant d'EDF pour assurer la promotion du nucléaire après avoir été ministre.

Le consensus a aussi volé en éclat au niveau des syndicats : aujourd'hui SUD Énergie ne conteste



Wally Semana

▲ Le gouvernement japonais préfère sacrifier sa population plutôt que de remettre en cause le nucléaire.

plus l'idée de sortie du nucléaire mais s'inquiète des possibilités de reconversion des salariés. On peut surtout s'inquiéter de la possibilité de trouver assez de salariés pour gérer les déchets et le démantèlement des réacteurs actuels, métiers peu valorisants.

Pousser vers une sortie rapide

Si le Réseau Sortir du nucléaire essaie de fédérer le plus de monde possible pour obtenir la décision politique de sortie du nucléaire, il existe autour d'autres petites coordinations qui veulent une sortie immédiate du nucléaire, une démarche plus radicale qui aura toute sa place dans une deuxième période quand concrètement on devra discuter de la date d'arrêt de chaque installation.

En effet, au nom d'une vision très "libérale", Europe-Ecologie-Les Verts négocie avec le PS, une sortie progressive en 20 à 30 ans, ceci afin d'amortir économiquement les réacteurs existants. Une démarche totalement irresponsable : en cas d'accident grave, ces aspects économiques apparaîtront bien risibles. Le seul accident de Tchernobyl a déjà coûté plus de 1000 milliards de dollars, soit plus que le coût de la construction de l'ensemble des 440 centrales en service dans le monde (voir encadré p. 31). Une vraie sortie du nucléaire doit aussi prendre en question l'irrésoluble question des déchets : chaque jour qui passe, ce sont de nouveaux déchets qui s'accumulent. Il faudra les gérer pour des milliers d'années. Faut-il encore le rappeler ?

Michel Bernard ■

ÇA VA DURER LONGTEMPS ?

Combien de temps va durer l'accident de Fukushima ? Au moment où nous clôturons ce numéro, l'agitation sur le site se poursuit, la radioactivité s'échappe d'au moins trois réacteurs, le nuage radioactif a déjà fait le tour de l'hémisphère nord...

Quelques points de comparaison :

- Après l'accident de Three Mile Island (1979), il a fallu attendre dix ans pour pouvoir entrer dans le bâtiment réacteur et essayer de comprendre ce qui s'était passé.
- Après l'accident de Tchernobyl (1986), il reste encore beaucoup de questions non résolues car on ne risque pas d'entrer encore aujourd'hui, 25 ans après, dans le réacteur : le cœur du réacteur est toujours en fusion.
- Le réacteur n°3 de Fukushima contenait du MOX, et l'accident a sans doute libéré du plutonium extrêmement dangereux (respirer un millionième de gramme suffit à provoquer un cancer du poumon). La période du plutonium est de 24 400 ans, ce qui signifie que les zones contaminées par celui-ci auront perdu la moitié de leur radioactivité vers l'an 26 410 ! Donc en parlera encore dans le n°268 800 de Silence !

Sortir du nucléaire C'est possible, mais à quelle vitesse ?

En septembre 1997, nous avons publié dans *Silence* un scénario de sortie rapide du nucléaire en seulement deux ans⁽¹⁾. Aujourd'hui le débat reste le même : sommes-nous prêts à faire un petit effort dans la maîtrise de notre consommation d'énergie ou acceptons-nous de vivre encore des années avec un risque d'accident toujours possible demain ?

CET ARTICLE MARQUAIT LE DÉBUT D'UN LONG DÉBAT AU SEIN DU RÉSEAU SORTIR DU nucléaire. En effet, des scénarios nous proposaient déjà une sortie très progressive sur 20 à 30 ans, du côté des Verts notamment, et cela paraissait incroyablement lent devant le risque d'accident et l'accumulation des déchets nucléaires. D'autres proposaient des sorties plus rapides. Dans cet article, j'avais essayé de voir jusqu'où on pouvait être rapide : j'en arrivais à la conclusion qu'en deux ans, avec une forte volonté politique, c'était possible. Quatorze ans après, qu'est-ce qui a changé ?

Ce qui a changé

Depuis 1997, aucun nouveau réacteur nucléaire n'a vu le jour en France. Par contre, les réacteurs existants ont quatorze ans de plus et sont donc plus susceptibles d'avoir un accident grave⁽²⁾.

L'industrie éolienne s'est envolée. A l'époque les éoliennes avaient des puissances individuelles de 0,3 MW et il n'y en avait que 9 en France ! Aujourd'hui, les plus puissantes au niveau mondial sont entre 5 et 7,5 MW et la puissance éolienne en France approche les 6000 MW. Il y a plus de personnes qui travaillent dans l'éolien en Allemagne que dans le nucléaire.

Le développement d'internet et d'autres produits électroniques (ipod, ipad, jeux...) provoque une hausse de consommation électrique qui n'est même pas compensée par la hausse de la production des énergies renouvelables⁽³⁾.

La question du changement climatique était déjà là. Et selon les scénarios, on utilisait ou non un renforcement provisoire des énergies fossiles fortement émettrices de gaz à effet de serre⁽⁴⁾.

Par contre, la conscience du pic de pétrole n'était pas aussi présente, et donc l'urgence de prévoir aussi une sortie du pétrole, peu envisagée.

Enfin l'idée d'une descente énergétique par la sobriété et l'efficacité énergétique n'était pas portée



▲ Certains immeubles dans les éco-quartiers sont "passifs" voir à énergie positive.

par un mouvement social (décroissance, territoires en transition) comme aujourd'hui.

Les économies d'énergie d'abord

Si le nucléaire représente bien entre 75 % et 80 % de notre électricité (selon les années), cela représente beaucoup moins en termes d'énergie (20 %) : nous sommes beaucoup plus dépendants du pétrole. Si l'on se place au niveau européen, l'électricité nucléaire ne représente plus que 35 % de l'électricité... et 9 % de notre énergie (moins de 4 % au niveau mondial).

Une première donnée à mettre en avant : on peut raisonner au niveau européen ! Toutes les lignes à haute tension sont maintenant interconnectées et comme la moitié des pays européens n'ont pas de réacteurs nucléaires, le lobby des pronucléaires aura beaucoup plus de mal à empêcher des décisions restrictives à ce niveau-là.

(1) *Silence* n°222.

(2) Aucun réacteur n'a été mis en chantier entre 1987 à Civaux, près de Poitiers et 2007, à Flamanville pour l'EPR. Le réacteur de Fukushima avait 40 ans, le plus ancien en France, Fessenheim, a 34 ans.

(3) Sur l'éolien, lire "Eolien, retour sur une polémique", Jean Aubin, *Silence* n°387, février 2011.

(4) Nous disposons en effet d'une vingtaine de centrales thermiques en France qui, actuellement, ne fonctionnent que lors des pics de consommation... alors qu'elles pourraient fonctionner plus longtemps... mais en augmentant le taux de CO₂. Leur puissance cumulée est de 12 420 MW. L'ensemble du parc nucléaire représente lui 63 000 MW.



▲ Le Réseau Sortir du Nucléaire diffuse une petite brochure expliquant comment sortir du nucléaire. Elle est à prix libre (prix de revient : 0,40 €). On peut la commander par multiple de 8 exemplaires. Objectif : un million d'exemplaires diffusés.

Et le référendum ?

Un référendum serait sans doute une bonne idée si nous avions le choix de la question et si nous disposions d'une égalité dans le traitement des informations.

Car le résultat ne sera pas le même selon qu'EDF vous proposera la question suivante :

"Voulez-vous continuer le nucléaire ou revenir à la bougie ?"

ou que l'on proposera plutôt :

"Voulez-vous comme la moitié des autres pays européens, vous engager dans une politique énergétique qui ne s'appuie que sur des énergies renouvelables et renonce rapidement au nucléaire ?"

L'Europe pourrait ainsi du jour au lendemain voter pour l'interdiction des réacteurs de plus de 30 ans... ce qui obligerait la France à arrêter déjà 16 de ses 58 réacteurs⁽⁵⁾.

L'Europe pourrait ensuite mettre en place une politique incitative à la maîtrise de l'énergie : en adoptant une directive européenne fixant l'obligation de produire des appareils électroniques les plus économes possible au niveau des plus économes d'aujourd'hui, et en attendant le changement des appareils (de 6 mois pour les téléphones portables à 7 ans pour les réfrigérateurs), on économise mécaniquement⁽⁶⁾.

Le scénario *Négawatt*, qui ne remet pas en cause nos modes de consommation, estime qu'en se servant mieux de nos appareils, on pourrait déjà économiser globalement de l'ordre de 15 % et que l'adoption de la directive européenne citée ci-dessus peut entraîner une baisse de consommation supplémentaire de 30 %. Le même raisonnement est possible pour les autres formes d'énergies.

Enfin, il ne faut pas oublier que la filière nucléaire elle-même (enrichissement du combustible à Pierrelatte, conditionnement des déchets à La Hague...) consomme de l'ordre de 7 et 8 % de notre électricité, soit 2 % de notre énergie...

Total : on est déjà autour de 47 % d'économies possibles !

Or, il ne faut économiser que 9 % pour sortir du nucléaire !

Poursuivre la descente énergétique...

On peut facilement aller plus loin que le scénario *Négawatt*... en remettant en cause certains de nos modes de consommation.

Par exemple, l'utilisation de l'aluminium dans le secteur alimentaire est une catastrophe pour la santé. Rien que la production des canettes pour les boissons représente en France l'équivalent de 4 réacteurs !

Les panneaux publicitaires éclairés toute la nuit : on peut s'en passer.

L'éclairage des bâtiments publics la nuit : on peut s'en passer.

Le chauffage électrique : à proscrire en commençant par le logement social où c'est une honte.

On peut limiter le TGV à 250 km/h. Irréaliste ? C'est pourtant ce qu'a fait le gouvernement allemand sur son territoire.

On peut limiter le nombre de chaînes télé (vous avez le temps d'en regarder 350 ?).

On peut privilégier le train plutôt que l'autoroute.

On peut choisir de voyager moins loin et surtout pas en prenant l'avion...

Vous pouvez poursuivre la liste...

Et enfin seulement les énergies renouvelables

Dans le scénario de 1997, je m'appuyais sur les énergies renouvelables et quelqu'un de l'ASDER⁽⁷⁾ m'avait fait remarquer qu'il faudrait un temps pour former les gens.

Or, nous venons de voir qu'il est tout à fait possible d'arriver à se passer de 9 % de notre consommation d'énergie sans installer un cm² de capteur solaire en plus !

Mais une fois la production nucléaire arrêtée, il ne faudra pas s'arrêter là. Il faudra répondre à d'autres impératifs : stopper le recours aux énergies fossiles (épuisement des ressources comme le pétrole, gaz à effet de serre) ; stopper la dégradation de la planète (biodiversité, sécurité alimentaire).

Là, les énergies renouvelables ont toute leur place.

Mais nous aurons alors le choix entre plusieurs démarches : soit nous attendons que le miracle vienne d'en haut (Grenelle de l'environnement, Agenda 21) et nous aurons des parcs éoliens industriels et des champs de photovoltaïques, soit nous nous prenons en main et nous lançons près de chez nous des groupes de transition, qui, en étant le plus large possible, essaient au niveau local d'élaborer des plans de descente énergétique avec des capteurs solaires thermiques et photovoltaïques sur les toits, des éoliennes communales et coopératives...⁽⁸⁾.

Michel Bernard ■

(5) Cette simple mesure provoquerait déjà le début de la sortie du nucléaire en 2029... le réacteur le plus récent en Europe, Civaux, a démarré en 1999.

(6) En 1997, une étude de l'Ademe, citée dans le n°222, montrait que le simple renouvellement des appareils électriques par le plus économe en vente permettrait en France d'économiser l'équivalent de 7 réacteurs nucléaires. Au niveau Européen, cela représente entre 35 et 40 réacteurs... sur 160.

(7) Association savoyarde pour la promotion des énergies renouvelables.

(8) voir le site www.transitionfrance.fr.





Kaszino : un espace de gratuité à Budapest

Entre l'individualisme capitaliste et le souvenir du tout-collectif imposé sous la dictature, les Hongrois gardent une certaine distance avec l'altermondialisme. Malgré les difficultés liées aux situations personnelles et à celle du pays, il existe tout de même des îles au milieu de la tempête...

AINSI EN EST-IL DE KASZINO : REZ-DE-CHAUSSÉE SOMBRE D'UN IMMEUBLE EN CENTRE ville. J'arrive un soir et l'on joue en ronde, puis aux échecs à 8, et puis on improvise de la musique et des chants avant une réunion. Au milieu des Hongrois, il y a une Hollandaise, des Allemands, une Finlandaise, un Croate, un Américain... De grandes pièces ouvertes sur deux étages sont dans un triste état : la pierre s'effondre parfois ; des tapis colorés, des fauteuils dépareillés, quelques meubles, des fresques au mur... Le lieu semble squatté⁽¹⁾ mais il ne l'est pas : le propriétaire autorise son utilisation pour 15 ans. Son air de squat vient du fait que personne n'a les moyens de rénover le bâtiment et que, malgré (ou grâce !) à cela, il est fait preuve d'une grande créativité dans son aménagement. L'eau n'a pas été coupée mais ça ne saurait durer...

Un lieu autogéré très européen

Ce lieu autogéré est un des seuls endroits de la capitale où l'argent n'existe pas : lieu ressource d'informations et d'apprentissages, il pourrait être un tremplin d'activités socio-culturelles. Ceux qui sont impliqués ici sont des étudiants ou des travailleurs à mi-temps, entre 20 et 30 ans. Certains ont un réseau de contacts important à l'étranger et voyagent souvent, surtout en Europe de l'Ouest, s'inspirant ainsi des autres mouvements alternatifs. Ils sont très demandeurs de rencontres et d'échanges de pratiques pour faire progresser leurs méthodes, mais aussi pour croire en ce qu'ils font et confirmer leur motivation, car ils sont isolés dans

ce pays et manquent d'expériences, notamment dans le travail coopératif. C'est aussi pourquoi on croise souvent des étrangers qui s'investissent à Kaszino ! Les réunions se font en hongrois et en anglais, et on commence à utiliser la méthode du consensus, qui s'est vue perfectionnée récemment mais qui n'est pas encore bien acceptée par tous.

Avec les Roms et les sans-abris

Le groupe fondateur de ce lieu s'est constitué autour de Betti Toth. Après un séjour à Londres, puis au Mexique où elle prend connaissance des mouvements zapatistes, elle revient dans son pays avec l'envie d'échanger les valeurs qu'elle a confirmé là-bas : respect, solidarité, autonomie, décroissance. Elle rejoint des groupes d'anarchistes vivant différemment mais qui ne revendiquent pas leurs idées. Les problèmes de communication et de partage finissent de la convaincre de partir et d'agir autrement : elle lance une série d'actions sur la place Kalvaria en septembre 2009. Cette place est située dans le quartier pauvre et populaire, pas loin du centre de Budapest, dans un arrondissement mal vu par la plupart des Hongrois car il regroupe les fameux « gipsys » comme ils les appellent. Cette communauté est très malmenée. Les plans d'urbanisation (nouveaux grands supermarchés, nouveau métro, caméras, prix des loyers en hausse...) visent clairement à les faire partir et à attirer les investisseurs.

Donc, pour changer l'image du quartier, apporter un peu de vie et rénover la place, elle sollicite l'aide d'amis pour créer une belle journée :

(1) Malgré le nombre de sans-abri dans les rues et le nombre d'immeubles vides, les squatters à Budapest sont très rares.

bal populaire, concert, nettoyage du parc, repas collectif à partir de récup' du marché, zone de gratuité où chacun donne quelque chose (mais pas des objets : une recette de cuisine, une chanson, un sourire...). Devant ce grand succès, ils remettent ça un mois plus tard avec exposition et jeu en lien avec des sans-abris⁽²⁾.

Multi-activités et gratuité

C'est à ce moment là qu'est arrivé le projet Kaszino... L'énergie des actions s'est alors concentrée ici pour tenter de faire de cette base le point de départ d'une politique alternative. Ouvert au public en avril 2010, son organisation peut encore paraître chaotique, mais les choses se mettent en place petit à petit : réunions hebdomadaires, journal d'informations mensuel, ouverture régulière du local... On y trouve une zone de gratuité, des documents, des pièces laissées temporairement et gratuitement à ceux qui en ont besoin. Et puis parfois, des expositions, des réunions pour organiser des projets sociaux et politiques, des ateliers : partage de connaissances et de savoir-faire en hiver, actions directes en été, jeux, pratique du « faire soi-même » (l'actualité demande d'apprendre à fabriquer un chauffage, une dynamo électrique et de réparer les lieux)... Ici, on est différent et on veut déjà montrer que c'est possible ! L'an dernier, ils ont créé un évènement avec le mouvement « food not bombs »⁽³⁾ et pour cet été, ils projettent un grand festival autonome avec expositions, fêtes, échanges de savoirs autour de l'université...

Tout n'est pas simple

Bien sûr, tout cela n'est pas si simple ! Il est difficile de constituer un large groupe de gens motivés pour que ce ne soit pas toujours les mêmes qui portent le projet et il faut aussi savoir ne pas s'entourer de gens irrespectueux ou non constructifs. Et puis il est arrivé, l'an passé, qu'une femme proposant une projection vidéo et ne voulant pas la présence d'un homme qui l'avait violentée, ne

voie pas son problème considéré. On s'est alors aperçu que la communauté n'était ni forte ni structurée autour de valeurs pour réagir à ce genre d'évènement.

Avec l'absence des deux principaux organisateurs, ça a été rapidement le chaos ! Pour relancer la dynamique collective, il s'agissait alors d'apprendre à utiliser des méthodes de communication permettant à chacun de s'exprimer, puis grâce à cela, de pouvoir définir les valeurs du groupe pour être plus clair, éviter les conflits et savoir réagir d'une seule voix en cas de problème. Cela a été fait et a permis, du même coup, d'être plus efficace en terme d'organisation. Une certaine dynamique a été ainsi retrouvée, confortée aussi par l'arrivée de nouvelles personnes et le lancement d'une démonstration sociale en contrepoint des manifestations électorales des partis de droite s'exprimant souvent près des quartiers populaires. Par des actions clownesques, des jeux, des grignotages offerts, un défilé de mode faite maison, etc., le groupe a montré que l'on pouvait délivrer des messages bienveillants sans avoir un intérêt lucratif.

Rencontrer ces gens qui vivent et pensent différemment au milieu de ce capitalisme fou, est pour moi une bonne bouffée d'air et un brin d'espoir pour l'avenir ! Mais cette énergie reste très fragile car portée seulement par quelques un(e)s (qui plus est tou(te)s colocataires !). Et puis, malgré les soins apportés pour faire de Kaszino un lieu d'accueil, il reste très marginal à cause de la défiance du public pour ce qui alternatif, mais aussi par son aspect pauvre qui — et c'est paradoxal — n'encourage pas une mixité sociale. Il n'en est pas moins un défi utopiste plein de mérite qui a toutes ses raisons d'exister, laissant espérer que de nouvelles idées peuvent prendre racine !

Sidonie Poldeh ■

Contacts : bigrib@riseup.net (en anglais !),
http://kaszino.metatron.sh

Capitalisme sauvage

Depuis le changement politique de 1990, tout bouge très vite à Budapest : on expulse, construit, fait briller, revend... Les Hongrois foncent dans un capitalisme sauvage comme s'ils y trouvaient enfin la liberté, restant réticents à ce qui est collectif, sans doute à cause du temps où le « tout commun » rimait avec privations. Mais si chacun semble plus libre de ses choix, il y a bien des similitudes avec la dictature derrière la consommation : corruption, contrôle des médias, caméras partout. L'aliénation y est très forte aussi, esprit de compétition, carriérisme, devoir d'être à la mode... Même si l'écologie est plus présente (notamment après les récentes catastrophes industrielles*), chacun a trop à faire pour survivre au quotidien avant de considérer les revers du capitalisme. Et pourtant c'est ici que Criticalmass a réuni en 2008, 80 000 participants lors d'un défilé à vélo : un record mondial**!... Phénomène de mode ou idéologie montante ?

* En 2000, 100 000 m³ d'eau polluée au cyanure, provenant de la rupture d'une digue dans une mine de Roumanie, se sont déversés dans la Tisza puis dans le Danube, tuant des milliers d'animaux, polluant les rives sur des centaines de kilomètres pour des dizaines d'années, privant les pêcheurs de leur principale source de revenus. Fin 2010, un mur de stockage d'une usine d'aluminium a cassé lui aussi, et de nouveau, des milliers de mètres cubes de boues hautement toxiques se sont déversés sur les villages alentours et dans les rivières.

** <http://criticalmass.hu/english> http://en.wikipedia.org/wiki/Critical_Mass

◀ Repas partagé à prix libre



(2) textes en hongrois et photos sur : <http://kalvariabal.blogspot.com>

(3) "De la nourriture, pas des bombes".



D.R.

Rémy Léger, paysan à Beaumont-lès-Valence

Rémy Léger, un jeune agriculteur de 31 ans, est installé en agriculture biologique depuis un an et demi sur la ferme de ses grands-parents à Beaumont-lès-Valence. Sa formation solide doublée d'une expérience professionnelle déjà riche, son enthousiasme, sa passion pour la terre, lui ont permis d'imaginer un projet alternatif et original pour associer d'autres personnes au travail sur la ferme.

“**D**URANT MES DEUX ANS D'ÉTUDES EN BTS DE GESTION FORESTIÈRE AU CEFA (Centre d'études forestières et agricoles) de Montélimar, j'apprends à apprendre, je me sens comme une éponge s'imprégnant de tout ce qui m'est proposé, je suis certain d'être dans mon élément ; c'est la passion” me dit-il en présentant son parcours. Il effectue ses stages pratiques à La Réunion et dans le Diois. Pour compléter sa formation, il s'inscrit en Maîtrise d'aménagement du territoire, ce qui le conduit à effectuer un nouveau stage d'un an en bûcheronnage à Châtillon-en-Diois, où il apprend beaucoup, notamment sur la faune. Puis, déçu de constater que ces études s'orientent essentiellement vers l'aménagement urbain, il ne termine pas son cursus. Il travaille en tant que bûcheron, puis pendant un an dans le domaine de la charpente, en ossature bois. Mais toujours désireux d'en savoir plus, il suit une nouvelle formation de technicien de rivières à Châteauneuf-du-Rhône durant un an.

**De la formation
en gestion forestière
au travail de coordinateur
de chantiers d'insertion**

Pourvu de toutes ces compétences, il trouve un emploi de coordinateur de chantier dans une

structure associative d'insertion, AIRE, spécialisée dans les travaux en rivières et forêts. Cette période est très riche d'enseignement car le manque de moyens l'oblige à développer un esprit créatif et une grande capacité de débrouillardise. Il doit diriger 12 personnes en insertion et il lui faut aller à la recherche de chantiers, établir des devis, changer un matériel vétuste, trouver des financements. Au bout de deux ans, comme cela tourne bien, il commence à s'ennuyer et propose aux institutionnels de monter un projet de débardage à l'intérieur de la structure. Auparavant, il doit faire une enquête pour connaître le potentiel d'activité. Au bout de trois semaines, les réponses positives l'incitent à partir à la recherche de financements. Il convainc Véolia, le Secours populaire et le Crédit Mutuel du bien-fondé de son projet et réunit 17 000 € avec lesquels AIRE achète des chevaux, et il se forme à la traction animale en quelques semaines dans le Haut-Doubs et en Belgique.

Pendant cinq ans, il met tout son enthousiasme dans ce travail, mais les multiples problèmes auxquels il est confronté — politique de plus en plus défaillante en matière d'insertion, difficultés croissantes des personnes « à insérer », manque de moyens en tous genres — viennent à bout de son énergie.

Faire revivre la ferme des grands-parents

Rémy se dit que le temps est maintenant venu de réaliser le désir profond qu'il porte depuis longtemps en gestation : faire revivre la ferme de ses grands-parents en montant un projet original. Les 20 ha de terres de la propriété familiale excèdent la surface dont il a besoin pour gagner sa vie, mais il ne veut ni devenir patron ni louer en fermage, il veut travailler dans un esprit d'égalité, « où tout le monde est dans le même bateau, avec une vision plus juste de la position de chacun », m'explique-t-il. En 2007, il commence à élaborer un projet de SCA (Société coopérative d'activités), mais ce type de structure n'existant pas en milieu agricole, « où tout est plus compliqué », il lui faut donc l'adapter. Il se rapproche alors de l'ARCOOP (Association coopérative d'activités) qui l'accompagne dans son projet pour la rédaction des statuts et il a maintenant tous les éléments pour mettre sa SCA en place dans les mois qui viennent.

Son objectif est de mutualiser les moyens de production en mettant à disposition gratuitement 6 ha de terrain à 3 maraîchers (2 ha chacun), ainsi que les moyens d'irrigation, le matériel, une chambre froide et un point de vente, dans le cadre de la SCA, dont ils seront adhérents et salariés et à laquelle ils paieront leur contribution aux frais de fonctionnement. Rémy sera gestionnaire ou co-gestionnaire de la SCA et salarié pour son activité en traction animale. Une personne chargée du point de vente sera également salariée de la SCA. Pour s'assurer que son projet sera viable, Rémy a réalisé toutes les projections et évaluations nécessaires. Chaque maraîcher devra réaliser un chiffre d'affaires de 44 000 € pour tirer un revenu mensuel de 1200 € net ; il faudra compter trois ans pour que « tout roule bien ». En cas d'abandon de l'activité, son statut de salarié lui permettra de bénéficier des avantages sociaux qui y sont liés. Deux maraîchers sont déjà prêts à s'engager dans le projet, il manque le troisième. Avis aux intéressés...

Outre la volonté de faire revivre la ferme familiale dans un lieu où le foncier est extrêmement convoité et d'en tirer son revenu de subsistance, Rémy veut aussi faire un acte de partage vis-à-vis de jeunes agriculteurs confrontés à des difficultés d'installation de tous ordres. Il y a là à la fois un acte politique, réaliste et utopiste.

Il souhaite également que son projet puisse faire école et inspirer d'autres agriculteurs ; par exemple ceux qui, avançant en âge, ne peuvent plus travailler la totalité de leurs terres. Ils pourraient tout à fait avoir recours à ce type de structure. Cela permettrait aux deux parties de ne pas prendre de risques et de se donner le temps de se connaître avant d'établir un bail de fermage. Le salarié de la SCA pourra bénéficier d'un contrat spécial (contrat CAP) et conserver tous les droits

inhérents au statut de salarié en cas de rupture, et l'agriculteur aura la possibilité de récupérer ses terres facilement.

La Ferme des Volonteux

« La Ferme des Volonteux », car tel est son nom, est constituée de 20 ha de terres au total. Entre 4 et 5 ha sont en bois et landes, 3 ou 4 ha en prairies, 11 ou 12 ha seront consacrés au maraîchage dont une aspergeraie déjà en place, 2 ha à l'arboriculture (plantation récente d'abricotiers, amandiers, cerisiers, plaqueminières), une petite surface est plantée en chênes truffiers, et 950 m² sont réservés à un bâtiment en construction (futur local agricole, chambre froide, point de vente).

Depuis trois ans Rémy remet la ferme en fonctionnement : remise en culture des terres, reconstitution des haies, semis d'engrais verts, etc. Il a transformé lui-même, avec des matériaux écologiques, une vieille et belle bâtisse en pierre de taille très modeste, en maison d'habitation chaleureuse.

Il conserve son activité de labour en traction animale. Il travaille une partie de ses terres ainsi et loue ses services en viticulture et en débardage. Pour cela, il possède deux belles juments comtoises, Polie et Péruvia, une ardennaise, Uxia, et un cheval croisé comtois et percheron, Teddy. « Le croisement en fait un cheval plus doux que le percheron pur, il a du cœur et met toute son ardeur au travail », m'explique Rémy, tandis que le cheval lui fait un câlin.

Pas de doute, Rémy Léger est dans son élément. Et c'est un « Volonteux » ! Même s'il sait qu'il aura peut-être à faire face à ce que Pierre Rabhi appelle le PFH, « le putain de facteur humain », il veut aller au bout des idées qu'il porte profondément ancrées en lui-même ; il veut aller à contre-courant de cette société uniquement tournée vers le profit et reste persuadé que « l'utopie d'aujourd'hui est la réalité de demain ». Alors, rendez-vous dans un an pour faire un premier bilan...

Marie-Joëlle Pouillon ■



Jean Gadrey fait avancer les idées !

Réconcilier le social et l'environnement, favoriser la qualité au détriment de la quantité, une société qui irait vers la prospérité sans croissance est possible. Un livre qui défriche de nombreuses questions intéressantes.



Adieu à la croissance

Jean Gadrey

Ed. Les petits matins /
Alternatives économiques

2010 - 190 p. - 15 €.

DANS SON DERNIER OUVRAGE *ADIEU À LA CROISSANCE*, JEAN GADREY, ÉCONOMISTE, fait nettement progresser le débat sur la question d'une société débarrassée de la question de la croissance. Jean Gadrey refuse de parler de décroissance de manière générale car pour lui de nombreux secteurs méritent une "croissance" : il faut plus de temps aux éducateurs, aux médecins, plus d'aides aux personnes dépendantes, plus de personnes pour lutter contre les pollutions, protéger l'environnement, plus de personnes pour économiser l'énergie, isoler les habitations (en commençant par le logement social), plus de temps libre, plus de rencontres, plus de culture, plus de chercheurs... Pour rétablir la bonne santé de l'humanité sur la planète, il faut bien une décroissance des matériaux consommés, mais cela ne concerne pas toutes nos activités, marchandes ou non (donc incluses dans le PIB ou non).

Prospérité sans croissance

Jean Gadrey préfère revenir à la notion de *prospérité*. Ce mot qui vient du latin *spero* (espérer) et *pro* (en avant) signifie aller dans le sens que les choses s'améliorent (on n'est pas loin de la *résilience* mise en avant par le *Manuel de transition*).

Il rappelle que la croissance, un concept uniquement défini à l'origine par des hommes, ne mesure que l'augmentation des échanges marchands sans tenir compte de l'intérêt de ces échanges ou de la qualité des produits. A partir des données du PNUD, il calcule que ce PIB n'a pratiquement plus aucune incidence sur le senti du bonheur des gens dès que l'on atteint un niveau, relativement bas : 12000 dollars par an (soit environ le SMIC chez nous !).

Il propose de s'intéresser au concept de "modernité douce" importé d'Amérique du Nord, une modernité qui cherche à améliorer la qualité, la durabilité, les économies de matériaux et d'énergie... ce qui n'a rien à voir avec un retour en arrière comme l'annoncent ceux qui combattent les idées des objecteurs de croissance.

Jean Gadrey présente alors, secteur économique par secteur économique, les évolutions souhaitables et donne une estimation de ce que cela produirait en nombre d'emplois. Comme certains secteurs sont appelés à embaucher plus et d'autres moins, il ne se prononce pas sur le résultat final, mais combiné avec le maintien d'une dynamique autour de la réduction du temps de travail, on

peut penser qu'il est possible de penser après-croissance et retour au plein-emploi.

Coopération en entreprises, coopération en associations

Pour aller vers cette société tout autant respectueuse de l'environnement que du social, Jean Gadrey montre que l'on peut s'appuyer sur différentes structures existantes : redévelopper le secteur public notamment en remettant dans le public ce qui relève des "biens communs" (l'eau, l'énergie...), favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire qui, en principe, doit permettre de développer des productions qui s'appuient sur la coopération. Mais avec toute la difficulté de les faire vivre dans un système où perdure par ailleurs un cadre capitaliste. Enfin, favoriser le développement associatif (avec l'idée par exemple d'un salaire qui englobe un temps de bénévolat... une solution différente de l'idée de revenu universel). Ce développement associatif est important car il permet de redéfinir ce qui doit être marchand et ce qui n'a pas besoin de l'être.

Dans un dernier chapitre, il s'interroge sur les possibilités financières de gérer ce changement et reprend les chiffres concernant les cadeaux fiscaux faits aux entreprises et aux plus riches depuis les années 80 : leur simple rétablissement permettrait à l'Etat de disposer d'environ 80 milliards de plus par an, de quoi largement sortir de la situation de préfaillite actuelle. Il rappelle que l'on pourrait taxer les revenus du capital : à même hauteur que les revenus du travail, cela rapporterait de l'ordre de 100 milliards supplémentaires. L'auteur ne se pose toutefois pas de question sur les lieux de décision politique, se satisfaisant d'un Etat fort.

Peut-on y arriver ? Les nantis disposent d'armes extrêmement puissantes comme le montrent les manipulations menées par différents lobbys à leur profit, mais également la manipulation des questions de "sécurité" qui créent de la peur au seul profit de la protection des riches. En face de cela, la seule solution est politique : redynamiser la citoyenneté et la démocratie.

Serge Latouche ironise souvent sur les économistes incapables de penser en dehors des critères de croissance habituels. Jean Gadrey a franchi le pas. Espérons qu'ils soient nombreux à le suivre.

Michel Bernard ■

Pour une monnaie libre

J'ai envoyé un courrier à mes élus locaux de gauche comme de droite ayant pour titre "Article 123 viré, ou 1,2,3 partez !". J'y ai écrit : "Lors des prochaines élections, je vote uniquement pour des candidats qui dénoncent l'article 123 du traité de Lisbonne et exigent une direction démocratique de la Banque centrale européenne (BCE). La création de la monnaie et son utilisation ne doivent plus être le monopole des banques privées. Cela regarde aussi l'ensemble des citoyennes et des citoyens. En cas d'échec monétaire européen, il faudra en revenir aux monnaies nationales ou même régionales ou locales pour imposer un usage public et démocratique des monnaies et des crédits qui vont avec". (...). Selon l'article 123 en effet, les Etats d'Europe ne peuvent plus créer leur monnaie commune. Même pour des raisons justifiées, ils sont asservis. Ils empruntent dès le premier euro à des banques commerciales privées, rendues de ce fait souveraines. Une dette publique artificielle (en France, elle n'existait pas avant janvier 1973) apparaît. Elle enfle sans fin. Les intérêts prélevés diminuent nos investissements. Les services publics sont progressivement asphyxiés ou vendus. Si nous ne mettons pas un terme à cette confiscation, nous rejoindrons les pays pauvres.

Ps : Une banque centrale digne de ce nom a besoin d'impartialité. Elle ne devrait être soumise ni aux banques privées ni directement aux gouvernements changeants, ni être fermée sur elle-même. Elle pourrait être placée sous l'influence de citoyennes et citoyens sincères, alliés à des spécialistes de l'argent élus par les travailleurs de la banque et du fisc.

Michel Portal
Morbihan

Communautés de paix

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article sur la communauté de paix de San José d'Apartado (*Silence* n°388, p.38). Je voulais simplement apporter les compléments suivants, pour ceux qui voudraient mieux connaître cette expérience : le DVD *Hasta la ultima piedra* de Juan José Lozano, qui retrace l'histoire de la communauté de Paix depuis le choix de sa création jusqu'aux interrogations sur l'avenir, en passant par les assassinats dont ont été l'objet nombre de membres. Le site internet: cdpsanjose.org (en espagnol). Merci pour l'article. Et grande solidarité avec les villageois courageux.

Odile Branciard
Vienne



Une fois de plus, la police contre-braque

- 16 juillet 2010, braquage du casino d'Uriage à proximité de Grenoble. Une course-poursuite s'engage avec la police et l'un des deux braqueurs est mortellement blessé. Des violences s'ensuivent dans certains quartiers de Grenoble, motivant la venue du président de la République, qui prononça le 30 juillet 2010 le "discours de Grenoble"
- Quelques semaines plus tard, le 12 octobre 2010 à six heures du matin, plusieurs quartiers de l'agglomération sont en état de siège. Les habitants du quartier Mistral sont réveillés en sursaut par un hélicoptère en vol stationnaire à hauteur des fenêtres. Dans le même temps des hommes cagoulés frappent violemment à certaines portes et tant pis pour la personne âgée, trop lente à obtempérer. Elle devra aller chez menuisier et serrurier...
- Un de mes amis fait partie des personnes ainsi visitées. Fouille complète de l'appartement, saisie de 184 objets allant de l'ordinateur aux flacons (vides) de parfum dont son épouse faisait collection.
- Les objets saisis sont sa propriété (tel son lit) ou celle d'une association dont il est président. L'opération est menée contre l'économie souterraine qui hélas sévit dans ce quartier et contre laquelle lutte Karim, au travers de commissions du conseil consultatif du secteur 3, lieu de sa résidence et avec son association "Alliance France-Méditerranée". Cette association culturelle organisait pour le 15 octobre 2010 un concert. Bien entendu celui-ci ne put avoir lieu, et un film réalisé pour une société de tourisme algérienne confisqué. L'association réduite à l'inactivité tandis que les factures ou menaces de plaintes surgissaient de tous les côtés.
- Depuis le 12 octobre plus de cinq mois se sont écoulés et la famille survit avec des aides amicales, dans un appartement modeste, avec pour les déplacements une Laguna de cinq chevaux, modèle 2002. On est loin de l'économie souterraine, à moins qu'elle ne soit bien cachée.

Raymond Vignal
Isère

La danse des canards...

- Les fêtes de fin d'année sont passées, laissant derrière elles des gripes pour se dégriper, des gastro pour se purifier les intestins, des kilos à perdre... Comme chacune et chacun a le choix de ce que elle ou il mange, de cela je ne parle pas.
- Par contre, votre servante a été stupéfaite, abasourdie, de se rendre compte que des magasins diététiques labellisés bio, offraient à la vente du foie gras !
- Le foie gras, vous le savez tous, même si tout est fait pour que vous l'oubliez, est obtenu par la technique du gavage, qui n'est autre qu'une technique de torture ! Cela reviendrait à faire ingurgiter à l'humain 10 à 12 kg de spaghetti, de force, bien sûr. Il est bon de se rappeler que la nourriture chaude, voire très chaude, glissant mieux, les pauvres gavés ont l'œsophage brûlé et certains en meurent avant d'arriver à "fournir aux respectueux" un foie suffisamment gras pour être exploité et satisfaire la gourmandise des petits hommes. Ces pauvres volatiles sont tués avant d'atteindre le stade mortel de l'hépatocarcinome...
- Un ami cher m'a confié qu'il considérait le gavage comme un viol de l'intégrité d'un être sans défense. Ces pauvres animaux en ont un foie cirrhotique, donc porteur d'hépatites, de cancers...
- L'on me dit idéaliste car sachant que bio signifie vie en grec ancien, je reste persuadée de sa signification ! Je croyais (grand défaut de croire, par ailleurs) que les propriétaires ou gérants ou directeurs de ces magasins avaient pour but d'offrir à leur clientèle des produits alimentaires sains, donc porteurs de vie.
- Est-ce être idéaliste de constater la perte d'éthique de la nourriture proposée dans ces magasins qui prônent la santé, le mieux-être ?
- Il m'a été répondu lorsque je demandais pourquoi vendre du foie gras, qu'ils se devaient de satisfaire à la demande de leurs clients ! (...)
- Je me permets de rappeler que près de 70 % des terres arables qui comprennent les terres cultivables, labourables et en jachère sont réservées pour obtenir la nourriture destinée aux animaux de boucherie. Il est tué 58 milliards d'animaux terrestres et 144 millions de tonnes de poissons par an : chiffres en constante progression. Un enfant meurt toutes les trois à quatre secondes de soif dans le monde alors que le maïs en très grande majorité ogm dont sont gavés oies et canards ne peut pousser qu'avec un arrosage intense (...).

Nicole Kretschmann
Alpes-Maritimes

COURRIER

Loterie

J'ai été plus qu'étonné que *S!lence*, dans son numéro de décembre 2010, publie l'annonce d'une vente de maison par tirage d'une loterie. Je sais que cette pratique est courante sur Internet, mais pas forcément légale en droit français. Nous sommes là en plein dans l'idéologie néo-libérale, puisqu'il s'agit bien d'un jeu où les gagnants raflent tout et où les perdants perdent tout. En fait, ça revient à ce qu'un collectif, qui est plutôt d'ailleurs une population d'individus ne se connaissant pas mais qui espèrent chacun, contre une somme dérisoire, gagner la maison, offrent cette dernière quasi gratuitement à l'"heureux élu".

Merci pour les gens qui s'efforcent pendant trente ans d'acquiescer (ou de construire) leur nid. Je trouve que cette annonce n'a rien à faire dans la rubrique "immobilier". Si ça vous amuse, ouvrez une rubrique "jeux de hasard", ce serait plus clair. Personnellement, je suis politiquement opposé aux tombolas dont les prix dépassent la valeur de quelques dizaines d'euros, qui fleurissent, comme on sait, dans les sociétés inégalitaires. Croyez-vous vraiment construire la société de demain en publiant ça ? Notre projet politique de l'avenir est-il vraiment le même ?

Jean Monestier

Pyrenées-Orientales

S!lence : Merci pour ces remarques tout à fait bien argumentées. Nous n'avons pas poussé la réflexion assez loin en laissant passer cette annonce.

Refuser le puçage électronique des brebis et des chèvres

L'identification électronique des brebis et des chèvres est obligatoire en France depuis juillet 2010. Cette nouvelle obligation a poussé quelques personnes à se questionner au sujet de sa pertinence, de sa raison d'être et bien sûr de la manière d'y échapper.

Des éleveurs du Cantal ont jugé utile de demander une dérogation qui leur permette de continuer à identifier leurs animaux avec des boucles non pucées. Comme d'autres, nous avons été sollicités pour appuyer cette demande. Malgré notre ferme opposition au puçage, nous ne nous reconnaissons pas dans cette initiative et nous souhaitons nous en expliquer.

Si dans la situation actuelle une dérogation peut apparaître comme un moindre mal, elle (...) suppose l'établissement de critères permettant d'identifier les troupeaux qui en seront bénéficiaires (...) : pratique de méthodes traditionnelles d'élevage (...). Or la vérification de ces critères vient entériner l'ensemble des obligations déjà imposées aux éleveurs (registres d'élevage, déclarations de naissances,



de ventes et de morts d'animaux sous sept jours à l'administration, prophylaxie obligatoire, enregistrement des soins vétérinaires, localisation des terres sur photos aériennes (...). Elle implique en outre la création par l'administration d'une nouvelle définition, celle des méthodes traditionnelles d'élevage, qui ne tardera pas à s'accompagner de nouvelles contraintes. Il s'agit donc à notre sens d'un pas de plus vers la dépossession de nos savoir-faire, remplacés le plus souvent par les schémas raisonnés par une bureaucratie qui, grâce à ses experts, définit les "bonnes pratiques".

Si aujourd'hui nous nous opposons au puçage, c'est que ce dernier nous fait sentir encore une fois le poids d'une administration qui se veut toujours plus englobante et totale. Une part grandissante de notre travail est consacrée à remplir des formulaires qui justifient de notre respect des règles. Nous recevons sans cesse des injonctions qui nous commandent de faire telle chose à tel moment pour telle raison, sous peine de perdre nos primes, nos allocations, nos droits (...).

L'identification est un bon exemple de comment l'administration prend notre place en organisant une partie de notre travail, celle du choix des méthodes, des moyens à utiliser. Jadis l'identification des animaux n'était rien d'autre que le moyen choisi par l'éleveur de reconnaître ses bêtes. (...) Mais quand cette connaissance devient "l'identification" au sens de l'administration (...) ce qui était un geste propre à un métier devient un numéro, puis un code barre, puis une puce, qui vont être assimilés à d'autres numéros pour créer des statistiques, gérer et labelliser de la marchandise, et en retour pour définir de nouvelles règles de conduite, de nouvelles normes (...).

Il serait facile pour certains de critiquer notre position en arguant du fait que nous n'avons rien de concret à proposer, cela est un jeu très à la mode. Cependant, nous nous méfions des solutions qui prétendent contourner les problèmes et qui finalement les aggravent. Ce que nous recherchons (...), c'est la possibilité d'ouvrir une vraie discussion politique au terme de laquelle on pourra peut-être envisager des stratégies communes avec celles et ceux qui le souhaitent. La demande de dérogation fait l'économie de cette discussion.

Faut pas pucer

Le Batz, 81140 Saint-Michel-de-Vax, fautpaspuce@laposte.net

L'ASSAINISSEMENT EN QUESTION

Le dossier sur les toilettes (*S!lence* n°387) m'invite à vous conter mon "aventure" avec la Saur, compagnie de distribution d'eau et d'autres activités. En 2007 apparaît sur ma facture une nouvelle rubrique à 13€ par semestre : "redevance pour vérification des sanitaires non raccordés à un réseau public". Ne désirant pas ce contrôle d'une multinationale liée à une organisation capitaliste qui trempe dans la construction et les travaux publics, j'ai payé ma facture en déduisant les 13€, et par courrier j'ai indiqué que rien n'est à contrôler chez moi. En réponse est arrivé un rappel d'arriérés, puis un autre avec majoration pour frais de retard, puis une menace de fermeture de mon branchement si je ne réglais pas illico. Là j'ai demandé à la direction d'avertir le préposé qui viendrait fermer la vanne située sur mon terrain : il risquait au choix, du petit plomb dans le cul, ou une bonne bastonnade, ou de se trouver ligoté comme un saucisson histoire de créer l'événement qui attirerait la presse. Je sais, pas très pacifique la menace mais elle a porté : j'ai reçu une réponse me signifiant qu'arriérés plus frais ainsi que menaces de fermeture étaient abandonnés et la rubrique à 13€ a disparu de ma facture, rubrique que la compagnie tente d'imposer aux abonnés. Mais voici qui tient de la vente forcée normalement interdite. Voir lois 122-3 code consommation et 635-2 code pénal. Donc pour ne pas mettre l'affaire sur la place publique...

Michel Marko

Lot-et-Garonne

S!lence à côté de la plaque Tahrir ?

Dans le numéro 388, une photo représentant des hommes sur un char avec la légende *Où sont les femmes ?* *S!lence* laisse entendre que les révolutions arabes se font sans les femmes. C'est à se demander où *S!lence* puise ses sources ! A Marseille début janvier ce sont des femmes tunisiennes qui ont déposé la première autorisation à manifester dans la ville. En Tunisie comme en Egypte le rôle de Facebook a permis aux femmes de devenir des activistes reconnues, Wahda Marsya, Mona Eltahawy, Mawara Njem. En Syrie, Tal-Al-Mallouhi condamné en février. Et j'ajoute que lorsque les mouvements sont devenus sérieux, rien ne s'est fait sans les femmes. Ce n'est pas le tout de parader sur des chars, il faut travailler dans une révolution. Les femmes l'ont fait. En Tunisie la parole des opposantes a été des plus fortes. Ecoutez *Radio Kalima* par exemple.

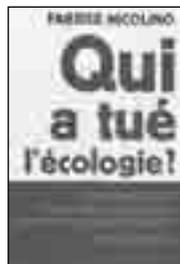
Christophe Goby

Puy-de-Dôme

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

Qui a tué l'écologie ?

Fabrice Nicolino
Ed. Les liens qui libèrent
2011 - 300 p. - 20,50 €



Plusieurs livres ont déjà analysé l'échec du Grenelle de l'environnement. Ici, Fabrice Nicolino s'intéresse au processus qui a conduit à cette mascarade et aux positions absurdes de France-nature-environnement, Greenpeace, WWF et la Fondation Nicolas Hulot... Il dénonce comment ces mouvements n'ont pas une culture de

luttés, mais préfèrent négocier réformette après réformette. Si France-nature-environnement a connu une période de renouvellement après 1968, les volontés plus radicales ont été laminées par la bureaucratie et la dépendance aux subventions publiques. Le WWF a toujours été dirigé par des conservateurs élitistes. Comme ce dernier, la Fondation Hulot est tenue par le financement des entreprises. Greenpeace est devenue une machine à fric, avec un fonctionnement de multinationale. La démonstration est sans bavure, riche d'informations. On regrettera que l'enquête s'arrête là. En effet, Nicolino épargne les Amis de la Terre, Nature et progrès et quelques autres grosses fédérations : une comparaison avec ces dernières permettrait d'esquisser d'autres possibles. Une piste : dans ces vraies fédérations, le pouvoir est dans les groupes locaux et exerce un contre-poids utile à la professionnalisation. MB.

La santé des enfants non vaccinés

Françoise Berthoud
Ed. Jouvence
2010 - 93p - 7,50 €

Médecin homéopathe, Françoise Berthoud se penche ici sur la santé des enfants qui ont bénéficié de l'abstention vaccinale. Elle reprend les principaux éléments d'une critique de la vaccination, et met en

valeur, exemples à l'appui, l'intérêt d'une maturation du système immunitaire. "La disparition partielle des maladies d'enfance est très préoccupante. Ce sont elles qui construisaient chez le petit l'immunité qui lui serait indispensable à l'âge adulte". Elle passe en revue les différentes maladies d'enfance avec leurs problématiques propres, la situation dans différents pays francophones, ainsi que diverses études statistiques menées sur la santé des enfants non vaccinés. Ces derniers développent entre autres beaucoup moins d'allergies, d'asthme... et d'autisme que les autres. Un panorama pour découvrir la question. GG

Réapprendre à coopérer Abécédaire

Hervé Gouil
Ed. Yves Michel
2010 - 200 p. - 13 €

À travers de courtes chroniques (de A à Z), l'auteur nous propose ici un panorama de la coopération. De par son parcours professionnel et ses diverses rencontres, Hervé Gouil nous livre ici une présentation tout azimut de diverses expériences, personnalités et ouvrages traitant de ce sujet. Un tour du monde des alternatives, vivantes ou ayant vécu, des idées fortes de ce mouvement qui propose une conception du travail basée sur les échanges tant économiques que sociaux et culturels. Sans en oublier les aspects philosophiques et psychologiques. Un tour de la question quelquefois laborieux mais qui saura vous apporter de nombreuses informations tant pratiques, historiques qu'intellectuelles. JP.



Désobéir au sexisme

Les Désobéissants
Ed. Le passager clandestin
2011 - 62p - 5 €

Poursuite de la série "Désobéir" autour de l'oppression des femmes et du féminisme. Un tour d'horizon synthétique des différentes dimensions du sexisme, un aperçu de quelques moments forts des luttes féministes dans le monde et en France, et une liste de pistes pour s'engager pour l'égalité politique et salariale, contre les violences sexistes, pour une culture du respect, contre l'hétérosexisme, pour la libération du temps domestique... Un peu survolé mais plein de bonnes idées : l'éloignement des hommes violents du foyer, qui à Douai a eu un impact intéressant, la nécessaire lutte pour le droit à l'avortement, aujourd'hui bafoué dans les faits, les actions directes de La Barbe, des Chiennes de garde, des Niqabitch, des Tumultueuses, les Marches de nuit, et bien d'autres initiatives à découvrir, inventives souvent, nécessaires toujours... GG



De quoi est fait mon pull ? Pas à pas vers l'écocitoyenneté

Christine Castelain Meunier
et Francis Meunier
Ed. Actes Sud
2011 - 212 p. - 19,80 €

Sous un titre peu parlant, les auteurs font un large tour d'horizon de la montée de la conscience environnementale dans la société. C'est plein d'exemples concrets, de témoignages, qui facilitent la lecture. Mais le livre a ses limites : on y



trouve un curieux mélange entre des initiatives citoyennes et celles d'entreprises (par exemple un mélange entre les Amap et Ikéa !), beaucoup de descriptions sans analyse (peut-on se contenter de présenter les éco-quartiers sans en analyser les conséquences sociales ?)... Bref, une analyse politique très faible, une certaine naïveté sur le bon vouloir des gens. Il ne faudrait pas oublier que si tous nous voulons le bonheur, pour certains cela passe par l'accumulation de richesses, la domination des autres, la destruction des liens sociaux... MB.

"Ça roule, ma poule ?" Théories et actions collectives de femmes pour la mobilité en Wallonie

Claudine Lienard
Cahiers de l'Université des Femmes, Bruxelles
2010 - 120 p. + 1 CD - 10 €

La mobilité a-t-elle un genre ? L'auteure répond dans un premier temps positivement à cette question, rappelant des données tirées d'un grand nombre d'études : les

femmes se déplacent plus localement, utilisent moins la voiture, plus les transports en commun, font plus de petits trajets du fait des activités "traditionnelles" : courses, enfants, travail à temps partiel... Si aujourd'hui, l'écart se réduit, 92 % des hommes ont le permis... contre seulement 70 % des femmes et quand un couple a une voiture, c'est d'abord l'homme qui l'utilise. A partir de là, où sont les femmes dans les structures qui gèrent l'évolution de nos transports ? L'auteure donne là aussi les analyses d'études. Les femmes y sont moins nombreuses, tout autant du côté des professionnels que des représentants associatifs ou de quartiers. Les femmes se placent souvent au côté des personnes les plus lentes (handicapées, seniors, poussettes...) sans intégrer que cela les maintient dans une infériorité de genre. L'ouvrage donne des pistes pour remédier à la situation... Le CD donne le détail des études. MB.



Traversée interdite ! Les harragas face à l'Europe forteresse

Virginie Lydie
Ed. Le passager clandestin
2011 - 176 p. - 16 €

Les harragas ce sont ces migrants illégaux, la plupart du Maghreb, qui au péril de leur vie tentent

l'aventure vers l'Europe. À la poursuite de leurs rêves et ambitions, ils fuient des pays où tout espoir de trouver un travail, de s'épanouir leur est interdit.

Virginie Lydie nous trace ici les chemins de ces "clandestins" face à une Europe sous haute surveillance et nous met face à leurs réalités : quand leur existence se résume en de sempiternelles tentatives d'atteindre l'Europe, à vivre dans la peur, à se faire exploiter par des filières de travail illégal...



Nous avons également reçu...

■ **War songs**, Ivan Brun, éd. Drugstore, 2010, 62 p. 13,90€. Comment un jeune beur de banlieue, diplômé, peut en arriver à devenir un terroriste. Le sujet est traité de manière très rigoureuse (trop ?). Le choix original de remplacer les bulles de texte de cette BD par des dessins proches des rébus à certes l'avantage d'être compréhensible dans toutes les langues, mais ralentit considérablement la lecture de l'histoire.

■ **Paroles d'écolos**, éd. Le Grand chardon / Astobelarra, 2010, 295 p. 20€. Compilation de textes, poésies, contes, anciens ou récents d'une trentaine d'écolos très divers (Christian Laborde, Yves Frémion, Fred Vargas, Yves cochet, François Terrasson, Coline Serreau, Eric Pétetin...).

■ **Mener sa vie**, Antoine Valabregue, éd. Pole, 2010, 102 p. 9€. Curieux petit livre qui sous forme de jeux vous propose de mieux vous connaître.

■ **Ne pas perdre sa vie à la gagner, pour un revenu de citoyenneté**, Baptiste Mylondo, éd. du Croquant, 2010, 124 p. 12€. Réédition d'un livre qui montre combien le travail salarié a pris trop de place dans notre vie, comment cela coupe les relations entre ceux qui n'en ont pas et ceux qui en ont trop et comment nous pourrions nous réapproprier nos vies si nous disposions d'un revenu universel.

■ **Clio et les Grands-Blancs**, Jean-Pierre Biondi, éd. Libertalia, 2010, 286 p. 15€. Clio est la muse de la mémoire, ici confrontée aux colonialistes. Présentation de l'évolution de la politique française de 1945 aux années 1960 et des acteurs en faveur d'une décolonisation. Près d'une centaine de personnes présentées, mais la partie plus contemporaine du "néocolonialisme" n'est que survolée.

■ **Fables d'Esopo**, illustrées par Laurent Melon, éd. Libertaires, 2011, 80 p. 20€. Bien avant La fontaine ou Perrault, des fables intemporelles, illustrées avec bonheur pour donner un ouvrage iconoclaste qu'il serait vain de vouloir éviter : il est prévu pour être en vente au moins encore un millénaire.

■ **Pain d'alouette**, T2, Christian Lax, éd. Futuropolis, 70 p. 16€. BD au graphisme impeccable mêlant le monde de la mine, celui du vélo et celle d'une femme qui veut faire du journalisme dans l'entre-deux guerres. Pour se sortir de l'exploitation (de la femme ou du mineur), il n'y aurait donc que l'effort et la compétition ?

■ **Brume, petites histoires pour l'environnement**, sous la direction de Kness, éd. Café salé, éditions créatives, 2011, 270 p. 25,90€. Dans cet ouvrage vendu au profit de la Ligue pour la protection des oiseaux, 19 auteurs et scénaristes publient autant de courtes histoires. Si les efforts graphiques sont réels, on est plus des livres d'illustrations que de la BD et certains scénarios sont affligeants.

■ **Ingrid de la jungle**, Serge Scotto, Eric Stoffel, Richard di Martino, éd. Fluide Glacial, 2010, 48 p. 10,40€. Les aventures en BD d'Ingrid Péten-court tombée aux mains de la FARCE. Tiré d'une histoire récente réelle, une suite de gags sur la jungle politique de l'Amazonie à l'Elysée. Ça vole quand même assez bas.

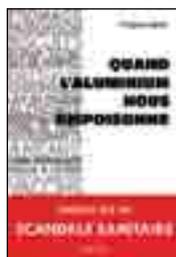
■ **Les innocents coupables**, Galandon et Anlor, éd. Bamboo, 2011, 48 p. 13,50€. Cette BD de belle tenue rappelle l'existence des bagnes d'enfants au début du vingtième siècle. On y découvre peu à peu la personnalité et l'histoire de chaque enfant. Trois tomes prévus.

certain y perdent leur vie ou plusieurs années en prison, centres de rétention et autres camps d'internement.

À travers de nombreux témoignages, expériences et documents, Virginie Lydie témoigne d'une situation ingérable face au désespoir de jeunes voulant tout simplement vivre.

À moins que les révolutions de ces dernières semaines ne changent la donne, tant que la richesse se situera à l'extérieur de leur pays, de nombreux harragas seront prêts à tout tenter, pour accéder à une vie qu'ils espèrent facile. Quitte à la perdre. JP.

Quand l'aluminium nous empoisonne



Virginie Belle
Ed. Max Milo
2010 - 206 p. - 18 €

On retrouve de l'aluminium dans l'eau du robinet, dans les aliments, les produits cosmétiques, le lait en poudre, les vaccins... Et il semble bien que cet aluminium ait une relation

avec différentes maladies comme Alzheimer, parkinson, l'épilepsie, le diabète... L'auteure présente une compilation des données scientifiques existantes, montre que l'aluminium s'accumule avec l'âge et attaque le système nerveux. On regrettera la large place prise par la question des vaccins, alors que d'autres sources de contamination comme la cuisson dans l'aluminium sont tout juste abordées. FV.

Guerre et spray



Banksy
Ed. Alternatives
2011 - 240 p. - 21,50 €

Réédition de ce livre à l'occasion du film Faites le mur sur le grapheur le plus célèbre du moment : Banksy, qui depuis déjà un grand nombre d'années réussi à rester anonyme malgré une renommée mondiale. Ce recueil de photos de graph commentées par Banksy est un régal : clarté dans la démarche artistique, imagination débridée sur les thèmes mais aussi sur les techniques pour réaliser des installations dans les endroits les plus téméraires... et un humour britannique qui dériderait les plus constipés ! Des artistes comme celui-là, on en redemande ! FV.

Désobéir à l'argent



Coll. Les Désobéissants
Ed. Le passager clandestin
2011 - 64 p. - 5 €

Peut-on contrer la marchandisation du monde, éviter le jeu des grands financiers ? Certains s'y essaient avec différentes méthodes. Les auteurs présentent ici l'histoire des faux-monnaieurs, des "Robins

des bois" qui détournent des fonds, des monnaies complémentaires, des réseaux d'échanges sans monnaie (Sel, Rers, communauté de vie...), le distributisme, les démarches étiqes et les banques alternatives (La Nef), le refus des brevets et des droits d'auteur (logiciels libres...). Il évoque trop brièvement les cambrieleurs anarchistes (dont le dernier en date est Enric Duran en Espagne) et oublie les campagnes de désobéissance à l'impôt (Thoreau, 3 % Larzac, objection fiscale...). Un riche outil ! On en a pour son argent ! MB.

Romans

Le chanteur

Cathi Unsworth
Ed. Rivages/Thriller
2011 - 414 p. - 21,50 €

À la fin des années 70 l'Angleterre connaît la naissance du mouvement punk et la colère de jeunes gens durement frappés par le chômage.

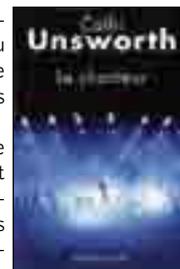
À travers l'histoire imaginaire du groupe Blood Truth, il s'agit dans ce roman de décrire l'industrie du disque, les espoirs d'une génération, la récupération mercantile des maisons de disques et les sempiternelles histoires de drogue et de femmes

Présenté comme un roman sur le mouvement punk, il pourrait se situer dans n'importe quel style musical. Les quelques références punk ne servant pas vraiment à présenter l'historique et les revendications qui furent à l'origine de ce mouvement. Et ce serait plutôt avec un regard acide et dénigrant cette musique et ces acteurs que l'auteure fait évoluer ses personnages. Le scénario reste intéressant, malgré cette insistance à décrédibiliser un mouvement qui se veut également politique, ce dont il n'est nullement question dans cet ouvrage. Dommage, j'en suis ressorti avec un peu d'amertume, me disant que cette histoire ne sert nullement le punk, bien au contraire : elle ne fait qu'en rajouter quant à la perception générale qu'en a la société. À croire que l'auteure n'a pas vraiment compris l'essence de cette musique. JP.

Pas Sidney Poitier

Percival Everett
Traduction Anne-Laure Tissot
Ed. Actes Sud
2011 - 300 p. - 22,50 €

Encore aujourd'hui, être noir aux Etats-Unis n'est pas sans poser des problèmes... surtout dans les Etats du Sud restés profondément racistes. L'argent peut-il arranger cela ? Pas si sûr ! Dans un style humoristique où les personnages ont les noms de personnages réels (sauf le



Petite histoire des colonies françaises T4 : la Françafrique

I a B . D . d u m o i s



Grégory Jarry et Otto T
Ed. FLBLB (Poitiers)
2011 - 120 p. - 13 €

Un petit bijou ! Je ne résiste pas à reprendre le texte de présentation : "La Françafrique n'existe pas, elle n'a jamais existé.

D'abord, qu'est-ce que ça voudrait dire la Françafrique ? Ça voudrait dire qu'après la décolonisation, dans le dos du peuple français, en dehors du champ démocratique, nos élites politiques auraient conservé des liens de sujétion avec nos anciennes colonies d'Afrique en plaçant à leur tête des présidents dévoués à leurs maîtres d'hier ? Comment aurions-nous réussi un coup pareil ? Il aurait fallu plus que des bases militaires dans ces pays, plus que des Monsieur Afrique de l'Élysée, plus que des Elf, des Cogema, des Bouygues et des Bob Denard pour faire la Françafrique. Il aurait fallu un silence total et l'assentiment de toute la classe politique. La France est un pays libre, les journalistes, les universitaires, les associations, les juges et les artistes font un travail extraordinaire de contre-pouvoir qui empêche tout népotisme. Allons, soyez tranquilles, la Françafrique n'existe pas et elle n'existera jamais". Et toujours ce style très particulier : des présidents de la République qui discutent entre eux, avec un dessin minimaliste, mais ô combien percutant. Si ça ne suffit pas à votre bonheur, il y a déjà trois autres tomes de parus. MB.

héros puisque lui au contraire ne porte par le nom de l'acteur Sidney Poitier), l'auteur nous raconte des histoires à la limite du vraisemblable. Un professeur de "non-sens" à l'université porte même son nom. Un non-sens que l'on peut appliquer aux relations des États-Unis entre eux... La question raciale abordée par le côté de la dérision. Un bel exercice littéraire. FV.

B. D.

Voyages aux îles de la désolation

Emmanuel Lepage
Ed. Futuropolis
2011 - 160 p. - 24 €

L'auteur a voyagé au printemps 2010 sur le Marion-Dufresne, bateau qui fait la liaison entre l'île de la Réunion et les îles françaises des Terres australes (Kerguelen, Amsterdam...). Ce documentaire en BD vaut surtout pour la grande richesse graphique : portrait à l'aquarelle, dessin au crayon, au pastel... Un enchantement pour les yeux. La limite de l'exercice est que le dessinateur n'a pu rester que très peu de temps sur chaque île et que les nombreuses questions



abordées par les scientifiques ne sont que survolées : comment se comporter dans les réserves naturelles, relation entre science et biodiversité, problème du financement de la recherche, omniprésence d'anciens militaires, organisation sociale... Il aurait pu creuser cela un peu plus après son retour. MB.

Vazahabe !

Denis Vierge
Ed. Paquet
2010 - 128 p. - 19,95 €

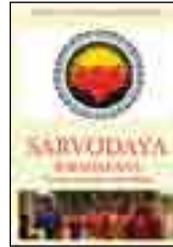
Le titre signifie "Grand blanc" en malgache et désigne les Blancs qui sont restés dans le pays après la décolonisation à la fin des années 1960. L'histoire, un prof métropolitain blanc a épousé une jeune Malgache qui après ses études est repartie au pays sans lui donner de nouvelles. Il vient pour essayer de la retrouver. Prétexa à une visite de l'île et des rapports compliqués encore aujourd'hui entre Blancs et Malgaches. L'histoire est complétée par la publication de quelques pages de carnets de dessin réalisés en repérage dans les années précédentes. Preuve si vous en doutiez que le colonialisme n'est pas encore mort... MB.



DVD

Sarvodaya Shramadana, Vers une économie non-violente

Louis Campana et François Verlet
Shanti/Vidéalys, 04 68 71 18 33,
www.association-shanti.org
2010 - 52 mn - 20(+2) €



Au Sri Lanka, le réseau Sarvodaya Shramadana, L'éveil de tous par le travail partagé, s'inspirant directement de Gandhi, agit depuis 50 ans dans plusieurs milliers de villages pour aider les pauvres à prendre leur destin en main. En suivant plusieurs étapes depuis la prise de confiance en soi de la communauté villageoise à travers des chantiers collectifs, jusqu'à l'autonomisation économique, en passant par le renforcement des relations sociales et le bien-être spirituel, les travailleurs du mouvement construisent avec les populations déshéritées une forme d'économie alternative et humaine, qui aide à se relever collectivement. Une expérience très méconnue, qui donne des pistes pour une économie non-violente. Une telle transformation à la base peut-elle transformer le système ? GG

communauté villageoise à travers des chantiers collectifs, jusqu'à l'autonomisation économique, en passant par le renforcement des relations sociales et le bien-être spirituel, les travailleurs du mouvement construisent avec les populations déshéritées une forme d'économie alternative et humaine, qui aide à se relever collectivement. Une expérience très méconnue, qui donne des pistes pour une économie non-violente. Une telle transformation à la base peut-elle transformer le système ? GG

Musique

Que s'passe-t-il ?

Caroline Personne
Auto production : www.carolinepersonne.com
2010 - 11 titres - 42 mn - 12 €

Caroline Personne, chanteuse-interprète et comédienne, distille avec ses chansons un esprit cabaret, une chaleur humaine qui vous prend dès les premiers morceaux.



Pour accompagner ses titres, elle a su s'entourer de musiciens qui donnent un cachet vivant et apportent une technique des plus précises. Cet album sent

la maturité scénique tant le mixage laisse une impression de direct, vous donne à voir Caroline chanter devant vous ses textes emplis de poésie et de vie.

Cette spontanéité, ce rendu d'ambiance est certainement la marque de fabrique d'une artiste aux multiples facettes qui nous livre ici un premier album comme une invitation à une rencontre scénique. JP.

Groupes locaux

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez déjà lancer un appel dans la revue pour mettre en place un groupe local. Celui-ci peut ensuite développer de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Groupes locaux existants :

- > **Indre-et-Loire.** Zazu Ferrandon, zazu@neuf.fr.
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marettte, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr.
- > **Paris.** Mireille Oria, 52 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83.
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, La Poste, bureau d'instance, 8, rue Gironde, 26110 Vinsobres.
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83.
- > **Besançon.** Martine Lionnet La Croix de Pierre, 70130 La Vernotte, tél. : 03 84 78 01 19 (pas de rappel pour les téléphones portables).
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 05 61 04 92 67, jeanclaude.geoffroy@orange.fr.
- > **Val-de-Marne.** groupesilence94@voila.fr et/ou 06 24 79 81 30.
- > **Seine-et-Marne.** Collectif écologie durable, Franck Rolland, 11, chemin de la Chapelle-de-Souffrance, 77500 Chelles.

Devenez Réd'acteur et gagnez votre abonnement gratuit !

Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos. Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet www.revuesilence.net à la rubrique Participer / Ecrire dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.

Silence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes.

Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h

Dépôtaires, stands et gestion :

Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h

Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard :
lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON

(IBAN : FR92 2004 1010 0700 5503 9Y03 840 - Code BIC : PSSTFRPPLYO)

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre - Belgique,
98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Editeur : Association Silence - N° de commission paritaire : 0910 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 2^e trimestre 2011 - **Tirage :** 6000 ex. - **Administrateurs :** Alain Arnaud, Olivier Bidaut, Delphine Boutonnet, Damien Bouveret, Myriam Cognard-Dechavanne, Emilienne Grossemey, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Emmanuel Tissier - **Directeur de publication :** Jean-Pierre Lepri - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Guillaume Gamblin, Emilienne Grossemey, Jean-Pierre Lepri, Marie-Pierre Najman - **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Anne Girard, Natacha Gondran, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret 09 53 04 30 40 - **Dessins :** Coco, Eric Drezet, Lasserpe - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Simon Bierwald, Xavier de Jauréguiberry, See-ming Lee, Omnia Mutantur, Pietro Naj-Oleari, Nathalie, Nico, Patxi, Leonardo Rizzi, Wally Santana, Robert Scoble, Teppo, Maik Unshelm - Tsamedien, Timo Vogt - **Et pour ce n° :** René Hamm, Dominique Lalanne, Sidonie Poldeh, Marie-Joëlle Pouillon, Mimmo Pucciarelli, Agnès Sinai - **Couverture :** Damien Bouveret - **Internet :** Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Xavier Sérédine - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



Les finances de Silence sont gérées par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr

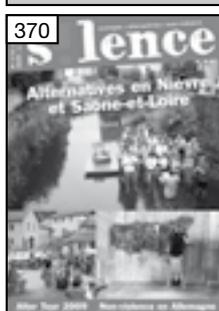
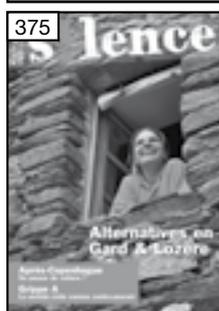
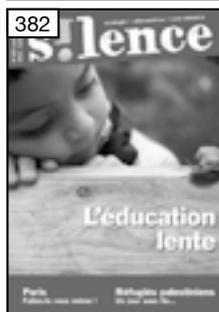


La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions Modernes Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin 07502 Guilhaud-Granges Tél. 04 75 44 54 96 www.impressions-modernes.fr

Numéros récents

Les numéros encore disponibles en version papier sont indiqués page suivante. Lorsque

les numéros sont épuisés, nous les proposons progressivement en téléchargement gratuit sur notre site internet (www.revuesilence.net). Sur ce site vous trouverez également les sommaires détaillés de chaque numéro, ainsi qu'une prévisualisation des quatre premières pages. Mais également nos points de vente, un bulletin d'abonnement, les index... Ainsi qu'un formulaire courriel pour que vous puissiez nous envoyer des informations par ce biais. *Ce site est entièrement animé par des bénévoles.*



Je m'abonne à s!lence

France métropolitaine

<input type="checkbox"/> Découverte	1 ^{er} abonnement	6 n°	20 €
<input type="checkbox"/> Particulier	1 an		46 €
<input type="checkbox"/> Institution	1 an		60 €
<input type="checkbox"/> Soutien	1 an	60 € et +	
<input type="checkbox"/> Petit futé	2 ans		74 €
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex*	1 an		115 €
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex*	1 an		173 €
<input type="checkbox"/> Petit budget	1 an		32 €

* à la même adresse

Suisse

<input type="checkbox"/> Découverte	1 ^{er} abonnement	6 n°	45 FS
<input type="checkbox"/> Particulier	1 an		85 FS

Autres pays et Dom-tom

<input type="checkbox"/> Découverte	1 ^{er} abonnement	6 n°	27 €
<input type="checkbox"/> Particulier	1 an		55 €
<input type="checkbox"/> Institution	1 an		68 €
<input type="checkbox"/> Soutien	1 an	60 € et +	
<input type="checkbox"/> Petit futé	2 ans		85 €
<input type="checkbox"/> Petit budget	1 an		39 €

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Numéros disponibles

- 360 Autoproduire pour se reconstruire
- 361 Les nouvelles formes du colonialisme
- 362 Les jardins partagés
- 363 Téléphone (insup) portable !
- 365 Villes vers la sobriété
- 366 Alimentation et empreinte écologique
- 368 A la recherche de l'écologie radicale
- 369 Avions, il est temps d'atterrir !
- 371 Valse des paniers autour des AMAP
- 372 Démarches participatives d'habitat
- 373 Le consensus, source d'émancipation ?
- 374 Le corps, champ de bataille
- 376 Les murs, médias alternatifs
- 377 Élués et Genre
- 378 Apprendre sans école
- 380 Les frontières de la non-violence

- 382 L'éducation lente
- 383 Vivre en colocation
- 384 Sortir de la bio industrielle : une urgence sociale !
- 388 Ça marche !
- 389 Décroissance et démographie

Numéros régionaux

- 331 Ariège et Hautes-Pyrénées
- 337 Paris
- 348 Centre
- 353 Haute-Garonne et Gers
- 359 Seine Saint-Denis
- 364 Savoies
- 370 Nièvre et Saône-et-Loire
- 375 Gard et Lozère
- 381 Essonne et Val-de-Marne

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire).

Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement

(ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

Vos coordonnées :

MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) : _____

Optez pour le virement automatique

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

- | | | |
|---|--|---|
| <input type="checkbox"/> 8 € par trimestre
(abonnement petit budget) | <input type="checkbox"/> 11 € par trimestre
(abonnement normal) | <input type="checkbox"/> € par trimestre
(abonnement de soutien) |
|---|--|---|

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Important :
indiquez vos coordonnées ci-dessus puis remplissez l'autorisation de prélèvement ci-dessous en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

ÉTABLISSEMENT TENEUR DE MON COMPTE À DÉBITER	MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES
Nom de mon agence bancaire ou CCP : _____	
Adresse : _____	
Code Postal : _____ Ville : _____	

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER : Silence 9, rue Dumenge 69317 LYON Cedex 04	N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 545517
--	------------------------------------

Date et signature obligatoires : _____

COMPTE À DÉBITER	Établissement	Code guichet	N° de compte	Clé
	_____	_____	_____	_____

1. Jan-Patrick Elhert est l'un des derniers conscrits avant que l'Allemagne établisse une armée de volontaires. Il a refusé tous les ordres après son recrutement. Après 42 jours de mise aux arrêts militaires il a été condamné par un tribunal civil à un avertissement.



Timo Vogt, www.randbild.de

2. Or Ben David a refusé le recrutement et a été mis aux arrêts militaires durant 12 semaines, en Israël. Après des conversations obligatoires avec des psychologues de l'armée, Or a été déclarée "mentalement incapable" de servir comme soldate. Elle a été libérée. En Israël les jeunes femmes doivent servir comme soldates pendant deux ans. Les hommes doivent servir pendant trois ans et demi.



Timo Vogt, www.randbild.de

3. Mehmet Tarhan a passé onze mois dans une prison militaire turque pour avoir refusé des ordres. Pendant sa détention, les gardiens aussi bien que les prisonniers l'ont torturé de manière verbale, physique et sexuelle. Il a essayé de se défendre par des grèves de la faim. Actuellement, il a fait une demande de poursuites pénales contre la Turquie pour cause de torture et de discrimination, auprès de la Cour Européenne des Droits Humains.



D. R.

4. Abdelrahman Ferah a déserté en 2008. En Erythrée, hommes et femmes sont concernés par l'armée, sans limite de temps. Abdelrahman Ferah a pu s'envoler pour l'Allemagne, mais sa demande d'asile politique a été rejetée. Après l'intervention d'ONG, la décision a été révisée. Il vit maintenant en Allemagne.



D. R.

5. André Shepherd est entré dans l'armée des USA en 2004 et a été envoyé en Irak. Suite à ses expériences et à ses recherches, il a déserté. Fin 2008 il a demandé asile à l'Allemagne. Il attend toujours la décision des autorités de migration allemandes.

Le courage de refuser

Des milliers de jeunes sont emprisonnés ou persécutés en 2011 dans le monde pour leur refus d'effectuer le service militaire obligatoire.

A l'occasion de la journée internationale de l'objection de conscience le 15 mai, *Silence* propose ces quelques portraits.

■ Pour aller plus loin :

Bureau Européen de l'Objection de Conscience, 61 Rue Henri Stacquet, B-1030 Bruxelles, Belgique <http://www.ebco-beoc.eu>

Photos 1 et 2 tirées d'un montage photographique de Timo Vogt en allemand, *...aber hat nicht gedient* : www.randbild.de. Merci aussi à Komitee für Grundrechte und Demokratie e.V., Connection eV (www.connection-ev.de), et the Greek Association of Conscientious Objectors.



D. R.



D. R.